Lancelot à Biarritz : *DANS UN GATEAU A LA FRAMBOISE* (page 17)

L'EXPRESS

16 AOUT 1957. — N° 321 100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

Une bataille qui commence:

LE FRANC ET VOUS

Un grand test:

En savez-vous plus que M. Gluck ?

Un devoir de vacances:

COMMENT ÊTRE EN FORME ?

(Intercontinentale)

ELIZABETH II, REINE D'ANGLETERRE
« Ce sont les risques du métier » (Humbert Ier)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'Express »

Louis Martin-Chauffier vient d'écrire un article où, en termes mesurés, il observe bien simplement que la torture est un moyen de gouvernement en Algérie, puisqu'un Igame la considère officiellement comme telle. Ajoutons que le nom de ce fonctionnaire supérieur est connu depuis longtemps, son action également, et qu'il est toujours en place.

Cet article, ce n'est pas la presse communiste qui le publie, mais le Figaro. Certes, toutes les précautions d'usage entourent l'aveu, et d'abord celle qui consiste à dire : « C'est lui qui a commencé, M'sieur ! » **Puis à annoncer l'énumération des atrocités dont les rebelles se rendent coupables, pour faire avaler cette petite pilule de vérité : il y a des Français, responsables, chargés de hautes fonctions, qui ont choisi délibérément de pratiquer ou de faire pratiquer la torture.**

Il y en aura toujours. Il y en a eu pendant l'occupation au détriment des résistants. Il y en a eu après l'occupation au détriment des collaborateurs. Il y a aussi des éventreurs, des bourreaux d'enfants et des pyromanes.

L'important est de savoir si, oui ou non, on accepte le principe de la torture infligée à un être humain. C'est une question très simple, qui ne souffre aucun commentaire.

Prétendre que le bourreau peut agir parfois dans un accès de légitime colère, c'est ne rien connaître à la torture.

Dans un accès de colère ou de douleur, on peut tuer. On ne torture pas. La torture est une opération qui se mène à froid, et qui conduit celui qui la pratique à la plus haute jouissance. Elle s'accompagne presque toujours d'injures immondes, car elle est obscène comme le plaisir qu'elle déclenche.

J'en appelle à tous ceux qui ont vu d'un peu près ces messieurs de la rue des Saussaies — ou de Montluc, à Lyon, ou du 92, à Clermont. Ont-ils jamais été battus, immergés, asphyxiés, ligotés, par des patriotes allemands indignés qui se disaient : « Je suis en train de venger mon frère et de sauver, en obligeant celui-ci à parler, cent de mes compatriotes » ?

Aux consciences inquiètes qui seraient tentées de répondre : « Je suis contre la torture en général, mais... », **il faut dire, parce que c'est vrai :** « Il n'y a pas de mais. Si vous n'avez jamais été aux mains d'un bourreau ricanant — **car cela les amuse toujours** — si vous n'avez jamais vu naître lentement sur le visage d'une femme ou d'un homme la volupté qu'il tire de votre humiliation, de votre souffrance, de votre déchéance, vous ne savez rien de la torture. Pas même ce que vous pourriez faire d'elle, pas davantage ce qu'elle peut faire de vous. »

Torturer est une intense satisfaction que s'accordent certains individus dans des situations données. Nous sommes dans une situation où quelques hommes peuvent en jouir pleinement, au lieu d'être internés dans des hôpitaux psychiatriques, de s'enivrer ou de battre leur femme.

A vous de décider si vous acceptez d'identifier votre pays à ces hommes.

Encore une fois, c'est une question très simple. On ne peut y répondre que par oui ou par non.

Françoise Giroud.

Le silence

17 août 1944... Treize ans après...

Cent neuf détenus de la prison de Montluc à Lyon quittent leur lieu de détention transportés en cars sur l'aérodrome de Bron, bombardé par l'aviation américaine, pour procéder au déminage...

Au soir de ce triste jour, les 109 victimes de la Gestapo et de la Milice sont fusillées sur l'aérodrome même.

En octobre 1944 sera découvert le charnier constitué par les restes de ces 109 martyrs innocents.

Les premières années, la municipalité de Lyon se rendait au cimetière de Bron où avaient été inhumés les malheureux reconnus par leur famille pour honorer leur mémoire. Depuis, c'est le silence.

L'Express voudra-t-il d'une parole émue rappeler leur souvenir ?

M. B.,
Père d'un fusillé de vingt ans !

Le travail chez Renault

Les articles contenus dans votre numéro du 2 août do nent des indications concernant la Régie nationale des usines Renault sur lesquelles je suis amené à vous apporter quelques précisions :

1°) L'accord du 15 septembre 1955 n'a pas été signé, comme il est indiqué à la page 3, sous la pression de mouvements revendicatifs que vous évoquez. Cet accord était en effet à l'étude depuis de nombreux mois et la direction générale avait pris, dès le mois de juillet, la décision d'ouvrir avec les syndicats les conversations qui ont été conclues comme vous le savez.

2°) Il est inexact d'écrire, ainsi que le fait D. Mothe (page 7, colonne 4), que l'accord signé le 15 septembre 1955 par les syndicats et la direction ne sera plus valable au mois de septembre 1957, l'échéance ayant été en réalité prévue pour le 1er janvier 1958.

3°) Il est évident que le travail dans une grande entreprise implique des servitudes de discipline inhérentes aux nécessités mêmes d'une organisation rigoureuse. Mais cette dernière est elle-même l'élément de base de toute politique sociale. Ces impératifs ne permettent pas pour autant d'écrire (page 7, 1re colonne) que les ouvriers de la Régie sont traités « comme des machines et des automates ». Les lecteurs auront sans doute compris que l'effort restant à accomplir n'atténue ni la valeur ni l'efficacité de ce qui a déjà été réalisé.

4°) En ce qui concerne les Nord-Africains, il est absolument inexact d'écrire (page 7, colonne 3) : « qu'ils sont les plus mal payés ». Les salaires sont en effet fixés en considération du poste occupé et ceux-ci sont attribués compte tenu seulement des capacités.

A titre d'indication :

a) 40 % sont O.S. aux presses. En partant d'un taux de base de 243 fr. 80, leur salaire horaire devient, toutes primes exceptionnelles et répartition de bénéfices comprises, 279 fr. environ.

b) 50 % des Nord-Africains sont employés aux fonderies, également comme O.S. Le taux horaire de base d'un mouleur va de 282 fr. 20 à 297 fr. 10 auxquels il faut ajouter les primes exceptionnelles et répartition de bénéfices qui, ramenées au taux horaire, ont donné cette année un total de 23 fr. 71 par heure de travail. Le taux horaire minimum réel d'un mouleur ressort ainsi à 305 fr. 91.

Aucune distinction n'est faite entre les ouvriers nord-africains et les autres.

5°) Enfin, les services d'entretien occupent 2.500 personnes à Billancourt pendant la fermeture.

J. Grospiron,
chef des services d'information de la Régie nationale des usines Renault.

[Nous rappelons à nos lecteurs que l'auteur de l'article incriminé, M. Mothe, est lui-même ouvrier fraiseur chez Renault. Son optique n'est donc pas celle, objective, du journaliste mais celle, subjective, de l'intéressé, d'un intéressé qui a rarement l'occasion d'exprimer comment il voit sa vie et ses conditions de travail. D'où, nous semble-t-il, la valeur de ce témoignage dont les erreurs matérielles d'information doivent cependant être rectifiées.

Nous remercions donc M. Grospiron de nous apporter ici les précisions nécessaires.]

De quoi se plaignent-ils ?

Pour la première fois je lis *L'Express* (bienfait des vacances ?) (...) Si j'ai été intéressé par tous vos articles, et même passionné par l'enquête de Germaine Tillion, celui intitulé « *Vacances : Billancourt et le Rêve* » m'a stupéfié. Votre rédacteur est-il ouvrier chez Renault ? Si l'ouvrier de la Régie Nationale Renault se sent « aliéné », quel régime lui convient-il ? La coopération ouvrière ? En quoi sera-t-il moins « aliéné » parce qu'il aura une infime participation aux bénéfices et à la direction ? Et même serait-il propriétaire de Renault, en quoi serait-il moins aliéné ? L'exemple de Louis Renault n'est-il pas celui, typique, d'une « aliénation » complète à son travail ? (...) Quant à M. Henri Alleg, communiste, comment ce partisan de la dictature ose-t-il se plaindre d'une mesure arbitraire ? (...) Que ce monsieur goûte le premier ce qu'il veut infliger aux autres !

Michel Giraud,
Lyon.

Préparer les maîtres

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt, dans le dernier numéro de *L'Express*, l'article de M. Duverger : « Des sujets ou des citoyens ». Un passage, en particulier, mérite attention, lorsque M. Duverger écrit :

« Comment faire vivre une démocratie en maintenant les citoyens dans l'ignorance quasi complète des bases mêmes des problèmes qu'on leur demandera de résoudre ?... »

Comment veut-on que les jeunes aient une formation civique valable quand leurs maîtres n'en ont eux-mêmes aucune, tout au moins au sortir de l'Ecole Normale ?

Pendant ses quatre années passées à l'Ecole Normale, le futur maître ne reçoit pas le moindre élément d'éducation civique et aucune place n'est réservée à l'enseignement des sciences sociales telles que les définit M. Duverger (économie, sociologie, sciences politiques).

Notre vie à l'Ecole Normale était une vie en vase clos où chacun était confortablement installé dans ses petites habitudes, ne cherchant pas à s'enrichir, et surtout n'ayant pas les moyens de le faire, au contact quotidien avec la réalité politique, économique et sociale du moment.

(...) Comment les maîtres peuvent-ils donner aux futurs citoyens des éléments d'éducation civique alors qu'ils n'y ont pas été préparés ? (...).

Amblard,
Instituteur,
Mercier-Lacombe (Oran).

Le mur du latin

L'article de Maurice Duverger « Des sujets ou des citoyens » m'a fort réjoui. Qu'un journaliste de grande valeur écrive tout cela sur un hebdomadaire très lu par les intellectuels sert bien la cause d'une vraie réforme de l'enseignement.

Puis-je indiquer que, selon une statistique officielle, 43 % d'élèves venus des cours complémentaires rejoignent le second degré en cours d'études ? L'éloignement, une mauvaise santé, la condition modeste de leurs parents, le manque de place dans les internats les ont écartés au départ des lycées et collèges. S'ils ont des aptitudes pour les maths et les sciences, tout est pour le mieux. Sinon, le mur du latin leur barre les carrières littéraires où les intrusions ne sont plus admises. On semble leur dire : « C'est trop encombré et nous avons pris nos précautions au départ. » Est-il d'autres démocraties où les citoyens ne sont plus égaux en droits après l'âge de onze ans ?

Quant aux sciences sociales ou économiques, Maurice Duverger sait peut-être qu'il existe un baccalauréat « sciences économiques » qui répond assez bien aux nécessités sur lesquelles la fin de son article attire l'attention. Or on ne peut s'y préparer qu'à Reims, Lille, Strasbourg (mixte), Creil (filles) et Lyon (filles). Seules les sections de Reims et Lyon sont assorties d'un internat. Qui oserait dire que ce bachot est accessible à tous les Français ? Qu'est-ce qui empêche qu'on le prépare dans tous les lycées ?

Robert Sevy,
Instituteur,
Valentigney (Doubs)

Une initiative

L'article de M. Duverger, « Des sujets, ou des citoyens », est de ceux qui ont le privilège d'aider à clarifier des problèmes confus, pour bon nombre de « sujets ».

L'indiscutable mal dont souffrent la majorité des citoyens c'est, faute de données suffisantes, de ne pouvoir débrouiller dans l'enchevêtrement de leurs idéaux et de leurs intérêts, une pensée claire, qui servirait de fond à des opinions solides, concernant les problèmes aigus qui se posent à eux (...).

(...) C'est pourquoi il serait injuste de ne pas donner toute sa valeur à l'initiative prise par la 7e section de la Ligue des Droits de l'Homme, pendant le second trimestre de cette année, et qui va, paraît-il, se continuer sur une plus large échelle : un centre d'éducation politique pour les jeunes gens à partir de 16 ans. Il s'agit, en dehors de tout élément passionnel, d'étudier, en toute objectivité, les problèmes nationaux, en les rattachant logiquement aux contextes mondiaux dont ils dépendent (...).

Mme L. Jullien.

Autogestion

(...) Il me paraît souhaitable que des journaux de gauche, tous ceux qui se proposent de donner un contenu réel au mot socialisme, essayent de faire connaître à leurs lecteurs habituels ou occasionnels ce que sont les Conseils ouvriers yougoslaves. *L'Express* ne pourrait-il pas consacrer un « numéro-supplément » à cette importante création yougoslave ?

Le problème de l'autogestion ouvrière est un problème d'actualité. Il faut ouvrir le débat (...).

J. Buron,
Beaumont-sur-Sarthe.

Commençons à nous respecter...

A propos de l'article de Serge Groussard sur la journée du 16 juillet :

Les horreurs que vous décrivez comme toutes les horreurs, épuration de 1944 comprise, ne seront peut-être jamais assez mises sous les yeux des hommes.

Mais gardez-vous de ne faire écho à l'horreur qu'à sens unique.

Est-ce que les horreurs commises par les Anglais contre les Boers ou, plus nettement, le massacre de Mers-el-Kebir, vous ont empêché de vous rallier à Londres ?

Est-ce que les massacres de Français auxquels se livra le général Washington dans les vallées de l'Ohio et du Mississippi empêchèrent la France de lui envoyer Rochambeau et La Fayette.

Est-ce que nous n'avons pas tous notre compte de meurtres politiques et policiers ?

Plusieurs de nos provinces n'ont-elles pas été unies à la mère patrie par quelque fourberie ou quelque rapt ?

Personnellement, je n'éprouve aucune honte d'être parti à la Légion tricolore quand le bombardement de Billancourt m'eut indigné et quand le maréchal Pétain eut déclaré que les « Volontaires français du front de l'Est détenaient une part de notre honneur militaire ». En Russie, j'ai protégé de mon mieux la population du territoire qui me fut confié.

On a pillé mon appartement et celui de ma mère, et nos adversaires politiques s'en sont emparés.

Père de six enfants, on a martyrisé mon aîné et enseigné aux autres à me mépriser.

Blessé à l'entraînement parce que je voulais partir en Algérie, les deux pieds brisés, infirme pour le restant de mes jours, je n'attends plus que le coup de grâce.

Et pourtant mes mains ne se sont jamais tachées de sang. Ma plume non plus. Je n'ai jamais ni préconisé ni approuvé aucun meurtre, aucune condamnation.

Allons, cessons de nous jeter tous ces cadavres à la figure !

Je vous propose d'en finir avec tout ce sang, avec toutes ces immondices. Une bonne fois, entre Français, entre Européens, entre hommes de toutes couleurs, commençons donc à nous respecter dorénavant les uns les autres et, par conséquent, à nous abstenir d'utiliser le passé pour nous diviser et nous haïr dans l'avenir.

Pierre Clementi,
à Chilly-Mazarin (S.-et-O.).

● *Les mots croisés sont exceptionnellement en page 28.*

ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.

Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES	200 fr.
3 SEMAINES	300 —
1 MOIS	400 —
2 MOIS	650 —
3 MOIS	750 —

Règlement à **L'EXPRESS**, 37, Champs-Elysées soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P 7378-19 Paris

Fédération du Livre — Marque Syndicale

Tirage des I.P.R. (R. Séguin) 10, r. du Faub.-Montmartre, PARIS

OJD

Composition de TYPO-ELYSEES 91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

16 AOUT 1957 — L'EXPRESS — 5e ANNEE. — N° 321

LES AFFAIRES FRANÇAISES

Vous trouverez dans ce numéro :

Les affaires françaises

- **Economie : LE FRANC ET VOUS** p. 3
- La lutte mondiale contre l'inflation, par *Thomas Balogh* .... p. 4
- En deux mots ...... p. 5
- Algérie : M. Lacoste parle, par *Jean Daniel* .... p. 6
- Qui commande ? par *Louis Fournier* .... p. 6
- Presse : Un témoignage honnête .... p. 7

Les affaires étrangères

- Une solution pour le Moyen-Orient, par *Paul Johnson* p. 8
- La semaine.
- Yougoslavie : Entre Tito et Djilas, par *Barbara Castle* p. 9
- A la kermesse de Moscou, par *Léon Hovnanian* p. 10
- Allemagne orientale : Un peu de beurre sur le pain, par *K. S. Karol* .... p. 11
- Angleterre : L'affaire Elizabeth, par *Guy Henriquès* .... p. 12
- Espagne : Un Tito espagnol, par *Emile Granier-Barrera* p. 12
- **En savez-vous autant que M. Gluck ?** pp. 13, 14, 15, 16

Actualités

- *Lancelot à Biarritz* : Dans un gâteau à la framboise. p. 17
- La Semaine, Tourisme. p. 17
- Etes-vous en forme ? Dix réponses à vos questions. p. 18
- Montagne, Santé.... p. 19
- 62 objets pour cent francs p. 19
- Football .... p. 20
- *En voyage avec Pierre Gascar* : Les œillets d'Inde .... p. 21

Paris en parle

- Théâtre, musique, cinéma. p. 22
- Danse, expositions .. p. 23
- Pardonnez-moi cet épanchement, par *Federico Fellini* .... p. 23

Lettres

- On vous en parlera.
- Roman, traduction, politique, document .... p. 24
- Musique, notes-express p. 25
- Un écrivain d'avenir : le marquis de Custine, par *Michel Saillet* .... p. 25

Les pages au féminin

- Les femmes en bleu .... p. 26
- Beauté, éducation, recette .. p. 27

Et

- **LE BLOC-NOTES de *François MAURIAC*** p. 28

(NY Herald Tribune)

Chacun sa marmite...

LA SEMAINE

● LE FRANC : Les pays à économie capitaliste et libérale sont tous aux prises avec une poussée d'inflation difficile à maitriser (*voir l'exposé de M. Thomas Balogh en p. 4*). Mais la France est la plus menacée car elle n'a plus de devises pour payer ses achats à l'étranger : la crise est urgente. Il faut exporter à tout prix. Ce qui veut dire prélever sur la consommation des Français assez de produits à vendre à l'étranger. (C'est le fameux « *Export or die* » qu'ont connu les Anglais il y a dix ans.)

Les mesures prises par le gouvernement dans la nuit de samedi à dimanche portent le franc au taux de 420 pour un dollar (contre 350) pour les deux tiers de nos échanges avec l'étranger. Ces décisions tendent à un redressement. On saura dans les toutes prochaines semaines si elles peuvent mener au succès (*voir ci-dessous « Le franc et vous »*).

● LA PRESSE : Les réactions de la presse ont été, dans l'ensemble, favorables aux mesures gouvernementales. Sauf « L'Humanité », tous les journaux quotidiens ont honnêtement reconnu qu'il ne s'agissait pas d'une dévaluation pure et simple. « Franc-Tireur » conclut avec juste raison que « le problème posé maintenant est celui de la confiance ». « L'Aurore » approuve les décisions prises (elles n'atteignent pas le secteur textile qui intéresse M. Boussac) mais réclame maintenant « qu'un plan d'ensemble soit fixé, et non seulement des mesures fragmentaires ». Le quotidien économique « Les Echos » va plus loin ; il précise que si l'Allemagne a pu se relever brillamment de ses ruines alors que nous continuons à rester enlisés dans les difficultés, c'est que « nous sommes en guerre depuis bientôt dix-huit ans. Jusqu'à quand ? » La liaison entre le prix de la vie et l'installation dans une guerre coloniale est entendue maintenant dans beaucoup de milieux patronaux.

Mais l'événement de la semaine, dans la presse, est au « Figaro » où, après la campagne d'éditoriaux de M. L. Gabriel-Robinet, de commentaires de M. Gabilly et de reportages de MM. Thierry Maulnier et Serge Bromberger, une partie de la vérité est tout de même enfin publiée sur l'Algérie, sous la plume de M. Martin-Chauffier (*voir p. 7*). C'est un signe de santé.

● SALAIRES : Devant la montée de certains prix (gaz, vin, objets ménagers, postes...) et la crainte d'en voir d'autres suivre le mouvement d'ici la rentrée, les syndicats réagissent déjà en prenant position pour une nouvelle hausse de salaires. La première bataille s'est livrée mardi après-midi à la réunion de la Commission des conventions collectives. Il s'agissait de voter sur le nouvel indice des prix proposé par le gouvernement. Les représentants syndicaux ont contre-attaqué en faveur d'une autre indexation qui relèverait immédiatement le salaire minimum. Vote serré et significatif : 17 voix (gouvernement, syndicats patronaux et agricoles, artisans) contre 10 (C.G.T. et C.F.T.C. réunies) et 8 abstentions (F.O., cadres, familles).

● LA VIANDE : Le prix du blé, fixé chaque année par le gouvernement, a été légèrement diminué (3.350 francs le quintal contre 3.450 francs l'année dernière). Le ministre des Finances réclamait une réduction plus forte pour décourager une production qui est déjà excessive (100 millions de quintaux cette année, alors que les Français n'en consomment que 65) ; mais il a rencontré une violente opposition des organisations agricoles. La subvention au pain est maintenue et le prix inchangé. Le prix de la viande de bœuf est augmenté (pour qu'on en produise beaucoup plus), celui du veau très augmenté (pour qu'on en consomme beaucoup moins) et les Français sont invités officiellement à manger surtout « du porc et du poulet ».

● ALGÉRIE : M. Robert Lacoste multiplie les déclarations sur la loi-cadre envisagée (*voir p. 6 : « M. Lacoste parle »*) pour éviter que M. Bourgès-Maunoury, qui prépare son projet pour un Conseil des ministres la semaine prochaine (M. Coty reviendra de ses vacances à Vizille pour y assister), ne soit enclin à s'écarter de la voie tracée par les autorités et la presse d'Alger.

ÉCONOMIE

Le franc et vous

● *L'économie bouge de tous les côtés. Peut-on être optimiste ?*

Des mesures économiques complexes et importantes ont été prises par le gouvernement. D'après le courrier de nos lecteurs, nous avons réuni les questions que l'on se pose sur ces décisions et leurs conséquences. Voici les réponses qui peuvent leur être données.

● QUESTION. — *Les mesures prises dimanche par le gouvernement sur le régime des paie-* →

(*Suite page 5.*)

La bataille mondiale contre l'inflation *par Thomas BALOGH*

Th. Balogh

L'inflation n'est pas réservée aux Français. A des degrés plus ou moins graves, elle atteint actuellement tous les pays du monde capitaliste. Si le pouvoir d'achat du franc a baissé en dix ans de 63 %, pendant la même période la monnaie brésilienne a perdu 72 % de son pouvoir d'achat, les monnaies japonaise et grecque 65 % ; même le dollar (20 %) et le mark (24 %) n'ont pas été à l'abri de l'inflation. La politique dite du plein emploi, qui s'est heureusement généralisée depuis la guerre et qui a fait disparaître presque partout le chômage, est une grande victoire de l'économie moderne. Mais elle a aussitôt fait naître une sorte de poison interne : l'inflation, qui dévalorise peu à peu la monnaie. Les pays libéraux peuvent-ils maîtriser ce phénomène ? Le spécialiste britannique Thomas Balogh, conseiller économique du Labour Party, étudie ici cette question qui domine l'actualité.

PLUSIEURS auteurs influents qui se prétendent sérieusement « socialistes » soutiennent que le capitalisme a disparu et qu'un nouveau système « étatiste » ou « démocrate-socialiste » lui a succédé, pour la seule raison que le plein emploi qui a été obtenu et que les réformes sociales réalisées par les gouvernements de gauche ont été maintenus par leurs successeurs conservateurs. Ils semblent considérer que lorsque le capitalisme fonctionne sans chômage massif et sans injustice sociale trop criante, il cesse d'être le capitalisme.

Les deux problèmes fondamentaux qui ont été, dans les générations précédentes, au centre de toute critique contre l'entreprise privée ne sont presque plus discutés aujourd'hui. Personne ne se demande plus en Angleterre si l'organisation de la production en fonction du profit et non des besoins ne corrompt pas nos existences, si la frénésie de consommation stimulée par la création de besoins artificiels ne nuit pas à notre bonheur et à notre équilibre psychologique — valeurs dont notre système économique ne tient aucun compte. Tous les observateurs sérieux admettent cependant que la publicité, qui joue sur nos jalousies, notre snobisme et nos sentiments d'infériorité, ne saurait être une base de progrès très saine.

L'impossible déflation

Le second problème — la nécessité d'assurer l'expansion de notre production sans inégalités sociales trop graves pour relever le défi économique et technique du bloc soviétique — est également esquivé, ainsi que son corollaire : la nécessité de diminuer l'inégalité entre les nations et d'aider les régions sous-développées. Ce sont cependant ces deux problèmes qui, à long terme, commanderont notre destin et décideront de la survie de la démocratie non seulement dans les régions pauvres « marginales » mais peut-être même dans les nations les plus évoluées. Le souci presque exclusif qui se manifeste aujourd'hui d'augmenter encore la consommation intérieure dans les pays où elle est déjà très élevée augure mal de l'avenir de la démocratie dans le monde moderne.

Depuis la fin de la guerre, cette sclérose des pays non communistes n'a fait que s'aggraver en raison du développement de l'inflation. Le problème de l'inflation a dominé la situation économique anglaise et américaine. Il a entraîné la chute de gouvernements progressistes par ailleurs très populaires et commence maintenant à ébranler les gouvernements conservateurs. L'étonnement, le sentiment de frustration et la rage impuissante des hommes d'Etat qui se débattent en vain — comme autant de Laocoon — contre la pieuvre de la hausse des prix, s'expriment plus ouvertement aux Etats-Unis que dans la pudique Angleterre, mais le problème est infiniment plus grave pour nous que pour eux.

M. Eisenhower s'est fait élire sur deux promesses : réduire les dépenses publiques et « redonner de la valeur au dollar ». Or il vient de présenter le budget le plus lourd que l'Amérique ait jamais connu en temps de paix et les prix ne cessent de monter, atteignant chaque mois de nouveaux records. Les restrictions de crédit et les appels au civisme semblent sans effet, et la production n'augmente guère, si même elle augmente.

On ne s'étonnera pas, dès lors, que le président Eisenhower ait lui-même demandé au Congrès de réduire son propre budget. Il eût dû savoir, cependant, que les amputations qui seraient faites ne porteraient pas sur les subventions intérieures mais sur l'aide étrangère et les autres dépenses essentielles. Il eût dû savoir aussi que la course des salaires et des prix ne pourra être arrêtée aux Etats-Unis pour la bonne raison que toute mesure réellement déflationniste est actuellement inconcevable. Pour être efficace, une mesure déflationniste devrait entraîner une crise de chômage, et c'est là précisément la seule chose qu'aucun homme politique américain, même le plus réactionnaire des républicains, ne peut se permettre. Le souvenir de la panique déclenchée en 1953 par l'annonce d'une élévation des taux de crédit est encore présent à toutes les mémoires.

La situation est la même en Grande-Bretagne, bien que les positions s'y expriment moins brutalement. Là aussi, le gouvernement travailliste a été victime de l'inflation. Les déclarations solennelles par lesquelles il affirmait que le développement économique du pays était enfin délibérément planifié étaient démenties par les crises monétaires successives qui prenaient chaque fois les ministres et leurs conseillers totalement au dépourvu. Les prix ne cessaient de monter. Les impôts étaient maintenus à un niveau suffisant pour provoquer la colère des « classes moyennes » et de l'aristocratie ouvrière. L'idée que le poids de la fiscalité paralysait l'initiative privée commença à faire son chemin — bien qu'il fût évident que l'expansion du secteur privé, en Angleterre comme aux Etats-Unis, était beaucoup plus rapide qu'avant la guerre malgré l'augmentation de la fiscalité. Financée par tous ceux qui pouvaient en tirer bénéfice, une puissante campagne fut organisée en faveur de la réduction des dépenses publiques, de la diminution des impôts, de l'abandon des contrôles directs et de la limitation des interventions gouvernementales à des mesures monétaires globales.

Même lorsqu'un gouvernement progressiste dispose d'importantes réserves d'or et d'une balance des paiements nettement excédentaire (comme aux Etats-Unis), il vient un moment où — malgré le maintien de la « prospérité » — le mécontentement intérieur provoqué par la hausse des prix entraîne sa chute. La chute ne sera que plus rapide s'il doit réduire ses programmes d'expansion pour compenser un grave déséquilibre de sa balance des comptes et s'il n'a pas le courage (comme le gouvernement travailliste à la fin de son règne) de prendre les énergiques mesures de contrôle nécessaires pour maintenir à tout prix le niveau des investissements. S'il est enfin — comme la France en Algérie — écrasé sous le poids d'une guerre, la pression inflationniste sera plus forte encore.

Lorsque la nouvelle administration entre en fonctions, elle commence à supprimer les contrôles, à réduire les investissements, à combattre le « sur-emploi », pour se trouver bientôt aux prises avec les problèmes... d'une augmentation constante du budget, d'une lente hausse des prix, d'un mécontentement croissant, et cela parce qu'elle n'ose pas provoquer un ralentissement de l'activité et doit maintenir à tout prix l'expansion. Le nouveau gouvernement s'immobilise, comme le précédent, et le cycle recommence : hausse des prix, hausse des salaires, hausse des prix, hausse des salaires...

L'écueil du plein pouvoir

La clef de cette aventure se trouve, à mon avis, dans le caractère inflationniste d'une économie « libre » dans laquelle le plein emploi est assuré. Il ne fait aucun doute que les salaires pourraient être stabilisés si le chômage atteignait un niveau suffisant. La hausse des prix serait alors elle aussi enrayée. Mais les expériences britannique et américaine ont montré qu'il était vain d'espérer obtenir cette stabilisation par un simple contrôle monétaire. Elles ont montré également que le niveau de chômage nécessaire pour assurer la stabilité d'une économie libre est si élevé que tout gouvernement qui le tolère court à une chute certaine. Le fait que nous venions de vivre seize années de plein emploi est beaucoup plus important, politiquement, que la révolution keynesienne. Tenter de revenir au système d'avant-guerre équivaudrait à un suicide pour tout gouvernement démocratique. C'est une vérité qu'il vaut mieux admettre dès maintenant car elle pose un dramatique problème au monde occidental.

La stabilité peut être obtenue de deux façons. Ou bien la productivité pourra être élevée assez rapidement pour permettre aux employeurs d'accorder des augmentations de salaires acceptables pour les syndicats sans qu'il en résulte une trop forte hausse des prix (et l'exemple allemand semble montrer qu'une telle réussite est très improbable), ou bien les syndicats devront limiter leurs revendications de salaires en les ajustant à l'augmentation réelle de la productivité. Il va de soi que cela implique une stabilisation des prix des produits achetés par les travailleurs. Si l'on admet cela, il en résulte que la stabilité du développement économique ne pourra être maintenue que par un radical changement d'attitude.

Les récentes grèves anglaises et leur dénouement ont été d'une importance décisive car ils ont définitivement ruiné l'illusion libérale selon laquelle la « liberté », le plein emploi et la stabilité seraient compatibles, faisant apparaître ainsi la nécessité d'une refonte complète de notre politique. Elles ont éclaté au moment même où nos économistes orthodoxes commençaient à se persuader que le fossé inflationniste était en train de se combler. S'appuyant sur de nombreuses statistiques, et sur la relative stabilité des salaires pendant l'année dernière, ils affirmaient que la politique monétaire avait « réussi ». Et le gouvernement les crut. C'est pourquoi il réagit tout d'abord à la vague de grèves avec optimisme, annonçant qu'une hausse de 3 % était le maximum qui pouvait être accordé. Mais cette confiance s'évanouit bientôt. Il fallut accorder 5 % d'augmentation aux cheminots, puis faire des concessions analogues aux ouvriers des chantiers navals et de l'industrie mécanique. Au total, l'augmentation des salaires sera plus forte cette année que l'an dernier et les prix suivront le mouvement.

Ainsi, après deux ans de politique déflationniste, le regain de combativité des syndicats a eu pour effet d'accélérer plutôt que de ralentir le mouvement inflationniste. Il est enfin démontré que le contrôle monétaire ne peut suffire à vaincre l'inflation.

Les syndicats sont d'ailleurs les premières victimes de la paralysie croissante de la politique économique. Loin d'augmenter, la part des salaires dans le revenu national a diminué depuis l'abandon du blocage des salaires. Il est maintenant clair que si les syndicats peuvent facilement détériorer la monnaie, ils sont incapables d'obtenir par eux-mêmes une augmentation des salaires réels, les hausses de prix venant annuler chacune de leurs conquêtes. Et les tentatives pour préserver le pouvoir d'achat des salaires par l'institution de l'échelle mobile sont vouées à l'échec puisqu'elles ne font qu'accentuer la tendance au renchérissement du crédit.

Des solutions ?

Dans ces conditions, que peut faire la gauche ?

Elle doit tout d'abord admettre qu'aucun gouvernement n'a de chance de durer s'il ne réussit pas à résoudre le double problème de ses relations avec les syndicats et de l'augmentation de la productivité par l'accélération des investissements. S'il n'y parvient pas, il retombera dans le cycle infernal des crises de trésorerie dues au déséquilibre de la balance des comptes et des colmatages hâtifs par réduction des investissements. Une politique progressiste ne pourra d'ailleurs réussir que si les syndicats acceptent de collaborer avec un gouvernement travailliste et renoncent à réclamer des concessions dont ils savent que le bénéfice sera aussitôt perdu par une nouvelle hausse des prix. Un simple blocage des salaires ne suffirait pas car il ne pourrait être que provisoire. Ce qu'il faut, c'est un ajustement calculé des salaires.

En second lieu, les travaillistes doivent comprendre qu'aucun de ces problèmes ne pourra être résolu sans une politique consciente de la répartition du revenu national. Aucun dirigeant syndicaliste digne de ce nom ne peut renoncer à soutenir les revendications de ses mandants s'il n'a pas la certitude que les autres sections de la communauté ne chercheront pas à profiter de ce renoncement. L'absurdité de la politique conservatrice, qui consiste à demander des sacrifices aux plus défavorisés et à protéger les privilégiés, est maintenant amplement démontrée. Il est évident, par exemple, qu'une augmentation de nos investissements — condition essentielle de notre rétablissement — ne peut être obtenue que par un effort collectif, c'est-à-dire par une élévation des taxes sur la richesse et sur les revenus qui ne proviennent pas du travail. Si l'on ne se résout pas à cette mesure, les syndicats continueront de réclamer des augmentations de salaires et l'économie restera bloquée. Il est indispensable, d'autre part, de renforcer le contrôle des investissements et des importations afin d'éviter que nos maigres réserves ne soient gaspillées dans des projets d'utilité secondaire.

Enfin, il ne fait guère de doute qu'une réforme du système de discussions collectives est indispensable si l'on veut échapper à la spirale sans fin des hausses de prix et de salaires. Sans même apporter de bouleversements révolutionnaires à la structure des syndicats, on pourrait tenter de résoudre ce problème par la création d'un tribunal d'arbitrage qui aurait le pouvoir de retarder l'application des augmentations de salaires. Dans une économie en expansion, cela suffirait à maintenir la stabilité tout en préservant le cadre actuel des discussions collectives et des relations entre différents syndicats.

T. B.

(*Copyright « L'Express ».*)

(Charpentier - L'Express)

LA RÉUNION DE LA COMMISSION SUPÉRIEURE DES CONVENTIONS COLLECTIVES (1)
Une question de confiance

(Suite de la page 3.)

ments des importations et des exportations sont complexes. Que signifient-elles pour l'essentiel ?

RÉPONSE. — Jusqu'à présent, nos échanges avec l'étranger se faisaient en principe à un taux de 350 francs pour un dollar. En vérité, ce taux était très théorique car il y avait une infinité de régimes : taxes à des taux divers à l'importation, aides plus ou moins importantes à l'exportation, qui établissaient pratiquement une valeur différente du franc par secteur et par produit. Les mesures prises ont pour effet essentiel de simplifier ce système.

Elles se résument, en gros, à ceci :

1° Un taux de change de 420 francs le dollar est établi pour environ les deux tiers de nos échanges avec les pays étrangers.

2° Le taux précédent de 350 francs et le système antérieur sont maintenus pour des produits énergétiques ou de base comme le pétrole, l'acier, le charbon, quelques grandes matières premières (souffre, métaux non ferreux, etc.), les textiles et matériaux de construction, c'est-à-dire pour plus du tiers de nos échanges.

● QUESTION. — *Un particulier français qui part cette semaine pour la Suisse, l'Italie ou la Scandinavie achète-t-il ses devises au même cours que la semaine dernière ou à un nouveau prix ?*

RÉPONSE. — Le tourisme, à l'entrée et à la sortie, est considéré comme une importation et une exportation, et il est soumis au nouveau régime, c'est-à-dire que les Français qui vont à l'étranger doivent donner 20 % de francs en plus pour obtenir des devises. Un étranger qui entre en France obtient 20 % de francs en plus pour les devises qu'il remet. Soit, en somme, le dollar à 420 francs.

● QUESTION. — *Qu'est-ce qui différencie alors les mesures prises d'une dévaluation pure et simple ?*

RÉPONSE. — Une dévaluation aurait abouti à une augmentation générale et uniforme du prix de tous les produits et matières que nous importons de l'étranger et, d'autre part, elle aurait favorisé sans discrimination toutes les exportations. Le but des mesures prises est de faire une différenciation. Il est évident qu'en ne changeant rien au tarif précédent pour le pétrole, l'acier, les textiles, etc., on enlève une partie des raisons de hausse des prix en France. D'autre part, il est préférable de ne pas favoriser l'exportation de matières premières (par exemple acier) et d'encourager, au contraire, l'exportation de produits finis qui rapportent plus à l'économie du pays (par exemple, automobiles).

● QUESTION. — *Est-ce que ces mesures qui vont bouleverser une grande partie de notre économie sont nécessaires, et pourquoi ?*

RÉPONSE. — Elles ne font que tirer la conclusion de ce qui s'est passé en France dans les dernières années. Comme les prix français étaient en général trop élevés par rapport aux prix étrangers, les gouvernements précédents avaient été amenés à établir tout un système très complexe d'aide aux industriels exportateurs et de pénalisation pour les importations. Il s'agissait d'essayer de freiner nos dépenses en devises à l'étranger et, au contraire, de développer les achats de produits français par les étrangers. Ceci, en attendant que les entreprises françaises, qui n'arrivaient pas à être compétitives sur le marché international, se « reconvertissent », se modernisent et améliorent leurs performances. En attendant aussi que les charges improductives qui pèsent sur l'ensemble du pays soient allégées peu à peu.

● QUESTION. — *Pourquoi ne pouvait-on pas continuer ainsi, au lieu d'en arriver à ce qui peut apparaitre comme une dévaluation partielle du franc ?*

RÉPONSE. — D'abord parce que les résultats escomptés ne se sont pas produits aussi rapidement et aussi complètement qu'on l'espérait. Il fallait donc en tirer la conclusion (nous y reviendrons). Mais aussi parce que ce système très complexe de protection et de subvention, manié par l'administration, était lourd et très sensible à toutes les pressions des groupes d'intérêts. Il était ainsi devenu assez artificiel et souvent mal adapté. Il aboutissait parfois à donner des rentes à certaines entreprises (sans que l'exportation en retire aucun profit) et à aider d'une manière insuffisante certaines autres.

● QUESTION. — *Vous dites que les résultats escomptés ne se sont pas produits. C'est-à-dire ?*

RÉPONSE. — C'est-à-dire que la reconversion des entreprises, qui s'est faite dans beaucoup de cas, n'a été ni suffisamment rapide ni suffisamment générale et que nos prix sont restés, dans l'ensemble, incapables de concurrencer ceux des pays étrangers. En même temps, les salaires ont augmenté, dans la même période, plus vite qu'il n'était raisonnable du point de vue strictement économique, ce qui a alourdi également les prix de revient. Enfin, les charges qui pèsent sur le pays, sans aucun bénéfice du point de vue économique (c'est-à-dire essentiellement les charges militaires) non seulement n'ont pas diminué, mais elles ont sensiblement augmenté.

On peut donc considérer que les mesures commerciales et financières qui viennent d'être prises étaient inévitables, et qu'elles sont aussi limitées que possible.

● QUESTION. — *Est-ce qu'il n'est pas certain maintenant que ce nouveau décalage du franc va déclencher de nouvelles hausses des prix ?*

RÉPONSE. — Même si les mesures prises équivalaient à une dévaluation pure et simple — ce qui n'est pas le cas — les hausses *purement mécaniques* de prix qu'elles entraîneraient seraient assez faibles...

● QUESTION. — *Pourtant, si la valeur du franc est diminuée*

(1) Au centre, M. Jean Minjoz, secrétaire d'Etat au Travail et à la Sécurité sociale, en discussion avec ses collaborateurs et des représentants syndicalistes.

EN 2 MOTS

LES kiosques de France affichent depuis quelques jours le bimensuel américain The Reporter. Cette publication, de haute tenue rédactionnelle, a été fondée en 1949 par M. Max Ascoli qui en a fait une des meilleures revues américaines. Jeune professeur d'histoire, Max Ascoli — Italien de naissance — prit dans son pays la tête de la résistance universitaire au fascisme. Pourchassé par les policiers de Mussolini, il se réfugia d'abord en France puis émigra aux Etats-Unis, où il épousa l'une des plus riches héritières américaines. Max Ascoli a consacré The Reporter — qui tire à 125.000 exemplaires — à la défense des idées libérales.

★

LE commandant Giraud, juge d'Instruction du Tribunal Militaire de Paris, a décidé lundi dernier d'interroger à la prison de la Santé le leader rebelle Ben Bella et ses quatre compagnons, arrêtés le 22 octobre 1956, lors du fameux « coup de l'avion ».

Cette décision a provoqué une très vive émotion à Rabat où les difficultés rencontrées dans l'élaboration de la convention d'établissement et le retard apporté par le gouvernement français à l'attribution des crédits d'investissement ont déjà sensiblement détérioré le climat des relations franco-marocaines.

On sait, en effet, que le Sultan Mohamed V considérait les chefs rebelles comme ses « hôtes », et que le gouvernement marocain parla de « kidnapping ». L'affaire Ben Bella constitua un préalable à la reprise des contacts franco-marocains jusqu'au moment où fut décidée, d'un commun accord, la constitution d'une commission internationale chargée d'enquêter sur la légitimité du déroutement de l'avion emprunté par les rebelles. Cette commission s'est réunie pour la première fois le mois dernier à Genève, et s'est ajournée pour poursuivre ses investigations.

On pensait à Rabat que le gouvernement français attendrait le rapport final des juristes internationaux avant de s'engager plus avant : en fait, le dernier interrogatoire des inculpés remontait au 26 décembre de l'année dernière...

Les inculpés refusent toujours de répondre aux interrogatoires en s'abritant derrière la commission de Genève.

★

LA grande agence d'information américaine United Press désigne depuis quelques jours les fellagha algériens sous le nom de « nationalistes ». Jusqu'à présent, seuls les termes de « rebelles » ou de « fellagha » étaient utilisés dans la relation de combats, d'accrochages avec les forces françaises, ou de sabotages. Seuls, les « politiques » ou les intellectuels méritaient parfois l'étiquette de « nationalistes » : les « combattants » y ont maintenant droit...

★

CE n'est encore qu'une rumeur mais le bruit prend de l'importance : le président du Conseil, le ministre de la Défense nationale et M. Robert Lacoste envisageraient sérieusement de créer un Haut-Commissariat chargé de coordonner en métropole toutes les mesures prises en application des « pouvoirs spéciaux ».

On avance même le nom du futur titulaire : Jean Baylot, l'ancien préfet de police (de l'affaire des fuites).

INTERIM.

QUI COMMANDE ?

par Louis FOURNIER

Le capitaine Fournier, héros de la France Libre, ancien commandant du 1er Bataillon de Voltigeurs en Algérie, a été démobilisé à sa demande. « L'Express » qui contenait son premier article, la semaine dernière, a été saisi par les autorités d'Alger.

SOUS le coup de la colère et de l'indignation j'avais écrit la semaine dernière un premier article d'après ce que j'avais lu dans un journal du soir sur les débuts de la bataille du Bou Zegza...

Aujourd'hui 12 août je lis, toujours dans un journal du soir : « Nouvel accrochage dans le Bou Zegza ».

Et il semble, d'après les informations partielles qui ont filtré, que l'affaire soit encore bien plus grave que je n'osais l'imaginer.

Le sort de l'Algérie m'intéresse en qualité de Français, mais aussi parce que j'aime ce pays où se trouvent mes amis, mes camarades, ma famille.

J'y ai un fils soldat et j'ai peur pour lui, comme j'ai peur pour mes anciens commandos. Dans ce magnifique pays où j'ai tous mes pauvres biens terrestres, j'avais l'intention de m'installer définitivement et de finir mes jours de petit fonctionnaire qui ne demande rien à personne, qui n'embête personne et n'est embêté par personne.

Alors, je voudrais savoir...

1) Est-il vrai, une de nos unités ayant eu d'assez grosses pertes dans la région de Loverdo, que nos troupes se soient trouvées entraînées à la poursuite de la bande rebelle dans la région au sud du Bou Zegza ?

2) Est-il vrai qu'arrivée dans cette région, une section entière d'une de nos unités ait disparu ?

3) Est-il vrai qu'après l'opération de bouclage, qui a eu lieu comme toujours après coup, les rebelles se soient mêlés sur place à nos troupes ?

4) Est-il vrai que les hommes de la formation rebelle, habillés et casqués comme nos soldats, avaient les mêmes postes radio et utilisaient nos fréquences et nos indicatifs ? Est-il vrai qu'ils ont dérouté nos hélicoptères ?

5) Est-il vrai qu'en cours d'opérations, un de nos généraux (d'ailleurs excellent, c'est un de ses anciens subordonnés qui le juge ainsi) ait été relevé par un autre général ?

6) Est-il vrai que nos soldats, mal ravitaillés, aient été tellement las qu'il a fallu faire une pause pendant l'opération, comme aux grandes manœuvres ?

JE sais que le simple fait d'avoir posé ces questions va me valoir tous les ennuis possibles.

Je sais que si des questions ne sont pas posées, dans quelques semaines tout recommencera, au Bou Zegza ou ailleurs.

Je sais qu'il ne suffit pas d'interroger les autorités officielles pour obtenir une réponse. Alors il faut essayer d'alerter l'opinion publique.

Pourtant qui ne soupçonne qu'on lui cache la vérité sur le renforcement, l'organisation, l'armement des troupes fellagha ?

Qui ne se souvient « du dernier quart d'heure » annoncé par le ministre et des « résultats perceptibles en juillet » promis par écrit par le commandant en chef ?

Qui ne s'inquiète, si peu informé soit-il, d'un commandement militaire qui continue, comme en Indochine, à employer des méthodes totalement inadaptées aux circonstances du lieu et de l'heure et à manœuvrer au milieu d'un pays de plus en plus hostile, comme sur un champ de bataille « classique » avec de gros bataillons ?

Qui ne comprend que ce manque d'imagination conduit à des résultats tels que celui du Bou Zegza alors que chacun a encore en mémoire d'autres noms tristement célèbres transformés momentanément en exaltantes victoires de nos armées par une propagande officielle sans lendemain ?

Qui peut admettre qu'une opération qui rapporte 2.000 armes de chasse à peu près inutilisables et qui nous coûte des fusils mitrailleurs et des armes de guerre puisse faire l'objet de communiqués glorieux même si l'on récupère par la suite une partie du matériel qui nous a été pris ?

Qui ne voit, et c'est malheureusement l'essentiel, comment ces échecs nous amènent à raidir notre position, et à employer de plus en plus souvent des méthodes brutales qui aboutissent à une impasse ?

Qui peut croire que quelques centaines de fellagha tués compensent le ralliement à la cause rebelle de populations qui auraient préféré ne pas avoir à prendre parti ?

DEPUIS dix ans je regrettais d'avoir quitté l'armée, d'avoir quitté un métier que j'aime, un milieu que j'aime, des camarades que j'aime... L'année dernière, j'étais heureux de me retrouver dans cet élément fait pour ma nature, sous les ordres d'un chef intelligent et humain qui me chargeait d'un splendide travail de soldat et d'homme. Quelques mois m'ont suffi pour comprendre que je n'avais rien à regretter, que je n'aurais pu y rester.

Certains me reprocheront alors de n'être peut-être pas fait pour l'armée. Je leur répondrai en citant mes notes du temps que j'avais un chef : le général Jean de Lattre de Tassigny, et je dirai : « Regardez celles qu'il vous a données ».

Les Bou Zegza signifient que les chefs militaires et civils de l'armée ne font pas le travail que le pays est en droit d'exiger d'eux.

Mais les militaires disent : « Nous exécutons les directives civiles » ; les civils disent : « Nous ne commandons pas les militaires ». Alors, une dernière question : Qui commande ? Il semble qu'au pays du plein emploi les Jeanne d'Arc chôment.

L. F.

→

● *d'environ 20 % (de 350 francs le dollar à 420 francs), la hausse des prix devrait être, en gros, de 20 % elle-même...*

RÉPONSE. — Absolument pas. Car la part des produits importés dans ce que consomment les Français est faible, et d'autre part, la part de matières premières venant de l'étranger dans ce que l'on fabrique en France, tout en ayant beaucoup augmenté, n'est pas encore considérable. On pourrait dire, en schématisant, qu'une dévaluation du franc de 20 % a un effet de moins de 2 % sur les prix intérieurs français.

Cela vaut pour une dévaluation. Or les décisions actuelles, en laissant au taux ancien une grande partie des importations de matières premières, diminuent encore les raisons de hausse automatique des prix.

● QUESTION. — *Cependant, ces mesures viennent après d'autres (suppression des subventions sur certains produits, augmentation de certains impôts et en particulier de la T.V.A.), qui ont déjà fait monter un grand nombre de prix comme ceux du gaz, des articles ménagers, etc. N'est-il pas certain que toutes ces décisions gouvernementales, les unes au bout des autres, vont déclencher des hausses de prix en chaine ?*

RÉPONSE. — Tout dépendra de la mesure dans laquelle les restrictions de crédit, le ralentissement de la hausse des salaires, l'élévation du prix d'un nombre limité de produits freineront dans l'ensemble l'augmentation de la consommation. Tout dépendra aussi de l'accroissement possible de la production, notamment de la production exportable. Il faut récupérer 300 milliards d'augmentation de production (ou d'abstention de consommation) sur une production de 16.000 milliards. Ce n'est pas impossible.

En somme, il ne s'agit pas tant de réduire le niveau de vie que de freiner son développement normal par rapport aux années précédentes.

La difficulté, c'est qu'il ne suffit pas de couper uniformément les dépenses de consommation de tous les Français ; il s'agit d'opérer un choix entre les produits. Car les produits sur lesquels il est le plus intéressant d'opérer un freinage de la consommation sont ceux soit qui peuvent être exportés et nous gagner des devises à l'étranger, soit qui doivent être importés et qui nous coûtent des devises.

Mais nous savons tous qu'il n'y a pas que des facteurs économiques dans les mouvements de hausse des prix. Il y a surtout des facteurs psychologiques, c'est-à-dire politiques. Et là, tout dépend de l'effet des autres mesures prises par le gouvernement dans le cadre d'une politique d'ensemble.

● QUESTION. — *Quel rapport ont les économies budgétaires de la semaine dernière et les restrictions de crédit de cette semaine avec les mesures sur le franc ?*

RÉPONSE. — Toutes ces mesures ont le même but. Il s'agit de freiner les dépenses de consommation et d'investissement (que ce soient celles de l'Etat ou celles des particuliers) et d'essayer en même temps d'augmenter notre production.

Par exemple, en réduisant les possibilités de crédit aux entreprises, on espère que les industriels ne financeront plus des investissements qui ne sont pas indispensables ou des stocks excessifs.

On espère surtout, si les décisions d'économie budgétaire prises en principe par le gouvernement sont respectées, que 130.000 hommes actuellement mobilisés seront libérés et pourront venir augmenter la main-d'œuvre disponible pour la production. Ces 130.000 hommes sont d'ailleurs un minimum. Il en faudrait deux ou trois fois plus.

● QUESTION. — *A quoi répondent le plan du gouvernement et les décisions qu'il prend actuellement en matière d'agriculture (blé, viande, etc.) ?*

RÉPONSE. — C'est là, en vérité, une politique à plus long terme. Il s'agit de sauver notre agriculture et de lui permettre d'être un moteur pour le pays, au lieu d'être comme actuellement une lourde charge.

● QUESTION. — *En quoi est-elle une charge ?*

RÉPONSE. — Elle donne chaque année un excès de produits dont la consommation ne peut plus être développée en France et qui ne sont pas exportables sans de lourdes subventions : par exemple le blé. Et, d'autre part, elle donne d'une manière très insuffisante certains produits dont la consommation est forte en France ou qui nous rapporteraient des devises aisément en les exportant : par exemple, le sucre, le maïs, la viande, etc.

Ainsi l'Etat est obligé de payer chaque année une subvention très lourde aux agriculteurs qui produisent le blé en excès, et d'autre part nous achetons avec des devises la viande qui nous manque.

Le gouvernement veut donc essentiellement freiner la production de blé en abaissant son prix, ce qui découragera les paysans d'en produire trop, et d'autre part développer la production de viande de bœuf en élevant son prix de vente. En attendant que les veaux actuels (qu'il faut cesser de manger « en herbe » avant qu'ils ne soient devenus bœufs) grandissent, il faudra développer l'habitude de consommer du porc et des volailles...

● QUESTION. — *A quelles conditions la politique entreprise actuellement peut aboutir à un redressement ?*

RÉPONSE. — A deux conditions essentielles :

1° Il faudrait que les stimulants à l'exportation aient un effet rapide et assez général pour que nous puissions, dès les prochains mois, payer nos importations indispensables (ou alors que nous trouvions un prêt à l'étranger dans des conditions acceptables).

2° Il faudrait que l'atmosphère politique en France soit telle que les entrepreneurs aient le civisme de ne pas céder à la tentation d'augmenter leurs prix au-delà de ce que justifient les facteurs mécaniques de hausse, et que les salariés aient la sagesse de ne pas provoquer de hausse brutale et générale des salaires...

● QUESTION. — *Est-ce que ces prévisions optimistes vous paraissent raisonnables ?*

RÉPONSE. — Il est difficile de répondre. Les mesures économiques que le gouvernement a prises, dans les différents domaines, étaient inévitables. L'immobilisme qui avait précédé ne pouvait, en tout état de cause, plus durer car il se heurtait à des contradictions économiques insurmontables, et surtout à la durée imprévue des opérations en Algérie avec la charge croissante qu'elles entraînent.

La politique suivie est incontestablement bien orientée. La grande difficulté, qui rend toute prévision délicate, est que la mobilité qui vient d'être rendue à l'économie intervient au moment où l'effort militaire en Afrique du Nord provoque une tension maximum (charges improductives, achats à l'étranger, restrictions des possibilités d'exportation, etc.). Malgré cela, il n'est pas impossible que le gouvernement parvienne à stabiliser les prix, les salaires et la monnaie à un nouveau palier d'équilibre, ce qui permettrait alors d'amorcer les réformes plus profondes qui sont indispensables pour que nous puissions gagner notre vie en tant que nation. S'il n'y parvenait pas, nous risquerions d'entrer dans une période de chômage et d'inflation, avec des dévaluations en chaine.

ALGÉRIE

M. Lacoste parle

● *Les lecteurs du* **New York Times** *ont eu la primeur des projets de « loi-cadre » algérienne. Pourquoi ?*

MARDI dernier, le 13 août, les Français même les plus indifférents à la guerre d'Algérie ont été tirés un moment de leurs vacances par un communiqué du général commandant la 10e région militaire qui informait que, « depuis le 5 août, 800 rebelles avaient été mis hors de combat. »

Huit cents, en huit jours, soit une moyenne de cent par jour, c'est-à-dire beaucoup plus — exactement dix fois plus — que ne l'ont jamais reconnu des communiqués officiels.

Ces informations ne paraissent pas avoir été données pour suggérer une victoire militaire. A la veille de la session des Nations Unies, une telle victoire ne ferait, en effet, que confirmer l'existence d'un véritable état de guerre et la vitalité de la rébellion. L'état-major d'Alger parait en réalité avoir voulu atténuer le choc causé dans certains milieux européens par les pertes françaises.

La question

Ce même 13 août, les journaux publiaient une interview accordée par M. Robert Lacoste au *New York Times*, interview dans laquelle le ministre résidant proposait son plan pour l'Algérie.

Comme les deux informations étaient juxtaposées dans la majeure partie des journaux, le lecteur était comme invité à juger du mal et de sa solution. La solution de M. Robert Lacoste consiste en une loi-cadre faisant de l'Algérie une fédération de

provinces, dotée d'une assemblée élue au collège unique, d'un exécutif présidé par un ministre français nommé par Paris, cette fédération étant déclarée « partie intégrante » de la République française.

Cette solution peut-elle réussir à empêcher qu'un millier d'hommes, Français ou Musulmans, ne soient tués chaque semaine ? C'est la question que tous les lecteurs, partisans ou non de M. Lacoste, se sont posée ce jour-là.

Une parade

Tout d'abord, les Algérois se sont étonnés que M. Robert Lacoste ait confié la primeur de ses propositions à un journal américain. D'autant que le ministre résidant paraissait avoir peu de penchants pour les correspondants à Alger du *New York Times* depuis ce qu'on appelle à son cabinet « la grande déception ». Il s'agit d'un correspondant qui, jusqu'à l'an dernier, justifiait avec générosité tous les actes des autorités d'Alger. Installé à Alger depuis longtemps, marié à une Française d'Algérie, très familier des questions coloniales, ce correspondant s'avisa un jour cependant que « le dernier quart d'heure » de M. Lacoste pouvait bien ne jamais arriver. Aussitôt, les contacts furent rompus et les facilités dont le correspondant américain avait bénéficié jusqu'alors pour faire son métier lui furent retirées. Pourquoi, dans ces conditions, le *New York Times* ? C'est qu'il s'agit moins d'une solution pour l'Algérie que d'une parade pour l'O.N.U. Tout, en effet, est mis en œuvre pour séduire l'opinion américaine. M. Lacoste précise que les régions algériennes recevront à l'intérieur de la fédération un statut analogue à celui des Etats d'Amérique du Nord. En soi, ce projet n'est pas nécessairement mauvais, mais enfin, reste à savoir ce qu'en pensent ceux qui nous font la guerre.

Les chaines

Le préambule de la déclaration de M. Lacoste stipule : *« L'Algérie est partie intégrante de la France »*. Si l'on songe que, depuis un an, les négociateurs officieux ou officiels, des intermédiaires bénévoles ou non, cherchent le moyen de vaincre une double intransigeance par un artifice de vocabulaire ; que, successivement, MM. Pierre Commin, Georges Gorse, Goeau-Brissonnière et tant d'autres, ont tenté, au nom du gouvernement, un compromis tournant autour des formules de « vocation nationale », « vocation à l'indépendance », « autodétermination », etc., on peut conclure que M. Robert Lacoste savait heurter et raidir les plus modérés d'entre les chefs de la rébellion avec lesquels tout le monde déclare cependant vouloir « discuter ».

Pour laisser ses chances à un éventuel dialogue et mettre l'accent sur le caractère libéral de certaines dispositions de son projet, M. Robert Lacoste aurait pu — pour le moment au moins — ne faire aucune allusion à cette intégration de l'Algérie. Il ne l'a pas voulu. Et lorsque, lui tendant la perche, le *New York Times* a tiré dans un sens plus libéral tel de ses propos, M. Lacoste a démenti. Le *New York Times* a écrit que M. Lacoste pensait que l'Algérie pourrait prendre un jour sa place d'Etat indépendant dans un Commonwealth français. Aussitôt, le cabinet du ministre résidant s'est indigné.

L'objectif

Qu'espère donc M. Lacoste ? Une capitulation du F.L.N. ? Il sait que cela est aussi insensé que, pour le F.L.N., d'espérer une capitulation française. Un appui de l'O.N.U. ? Au moment où l'on fait état d'une bataille qui se solde par 1.000 morts, cela paraît peu probable. Un renforcement de sa popularité dans certains milieux d'Algérie ? Cela même n'est plus certain. En tout cas, M. Lacoste signifie à tous ceux qui, au sein même des cabinets de M. Bourgès-Maunoury et Pineau, prétendaient tenter des médiations, qu'il faudra compter avec son hostilité et ses maladresses calculées.

La présidence du Conseil a précisé mardi soir à certains journalistes que les déclarations de M. Lacoste n'engageaient que lui et que la loi-cadre ne serait officiellement publiée qu'après le 25 août — date à laquelle M. Bourgès-Maunoury consultera les leaders politiques de sa majorité. Pour le moment, la cause de la France à l'O.N.U. n'est surtout servie que par les erreurs, singulièrement nombreuses et graves, du F.L.N.

Jean DANIEL.

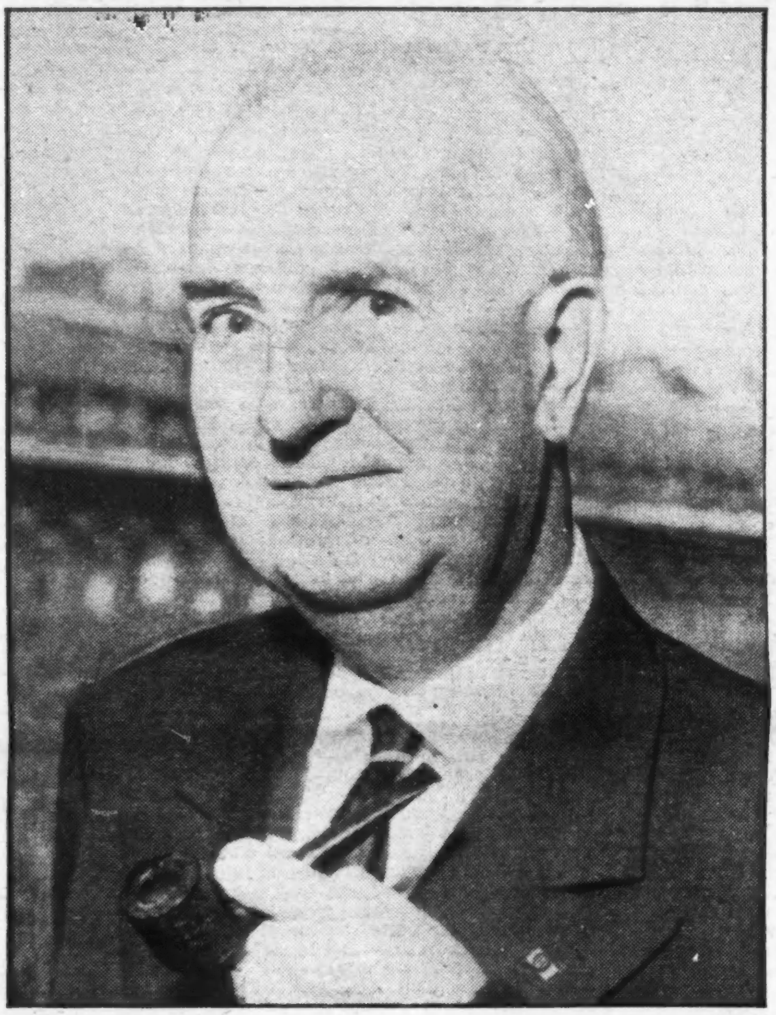
PRESSE

Un témoignage honnête

● *Une honnêteté tardive, douloureuse, mais salutaire...*

Membre de la Commission Internationale contre le Régime Concentrationnaire qui vient d'enquêter en Algérie, M. Louis Martin-Chauffier a rapporté un témoignage mesuré que Le Figaro *a publié mardi.*

L'Express *reproduit ici un extrait de ce texte infiniment douloureux par sa sobriété. C'est la première fois que* Le Figaro *— après six mois de vérités officielles — juge indispensable de révéler une partie de la réalité algérienne. Cette honnêteté tardive, et sûrement douloureuse, est salutaire : elle contribuera à provoquer une réaction de santé, et peut-être un redressement.*



(A.D.P.)

M. Louis Martin-Chauffier
Des preuves formelles

... AU cours des opérations militaires, des rafles sont opérées. De même dans les campagnes, dans les villes — et surtout à Alger — durant deux périodes principales correspondant à une recrudescence du terrorisme, des personnes ont été appréhendées par la gendarmerie, la D.S.T., la police ou des unités militaires. Ces arrestations, que leurs auteurs justifient par la nécessité d'un interrogatoire qui doit être à la fois rapide et prolongé, pour se révéler efficace, se font sans mandat de dépôt, sans arrêté d'internement, et *sont maintenues parfois durant plusieurs semaines, en dehors de toute autorité légale.*

Un aveu

Il y a plus grave. La commission a acquis les preuves formelles que, dans nombre de cas, de tels interrogatoires s'accompagnaient de sévices, *et même de véritables tortures. Des internés, examinés par elle, en portaient encore les marques visibles. De nombreux témoignages de victimes, d'avocats, de témoins ont complété ces preuves formelles.* Enfin, l'un des Igames — je cite le texte des conclusions — « a reconnu explicitement devant la délégation que la torture était appliquée et qu'elle l'était parce que seule capable d'obtenir les informations sur les attentats projetés, informations qui permettraient, selon la même autorité et d'autres personnes, de préserver un grand nombre de vies humaines. »

Ne voulant présenter ici que des informations contrôlées, sans commentaires, je m'abstiens de toute réflexion sur « le bon usage de la torture ». Il suffit de préciser, d'une part, que cet usage existe; d'autre part, que, malgré l'approbation toute personnelle que j'ai citée plus haut, il n'est ni systématique, ni recommandé, ni même autorisé par les pouvoirs. J'ai sous les yeux une liste de 274 plaintes contre des militaires, qui a été communiquée à la commission par les autorités. Ces plaintes concernent vols et pillages aussi bien qu'exactions diverses, brutalités ou tortures. Parmi celle qui ont été retenues, 50 ont été suivies de sanctions (prison ou arrêts de rigueur), d'autres ont fait l'objet d'un non-lieu; pour un grand nombre d'entre elles, une enquête est ouverte.

Un dossier

Sur ces arrestations dont je parlais, aucun contrôle n'existait jusqu'à ces derniers temps. Si un grand nombre de gens appréhendés dans une rafle étaient relâchés sans délai, d'autres demeuraient « disparus », parfois durant quelques semaines, avant d'être déférés à la justice; certains ne reparaissaient jamais. Il en allait de même des arrestations dans les villes. C'est au cours de telles séquestrations illégales qu'avaient lieu les interrogatoires, accompagnés ou non de torture.

Depuis le mois d'avril dernier (1), pour tenter de prévenir un si dangereux arbitraire, les personnes ainsi appréhendées doivent être, dans les vingt-quatre heures, ou bien livrées à la justice militaire, ou bien transférées dans un camp de triage et de transit — dépendant de l'autorité militaire.

Ces règles nouvelles ont porté leurs fruits sans être pourtant constamment respectées. C'est ainsi que des disparitions sont encore signalées. Sur ce sujet précis, la C.I.C.R.C. publiera dans son Livre Blanc un dossier dont l'instruction m'a été confiée et dont je n'ai pas encore achevé l'examen.

Louis MARTIN-CHAUFFIER.
Le Figaro, 13 août.

(1) C'est en avril que l'opinion française a fini par être alertée, à la suite des témoignages de rappelés publiés dans des brochures et dans une partie de la presse. N.D.L.R.

les événements ne prennent pas de vacances

Profitez des vôtres pour lire

dans TRIBUNE LIBRE

ANDRÉ PHILIP
1 LE SOCIALISME TRAHI
"Le livre d'André Philip parait appelé à un grand retentissement". (L'Express)

RAYMOND ARON
2 LA TRAGÉDIE ALGÉRIENNE
"Raymond Aron défend sa thèse avec la liberté d'esprit qu'on lui connait, une extrême lucidité et sans complaisance aucune pour les illusions qui risquent de fausser les données du problème où qu'il le trouve". THIERRY MAULNIER (Le Figaro)

3 FAUT-IL SUPPRIMER LES IMPÔTS ?
Une discussion passionnée autour de l'impôt sur l'énergie.

ROGER BARBEROT
4 MALAVENTURE EN ALGÉRIE
Avec le général Paris de Bollardière
"Dans un style familier, direct et parfois brutal, Roger Barberot, qui fit campagne en Syrie, puis en Algérie, aux côtés du général de Bollardière - et qui figure sous le nom de colonel d'Espanieul dans "Lieutenant en Algérie" de J. J. Servan-Schreiber - décrit par le menu les événements auxquels il a été mêlé". (Le Monde)

ANDRÉ KOSTOLANY
5 LA PAIX DU DOLLAR
" Il a fallu à l'auteur du courage pour remonter le courant de l'habituel anti-américanisme ". ROBERT SCHUMAN

JACQUES SOUSTELLE
6 LE DRAME ALGÉRIEN ET LA DÉCADENCE FRANÇAISE
Réponse à Raymond Aron
Le conflit algérien est-il, à 80%, une guerre psychologique où l'adversaire trouve son arsenal chez nous ?

PLON

UNE SOLUTION POUR LE MOYEN-ORIENT *par Paul JOHNSON*

(Intercontinental)

UNE MANIFESTATION A TEL-AVIV (1)
Une question de réalisme

III.

Paul Johnson, envoyé spécial de l'hebdomadaire anglais « New Statesman and Nation », revient d'un voyage de plusieurs semaines au Moyen-Orient. Après avoir étudié cette région, pays par pays (1), il conclut cette semaine son enquête.

L'IDEE d'un fonds de développement du Moyen-Orient n'est pas nouvelle. Dès 1950, une proposition officieuse du gouvernement libanais suggérait que les Etats producteurs de pétrole et les compagnies contribuent chacun pour 5 % de ses *royalties* à un fonds de développement du Moyen-Orient qui accorderait des prêts à long terme aux gouvernements à des taux d'intérêt très bas. Le projet fut mal accueilli pour la simple raison qu'il demandait aux Etats producteurs de renoncer à quelque chose qui était déjà leur propriété. J'ai discuté de cette proposition avec les ministres responsables aussi bien en Irak qu'à Koweit et j'ai enregistré des réactions totalement négatives. Le ministre irakien m'a dit : « Nous pourrions envisager de souscrire pour 5 % si Koweit donnait 20 %. Tout l'argent dont nous disposons est déjà engagé des années tandis que le leur est simplement gaspillé. » La réponse du ministe de Koweit fut encore plus négative : « Nous avons besoin de chaque roupie que nous gagnons. »

Cependant si, avant que la pression pour obtenir un partage sur la base 70 - 30 ne devienne irrésistible, les compagnies pétrolières, à la requête de leur gouvernement, proposaient que les 20 % supplémentaires soient alloués à un tel fonds, il serait très difficile aux Etats producteurs de refuser. Avec un revenu annuel de 400 millions de dollars au début, augmentant progressivement jusqu'à un milliard de dollars, le fonds permettrait aux gouvernements arabes de disposer de quelque chose dont ils n'ont jamais disposé et dont — aussi longtemps que le Moyen-Orient demeurera le théâtre d'une lutte entre l'Est et l'Ouest — il y a peu de chance qu'ils disposent jamais : une aide sans conditions qu'ils administreraient eux-mêmes et qui proviendrait de leurs propres ressources.

Israël et le réalisme

Il est évident que ni les Etats producteurs de pétrole ni les compagnies n'accepteront volontairement une telle idée. Une action énergique du gouvernement britannique serait nécessaire. En tant qu'actionnaire majoritaire de la *British Petroleum* et leader de la *Koweit Oil Company*, la Grande-Bretagne a les pouvoirs nécessaires pour faire le premier pas, le pas décisif qui contraindrait les autres gouvernements à s'aligner sur elle. Le coût pour le contribuable britannique, quoique lourd, serait faible si on le compare à l'immense répercussion qu'un tel fonds pourrait avoir sur le développement économique et la stabilité politique de cette région, ce dont la Grande-Bretagne serait le premier bénéficiaire. Aucune autre mesure ne pourrait aussi simplement et aussi rapidement amener les Arabes à cesser de considérer le pétrole comme le symbole de leur exploitation.

Chacun des hommes politiques arabes avec lesquels j'ai parlé m'a dit à peu près la même chose : « Jusqu'au mois de novembre nous avons toujours soupçonné Israël d'être un avant-poste des impérialistes. Vous vous êtes moqués de nous. Maintenant la cause est entendue. Nous ne voulons pas rejeter les Israéliens à la mer mais nous ne pouvons accepter aucun règlement qui laisse à Israël la possibilité de lancer des attaques agressives contre ses voisins. Le plan de partage imaginé par l'O.N.U. en 1947 constitue donc notre revendication minimum. » Tandis que je me trouvais à Bagdad, les conditions arabes ont été précisées à la fois par le secrétaire général de la Ligue Arabe et par Noury Saïd : Israël devra reprendre 650.000 réfugiés, restituer 2.000 kilomètres carrés de territoires et payer au titre de compensations environ 250 millions de livres sterling (250 milliards de francs). En outre, il s'agit là de conditions minimums. De leur acceptation préalable par les Israéliens dépend l'ouverture de négociations. Les Israéliens répliquent : « *Nous avons accepté le plan de partage en* 1947 *alors que les Arabes l'ont refusé. A la lumière de tout ce qui est arrivé depuis, il ne tient absolument plus compte des réalités.* » Les Israéliens sont prêts à accepter de reprendre environ 150.000 réfugiés, à procéder à un « rajustement mutuel » des frontières et à payer des compensations de l'ordre de 100 millions de livres sterling. Après des conversations de caractère privé, j'ai l'impression qu'ils pourraient, finalement, accepter de reprendre jusqu'à 200.000 réfugiés et de rendre une partie du territoire au nord de Jérusalem et dans la vallée supérieure du Jourdain. Mais il s'agirait là bien entendu de concessions maximums ; même ainsi, le fossé reste infranchissable. Donc, malgré les rumeurs qui courent sur de prétendus pourparlers secrets, il semble évident qu'une reprise des négociations serait actuellement stérile.

Jusqu'à présent la Grande-Bretagne s'est contentée de maintenir le statu quo — par la déclaration tripartite et le contrôle des armements — cependant qu'elle cherchait à établir sa popularité en apaisant les Arabes au détriment d'Israël. Ce que nous n'avons jamais tenté, c'est de parvenir à un réglement parce qu'il faudrait d'abord obtenir des Arabes la reconnaissance du fait qu'Israël ne peut pas être effacé de la carte ; et nous n'avons jamais eu le courage d'amener nos alliés arabes à accepter cette déplaisante vérité. Les liens qui nous unissaient à eux étaient trop fragiles pour supporter un tel choc, et nous le savions. Si, cependant, nous voulons reconstruire notre amitié avec les Etats arabes sur le terrain plus solide du réalisme — par les méthodes que j'ai préconisées — notre liberté d'action dans la querelle arabo-israélienne en serait accrue d'autant. Sur un point important la crise de novembre dernier pourrait faciliter la reconnaissance d'Israël par les Arabes. Ceux-ci ont toujours cru en effet que, s'ils pouvaient obtenir en nombre suffisant des armes modernes, il leur serait possible d'imposer une solution par la force ; après les livraisons d'armes des pays de l'Est, cette croyance devint une certitude mais la campagne du Sinaï a pulvérisé cette illusion : même si les Russes réarment les forces égyptiennes, la confiance des Arabes en leur puissance militaire en demeurera pour toujours affaiblie. Cependant si les Arabes ont perdu l'espoir d'une solution militaire, ils demeurent persuadés qu'Israël n'est pas viable économiquement et qu'en continuant et en intensifiant leur blocus ils l'amèneront finalement à accepter leurs conditions. Ils comptent donc plus aujourd'hui sur le boycott que sur les armes.

Un levier efficace

Cela donne à la Grande-Bretagne une nouvelle chance, car nous pouvons briser le boycott. Comment ? D'abord en encourageant les entreprises britanniques qui travaillent dans le Moyen-Orient à résister au chantage arabe. (Partout où cela a été tenté — bien que ces cas aient été très rares — les gouvernements arabes ont été obligés de céder.) Ensuite la Grande-Bretagne devrait prendre les mesures nécessaires pour réintégrer Israël dans le système de transport du pétrole du Moyen-Orient. Maintenant que le transport du pétrole passe en quantités importantes et toujours croissantes par le port d'Eilath, le dernier obstacle majeur à un pipe-line transisraélien a été levé. Bien entendu on affirme que les Etats producteurs n'accepteront pas cette éventualité. A mon avis ils y seront contraints si les compagnies pétrolières et les gouvernements dont elles dépendent, principalement la Grande-Bretagne, agissent d'une manière énergique et coordonnée.

Les gouvernements des pays producteurs de pétrole savent, en effet, que s'ils font des difficultés, les compagnies peuvent augmenter la production dans les champs de pétrole iraniens de la même manière qu'elles ont augmenté la production à Koweit au moment où l'Iran faisait des difficultés. Les Arabes sont inquiets de voir le pétrole arabe passer par Israël, mais la perspective de voir le pétrole iranien y passer les inquiète encore davantage. Les objections des Etats non producteurs de pétrole seront naturellement encore plus violentes. Mais là encore un fonds de développement du Moyen-Orient financé par l'augmentation des *royalties* jouerait un rôle important, car si l'on peut prouver qu'un pipe-line israélien contribuera à une augmentation de la production, des pays comme l'Egypte et la Syrie ne pourront plus prétendre, comme ils le font actuellement non sans raison, que la cessation du boycott ne sert pas leur intérêt économique.

Reste le problème des réfugiés. Aussi longtemps que plus de 900.000 d'entre eux demeureront sans foyer — et plus de la moitié dans des camps aux frontières d'Israël — tous les Arabes continueront de haïr le pays qu'ils tiennent pour responsable et qui refuse d'appliquer la résolution de l'O.N.U. demandant leur rapatriement. Mais comme le directeur de l'Organisation internationale pour les Réfugiés, M. Henri Labouisse, l'a souvent noté, ce n'est peut-être pas là le véritable désir des réfugiés, étant donné que les gouvernements arabes ne leur ont jamais donné le choix entre le rapatriement et une autre solution.

Un facteur de progrès

En outre, les réfugiés, après la campagne du Sinaï, comprennent que leur chance de retourner en Palestine sur les traces d'une armée victorieuse sont pratiquement inexistantes. Ils sont plus prêts que jamais à envisager de s'établir ailleurs. Dans les cinq prochaines années, je crois que l'Irak sera contraint, pour des raisons intérieures, à inviter un grand nombre de ces réfugiés à s'établir dans les territoires de la Mésopotamie du Nord ; et cette offre, je n'en doute pas, sera acceptée. Une fois que les réfugiés auront commencé ce mouvement vers l'est, l'impasse sera terminée. Le véritable danger provient du fait que la diminution des moyens dont dispose l'Organisation des Réfugiés peut précipiter une crise entre temps. Pour le moment, le mieux que l'Ouest puisse faire est de donner à cette organisation suffisamment d'argent pour maintenir et, si possible, améliorer son action.

La plupart des Arabes affirmeront sans aucun doute que les mesures que je suggère ne sont pas compatibles avec une tentative britannique d'arracher à la Russie la direction du mouvement nationaliste. Je répondrai qu'à mon avis ces mesures et cette tentative vont de pair. Les peuples arabes ne sont pas seulement prisonniers de leur société féodale ; ils sont aussi prisonniers de leur haine d'Israël ; et ces deux formes de servitude ont des liens organiques. Les rois, les cheiks, les dictateurs militaires ne feront jamais la paix avec Israël, non seulement parce qu'ils ne peuvent pas se permettre d'en prendre le risque, mais parce que, ce faisant, ils détruiraient une des forces qui les maintiennent au pouvoir. En contraignant les Etats arabes à reconnaître le fait israélien, le travaillisme britannique les contraindra aussi à examiner leur situation intérieure : l'injustice sociale, l'immense fossé qui sépare les masses misérables des riches privilégiés, le gaspillage, la stagnation et les maladies, qui sont les véritables causes de l'instabilité et de la misère de cette malheureuse région.

P. J.

FIN

Cf. « L'Express » n°s 318 et 320.

(1) Sur la banderole : « Le sang israélien ou le pétrole arabe ? »

LA SEMAINE

● **Oman :** Il aura fallu un mois aux Britanniques pour venir à bout de 200 soldats « rebelles » ; et leur victoire n'a été possible que par l'envoi de troupes anglaises, les forces indigènes, quoique encadrées par des Britanniques, s'étant montrées peu enthousiastes. Ayant remporté, lundi dernier, la première manche, les Britanniques reconnaissent que leur politique traditionnelle a fait son temps sur le pourtour de l'Arabie. Une « révision déchirante » commence.

● **Indonésie :** Les communistes viennent de remporter une victoire spectaculaire dans les trois provinces de Java (50 millions d'habitants) ; ils deviennent le premier parti javanais et contrôlent, entre autres, Bandoung et Semarang. Explicable par la corruption et l'incurie administrative, par l'inflation et la misère, leur victoire est également due à l'attitude du président Soukarno qui, en raison de leur tendance centraliste, souhaitait les admettre au gouvernement, pour faire contrepoids aux revendications d'autonomie régionale des partis musulmans. La sécession des régions contrôlées par ceux-ci et la constitution d'une République populaire javanaise ne peuvent être exclues.

● **Etats-Unis :** Vingt-quatre heures après avoir arrêté un immigrant clandestin, résidant illégalement à New York depuis neuf années, le F.B.I. (Sûreté) eut la conviction, vendredi dernier, qu'il avait mis la main sur le colonel des Renseignements soviétiques Rudolf Ivanovitch Abel, directeur du réseau d'espionnage russe aux Etats-Unis. Abel, âgé de 55 ans, vivait modestement comme photographe d'art en face du tribunal où il a été inculpé. Il avait son dépôt de matériel électronique dans l'immeuble même qui abrite les services newyorkais du F.B.I. Courtois, amateur d'art et d'ouvrages philosophiques, Abel est abandonné à son sort par l'ambassade soviétique. Il risque la peine de mort.

● **Syrie :** Le gouvernement syrien a annoncé mardi dernier la découverte d'un complot visant à rendre le pouvoir au colonel Chichakly, renversé en 1954. Chichakly aurait comploté l'installation en Syrie d'un gouvernement prooccidental. Ces accusations coïncident avec le retour de Moscou d'une importante mission gouvernementale à laquelle l'U.R.S.S. a promis une aide économique et militaire des plus généreuses.

● **Pologne :** Dimanche dernier, 5.000 traminots de Lodz se sont mis en grève en privant la deuxième ville de Pologne de tous ses moyens de transport. De sérieux accrochages entre la milice et les grévistes se sont produits dans plusieurs dépôts. Les dirigeants les plus importants du pays sont arrivés en hâte dans la ville.

La grève de Lodz résulte d'un malaise social profond qui continue à se faire sentir en Pologne. Après son arrivée au pouvoir, Gomulka a accordé une augmentation de salaires considérable aux catégories ouvrières les plus productives (pour les mineurs, plus de 20 %) en espérant que grâce à leurs efforts accrus, la crise économique serait palliée. Aux autres, il a lancé des appels répétés à la patience. Le mouvement des traminots de Lodz prouve qu'il n'est plus toujours écouté.

Le colonel-photographe Rudolf Ivanovitch Abel
Une surprise pour le F.B.I.
(Intercontinentale)

YOUGOSLAVIE

Entre Tito et Djilas

● ***Les accusations de Djilas vérifiées sur place.***

Un membre travailliste du Parlement britannique, Barbara Castle, revient de Yougoslavie au moment où Milovan Djilas, emprisonné à Belgrade, fait publier aux Etats-Unis un réquisitoire contre tous les régimes communistes. Voici ce qu'écrit Barbara Castle :

Il y a cinq semaines, me trouvant à Belgrade, j'allai rendre visite à Vladimir Dedijer, l'ami de Djilas. « *Le statut de la ligue des communistes que nous avons adopté en 1952, au 6e congrès communiste yougoslave*, me dit-il, *était la Magna Carta du monde communiste. Tout ce que je souhaite, c'est que nous mettions ce statut en vigueur.* »

Cette modération m'étonna vivement, car aujourd'hui Dedijer est en quarantaine politique, et Djilas est en prison depuis 1956, pour violation de l'article 118 du Code pénal interdisant « toute propagande hostile à l'Etat ».

Le seul crime de Dedijer est d'avoir défendu le droit de Djilas à exprimer librement ses idées ; le parti communiste yougoslave aurait ainsi prouvé, pensait-il, qu'il avait réellement l'intention de se démocratiser, comme le donnait à entendre le statut de 1952. Quand je vis Dedijer, il avait toujours la certitude que c'était pour la Yougoslavie le seul moyen de progresser. Maintenant, Djilas l'a désavoué comme les autres.

« La nouvelle classe »

Djilas fait tout ce qu'il peut pour pousser ses anciens collègues à faire de lui un martyr. Profitant du temps de répit que lui laissa Tito avant son arrestation, il a écrit la plus violente dénonciation du communisme qui ait jamais été publiée par un « ex-communiste » (titre que Djilas s'attribue triomphalement). Puis il l'a envoyée clandestinement en Amérique aux fins de publication. Le livre, qui a pour titre « La nouvelle classe », ne s'en prend pas seulement au stalinisme ou à la « direction collective » qui lui a succédé au Kremlin, il n'épargne personne dans le Gotha communiste. Selon lui, Staline n'a fait que « développer » le léninisme, il a perfectionné un despotisme dont Lénine lui-même avait fondé les assises en érigeant « *en principes absolus et universels... les idées révolutionnaires de Marx qui dépendaient des conditions extérieures et n'étaient pas universellement applicables* ». Le marxisme, selon la thèse de Djilas, est devenu l'instrument de pouvoir d'une classe. La propriété collective est entièrement entre les mains de la « nouvelle classe », grâce à une bureaucratie de parti — animal autrement dangereux que notre bureaucratie administrative car elle ne doit de compte à aucune autorité politique.

Une tyrannie totale

On appelle souvent cette forme de société « capitalisme d'Etat ». Le terme est flatteur. La « nouvelle classe », grâce au contrôle illimité qu'elle exerce sur toutes les richesses du pays, s'octroie des privilèges exorbitants. Elle est entièrement coupée des masses, auxquelles elle distribue les miettes de produits de consommation qu'elle veut bien sauver de l'industrialisation dévorante qui est sa *raison d'être.* Se proclamant en outre seule gardienne de la vérité « socialiste », elle exerce la tyrannie la plus totale que l'homme ait jamais connue. Enfin, Djilas ajoute perfidement : « *Le parti communiste yougoslave a été plus fidèle que les autres à la substance vraie du communisme, mais jamais il n'a renoncé à aucune forme qui pourrait lui être utile.* »

Nous sommes loin de la révision antistalinienne de 1952 où Djilas, au 6e congrès du parti yougoslave, prenait la tête du mouvement en préconisant la voie yougoslave vers le socialisme.

« *Notre forme de démocratie socialiste*, proclamait-il, *sera aussi loin du capitalisme d'Etat stalinien que des idées des démocraties bourgeoises.* » Il ajoutait que, « *adopter ces dernières serait pour la Yougoslavie une façon déguisée de revenir à une dictature bourgeoise et monarchique* ».

Qu'est-il donc arrivé, par la suite, qui ait pu provoquer chez lui un retournement aussi total et forcené ? En 1952 déjà, sa façon de penser l'entraînait sensiblement plus loin que ses collègues. Les articles qu'il écrivit plus tard dans « Borba » étaient encore plus nets. Maintenant Djilas se retrouve de l'autre côté de la barricade.

Le congrès de 1952

Le 6e congrès avait décelé dans le communisme soviétique deux maux

→

(Dalmas)

SURPRISE-PARTIE AU KREMLIN
Un nouveau centre d'attractions ?

A LA KERMESSE DE MOSCOU

par Léon HOVNANIAN *député de Seine-et-Oise*

Le Festival international de la Jeunesse à Moscou vient de se terminer. Trente mille délégués de tous les pays du monde y ont vécu ensemble, parmi les Russes, pendant deux semaines. L'un des Français qui ont participé à cette rencontre, M. Léon Hovnanian, député radical, a consigné en rentrant à Paris ses premières impressions.

L. HOVNANIAN

PENDANT dix jours, dans Moscou livré à la fête populaire du Festival, j'ai discuté avec mes interlocuteurs soviétiques (devenus, pour certains, des amis) sur leurs difficultés et leurs contradictions. Ils étaient très inquiets : « Qu'allez-vous dire en rentrant à Paris ? »

Encore tout abasourdi de bruits, de musique, de spectacles grandioses et enchanteurs, de discussions politiques ou philosophiques jamais terminées : à peine rentré à Paris, déjà assailli de questions sur la Russie, comme en écho à celles des gens de la rue à Moscou sur notre Occident qu'ils ignorent, que dire ?

Les idées se décanteront plus tard. Pour le moment laissons la place aux impressions.

Premier contact

Spectacle inimaginable (pour qui ne l'a pas vu), d'une intensité émotionnelle à vous couper le souffle : la Place Rouge illuminée à 10 heures du soir, envahie par des dizaines et des dizaines de milliers de personnes, par une vaste kermesse dans laquelle se donnent libre cours un bouillonnement et une effervescence populaire...

Devant cet étonnant contact de peuples, ce mélange extraordinaire et naturel de races, la gentillesse et la spontanéité des Moscovites ravis de voir des étrangers et de se mêler à eux, je restai frappé de cette réussite et de cette habile compréhension de la psychologie des peuples.

Cette perfection dans l'art d'organiser des grandes réjouissances populaires amène aussitôt à faire le parallèle avec les grandes manifestations allemandes d'avant guerre. Je ne les ai pas vues. Mais je suis persuadé que le climat de ce Festival était tout à fait différent : dans l'ambiance d'une soirée de 14 Juillet (qui durerait deux semaines) on percevait chez ses participants une réelle joie due au sentiment profond de faire œuvre de paix et d'amitié. Ce sentiment, cette « pagaïe », cette jeunesse étaient à peine entamés chez ces jeunes gens par quelques réunions organisées et orientées vers la propagande...

Si la brièveté du séjour et les sollicitations du Festival ne me permettaient évidemment pas une étude de l'U.R.S.S., j'étais libre, en flânant, d'en apercevoir quelques traits.

J'ai cru comprendre, comme les 30.000 autres participants venus de tous les pays, que la « dictature du prolétariat » n'était pas une simple formule de propagande, en regardant la foule visiter consciencieusement la grandiose exposition agricole : géographie appliquée et dynamique des Républiques Soviétiques. Nous apercevions chez ces Russes un sentiment de fierté devant ces statistiques et ces échantillons de ce qui est collectivement « à eux »...

Le nouveau pari

Cette puissance industrielle à l'échelon mondial, n'a-t-elle pas été acquise beaucoup trop cher par les peuples de l'Union Soviétique ? Cette évolution n'a-t-elle pas été payée par des souffrances trop grandes ?... Ces questions me préoccupaient d'autant plus que j'ai eu l'impression qu'elles allaient se reposer de nouveau, et à une autre échelle. Les communistes ont gagné leur pari sur l'Union Soviétique. Voici que, sans laisser à la population le temps de souffler, ils engagent aujourd'hui un nouveau pari beaucoup plus colossal : intégrer tous les pays sous-développés dans l'empire communiste. Tel est l'enseignement le plus frappant de cette extraordinaire kermesse de Moscou.

Moscou déployant son intelligence, son charme idéologique et toute sa propagande sur les populations d'Afrique et d'Asie...

Les jeunes de ces pays, qui étaient là-bas avec nous, qui se souviennent d'années de vexations et de misères, rseteront marqués par l'atmosphère de Festival où « ils furent reçus comme des frères », selon leur propre expression. Il fallait voir leur enthousiasme, leur joie, leur excitation même. A les regarder, on avait l'impression que les populations du « pacte de Bandoung » se tourneat aujourd'hui vers Moscou, comme les libéraux d'Europe et du monde entier se tournaient vers Paris après la révolution de 1789 et celle de 1848. On ne peut plus ignorer ce fait immense, et impressionnant.

Faire des comparaisons sur les résultats matériels, montrer le niveau de vie plus bas de l'ouvrier russe par rapport à celui du Français, s'indigner sur l'absence de liberté individuelle — tout cela ne porte plus. Il y a là un courant de passion, une foi, une mystique vers l'égalité des hommes et des races, vers l'abolition à tout prix de l'ordre ancien, vers un monde plus juste, même s'il est très lointain...

C'est pourquoi les Russes vont de l'avant, n'attachant aucune importance à leurs propres contradictions, n'attendant pas de régler leurs douloureux problèmes économiques intérieurs, pour prendre en charge la responsabilité morale des populations sous-développées, d'en assurer le leadership.

Un désir populaire

Le désir de paix du peuple russe est sincère : ces gens de la rue que j'ai interrogés partout se souviennent tous des ruines et des deuils accumulés chez eux par la dernière guerre. Si tant de femmes sont occupées à des travaux faits chez nous par des hommes, c'est l'effroyable hémorragie en hommes subie par l'Union Soviétique qui les a mises là : tout le monde s'en souvient. En proposant le désarmement mondial et l'arrêt des expériences atomiques, les dirigeants soviétiques répondent aussi à un désir populaire.

Nous avons trop tendance, dans nos démocraties occidentales, à négliger les réactions populaires en dehors des périodes électorales. A échéance plus ou moins longue, des rencontres pacifiques de peuples, comme celle de Moscou, ne peuvent que provoquer une détente internationale en forçant la main des dirigeants. Combien de fois nous sommes-nous surpris, entre Français au milieu de cette foule, à rêver d'une rencontre semblable qui se tiendrait à Paris ! Quel bénéfice, quel rajeunissement en retirerait notre pays ! Combien notre argent serait ainsi plus utilement, plus patriotiquement dépensé, que dans ces guerres coloniales qui nous ruinent depuis tant d'années !...

Ce Festival de la Jeunesse laissera un résultat très positif : c'est une brèche dans le mur de la méfiance mutuelle. Il nous faut travailler inlassablement à l'élargir, et permettre aux jeunes générations de se connaître.

Nous aurions tout à gagner à l'évolution des deux modes de vie, capitaliste et communiste, allant à la rencontre l'un de l'autre. L'un en donnant plus de sens et plus de vie à l'individu, l'autre en faisant disparaître des inégalités insupportables.

Tous ces jeunes gens, étudiants, syndicalistes ouvriers qui ont discuté ensemble pendant deux semaines, confronté avec sérieux et passion leurs conceptions du monde de demain vont maintenant laisser décanter, dans leur esprit, cette débauche d'idées données et reçues. Ils les reprendront pour les confronter avec leurs réalités nationales. Dans quelques années, ce sont eux qui bâtiront le monde.

L. H.

(Copyright « L'Express).

(Suite de la page 9.)

indissociables et avait procédé à des remaniements profonds pour les déraciner. Dans le domaine économique, Boris Kidric, alors l'économiste le plus écouté du parti, dénonça la « théorie monstrueuse » de Staline selon laquelle le socialisme atteint son apogée quand l'Etat possède tout ce qui n'est pas indispensable à la subsistance des travailleurs. Pour corriger cette déformation, soutient-il, il faut laisser à l'ouvrier le contrôle sur ce qu'il produit en créant des conseils ouvriers et des assemblées locales élus. Le rôle de l'Etat se limiterait à établir un vaste plan d'ensemble dans lequel « le libre jeu des lois économiques » remplacerait les décrets administratifs. Une « loi fondamentale » a reconnu le droit des ouvriers à l'autogestion économique.

Dans le domaine politique, le congrès décida que le parti cesserait d'être une clique de conspirateurs, sélectionnée par le « système de la candidature » et étroitement contrôlée d'en haut, selon le modèle stalinien. Il deviendrait un parti « ouvert » qui se mettrait à la tête des masses ouvrières plutôt qu'il ne les gouvernerait. Il fallait encourager les travailleurs à assister aux meetings du parti, et même à élire de nouveaux membres. La discussion devait être libre et ouverte à tous, non seulement à l'intérieur des organismes du parti, mais aussi dans la presse. La démocratie devait commencer de l'intérieur.

Les résultats

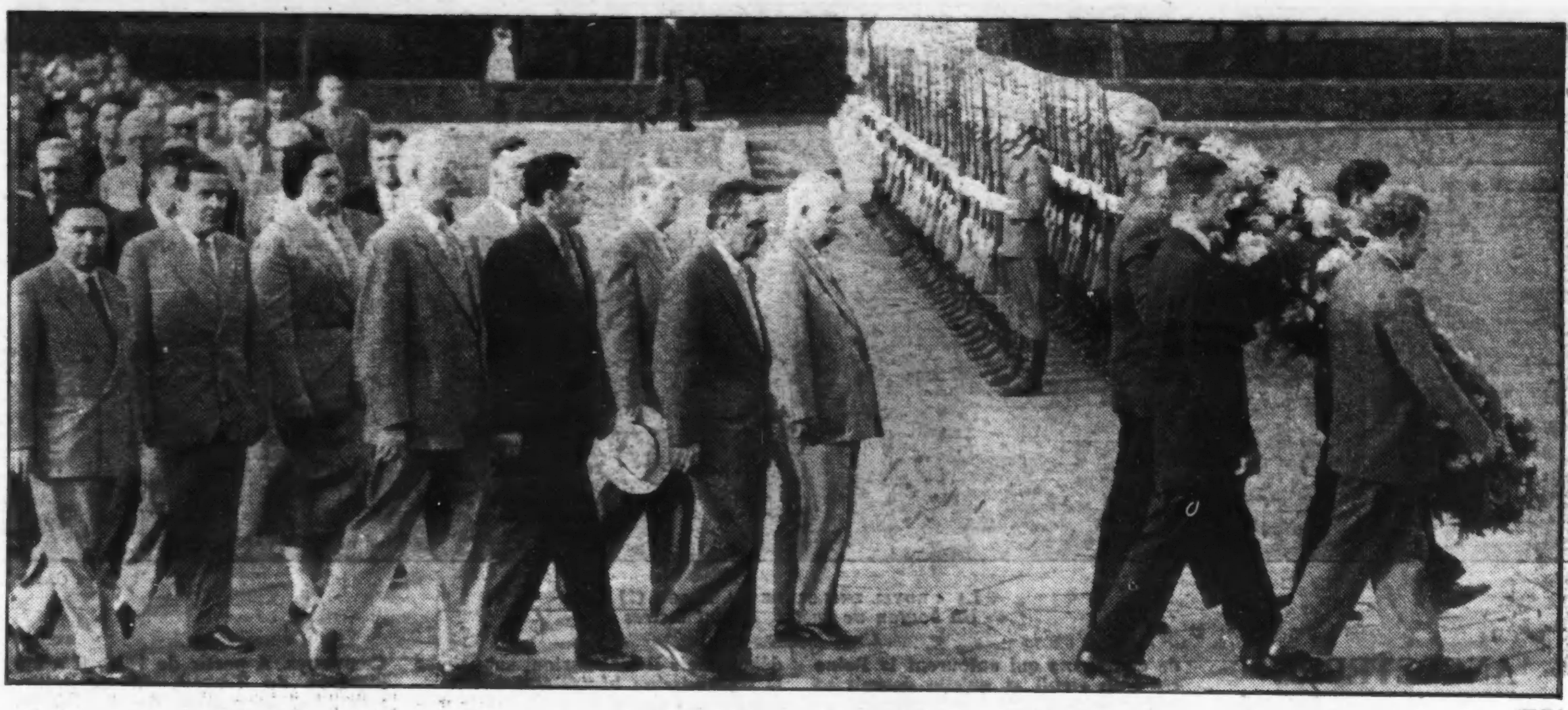
Jusqu'à quel point ces principes ont-ils été mis en vigueur ? Djilas fait de la Yougoslavie une caricature grotesque, méconnaissable pour un étranger. Le contraste entre la Yougoslavie d'aujourd'hui et celle de 1952 est déjà très sensible. Le processus d'industrialisation a été ralenti en faveur des produits de consommation. Les gens sont manifestement plus heureux et leur vie est plus aisée. Les dirigeants, sans doute, tirent quelques avantages du poste qu'ils occupent : voiture, somptueux dîners officiels et autres. Mais, honnêtement, n'en est-il pas de même dans les démocraties occidentales ? Le visiteur ne peut qu'être frappé de voir combien le mode de vie des Yougoslaves et leurs goûts se rapprochent peu à peu des nôtres. On trouve de plus en plus de traductions dans les librairies. La presse étrangère n'est pas censurée, et à Belgrade toutes sortes de journaux étrangers sont en vente. Si Dedijer a subi des préjudices matériels, s'il a été frappé d'ostracisme, il peut cependant voyager librement à l'étranger.

Le choix de Tito

Il est des points encore plus fondamentaux sur lesquels Djilas s'écarte délibérément de la vérité. Lorsqu'il prétend que la « nouvelle classe » ne laisse jamais aucun bien lui échapper, il ignore volontairement que la Yougoslavie a déjà développé assez largement une économie mixte. Les paysans forment plus de 60 % de la population laborieuse et possèdent individuellement plus de 90 % des terres. Lorsque les paysans, pour protester contre les livraisons obligatoires et la collectivisation, refusèrent de produire, une seule alternative restait à Tito : accentuer la répression ou accepter la propriété individuelle et l'économie du marché. C'est cette dernière solution qu'il choisit. Même lorsque les paysans, profitant de la liberté qui leur était donnée, quittaient en masse les « coopératives », Tito ne fit pas marche arrière. Sa seule concession à des « principes socialistes » dans le domaine de l'agriculture fut de limiter la propriété privée à dix hectares. Aujourd'hui, le poids des fautes de l'ère stalinienne pèse encore lourdement, mais sous forme d'inefficacité et non de tyrannie.

Les conseils ouvriers

Dans l'industrie, on assiste au même spectacle. Un réseau compliqué de conseils ouvriers couvre toutes les entreprises. Un effort sincère et intéressant a été fait pour concilier le double rôle de producteur et de consommateur que joue l'ouvrier dans ce système et pour lui donner la possibilité de participer à sa propre gestion économique. Mais afin d'introduire quelque coordination dans cette masse confuse de petits organismes locaux, leur liberté d'action a été sévèrement restreinte par les « lois fé-



M. KROUTCHEV A BERLIN (1)
Un voyage très sérieux
(U.P.)

dérales ». Le règlement fédéral a dressé une liste détaillée des secteurs auxquels les ouvriers ne pouvaient toucher, tels que le coût de la production — ce qui inclut la fixation des salaires d'après l'échelle établie par décret central — le paiement des assurances sociales et un lourd impôt sur le chiffre d'affaires perçu par le gouvernement fédéral ; au moins 50 % des bénéfices restants sont drainés par les confédéraux. Une autre portion est versée aux autorités locales. En définitive, ce qui reste à la libre disposition des ouvriers est négligeable et il n'est pas surprenant qu'ils se soient montrés « léthargiques » dans certains secteurs.

Stimuler plutôt que contraindre

Les conseils ouvriers, y compris celui auquel j'ai assisté à Mostar, réclament une autogestion plus réelle des usines, et aussi une diminution de la part de bénéfices qui revient au gouvernement fédéral. Tito lui-même a repris ce thème dans son discours au congrès de 1952, insistant sur « *l'impossibilité de faire constamment appel à la conscience des travailleurs pour augmenter la production s'ils n'ont jamais l'occasion de constater le résultat de leurs efforts par une augmentation de salaires ou une élévation du niveau de vie* ». Tito a délibérément choisi de gouverner par la stimulation, non par la contrainte.

Djilas a tort...

On doit donc admettre que Djilas déforme la réalité. La question principale reste cependant : l'expérience yougoslave peut-elle être un succès économique, et à quel prix ? Aux yeux des Occidentaux, la Yougoslavie fait marcher sa politique la tête en bas. Décidée à laisser entre les mains du parti le contrôle politique, tout en cherchant sincèrement à éviter le « bureaucratisme », elle a centralisé au maximum la vie politique et décentralisé à l'excès son économie. Pour venir à bout de ce chaos, il ne lui reste plus d'autre moyen que de s'accrocher désespérément à la politique monétaire et au « libre jeu des lois économiques ».

Seulement toute morale est exclue d'un tel programme. La démocratie politique a progressé en Angleterre par un processus de contrôle des lois économiques et par leur utilisation à des fins sociales généreuses. Si les ouvriers ne participent pas à ce processus, leur autogestion ne peut être que fictive. Il était inévitable que la Yougoslavie, qui se dégage lentement des rets du stalinisme, en vienne à aborder ses problèmes de cette manière. Tout montre qu'elle a voulu s'instruire par l'expérience, et que, malgré ses échecs, elle ne revient pas sur ses pas. C'est pourquoi la sauvage dénonciation du communisme yougoslave par Djilas est si malvenue. Son amertume l'aveugle au point de ne pas voir que ses anciens collègues avancent à tâtons le long d'une voie qui les a déjà menés vers une économie mixte, plus humaine que tout ce qu'on peut voir dans le bloc communisme. Il faut espérer qu'ils ne seront pas détournés de cette voie par un tollé général contre cette nouvelle « trahison ».

Les Yougoslaves doivent à présent prouver que Djilas a tort, et non pas lui donner raison par des gestes inconsidérés.

Barbara CASTLE,
membre du Parlement britannique,
membre du comité exécutif
du Labour Party.

(Copyright « New Statesman » et « L'Express ».)

ALLEMAGNE-EST

Un peu de beurre sur le pain

● ***La dernière tournée de M. Kroutchev — en Allemagne de l'Est — n'était pas la plus facile. Mais elle était peut-être la plus importante.***

« *CAMARADES, n'oubliez jamais que vous êtes à l'avant-poste du camp socialiste ; votre tâche — comme notre tâche à tous — est de montrer la supériorité du système socialiste dans tous les secteurs du travail et de la vie. Je sais que vous vous heurterez à des difficultés, mais dans notre unité et notre solidarité réside notre force.* »

C'est par cette exclamation que Nikita Kroutchev a terminé sa tournée de meetings à travers les grands centres industriels de l'Allemagne orientale.

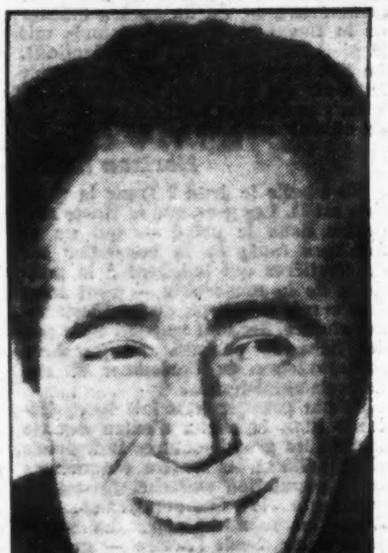
Comme au cours de ses sept précédentes visites à l'étranger, il s'est déplacé partout dans une voiture découverte, improvisant plusieurs discours par jour. Mais, cette fois-ci, le cœur n'y était pas et les rares journalistes occidentaux qui ont pu, de loin, voir le leader soviétique, s'étonnaient de le trouver si tendu et sérieux. Il est vrai que l'accès aux réceptions plus intimes leur était strictement interdit (sur l'ordre de M. Ulbricht, précisa l'ambassade soviétique).

Marx et les Allemands

On se convaincra facilement que M. Kroutchev aurait préféré qu'un pays autre que l'Allemagne orientale jouât ce rôle d'avant-poste du camp socialiste. Ce n'est pas que la D.D.R. soit particulièrement pauvre ou difficile à gouverner. Au contraire. Avec son ensemble industriel bien développé, avec une production d'acier de 2 millions et demi de tonnes par an, avec son agriculture largement mécanisée, l'Allemagne de l'Est offre un ensemble économique sain et devrait assurer à ses dix-sept millions d'habitants un niveau de vie supérieur à celui de toutes les démocraties populaires — à l'exception de la Tchécoslovaquie peut-être.

La difficulté majeure vient du fait que les compatriotes de Karl Marx sont réfractaires à ses théories et ne montrent aucun enthousiasme pour le régime dont M. Ulbricht est devenu le symbole. Et il n'est pas facile de les faire changer d'avis.

MM. Kroutchev et Mikoyan, qui se targuent d'être les principaux déstalinisateurs de la Russie, sont conscients que la gestion économique et les méthodes de gouvernement introduites du temps de Staline sont inefficaces et ne permettent pas d'affronter avec succès la compétition



M. MILOVAN DJILAS
Un réquisitoire corrigé
(U.P.)

avec le monde capitaliste. Ils essaient, en tâtonnant, de les réformer à l'intérieur de la Russie. L'expérience leur a prouvé que, dans les démocraties populaires, des tentatives analogues s'accompagnent d'un réveil des nationalismes locaux. Les Polonais et les Hongrois ont démontré que, dès qu'on « desserre la vis », les travailleurs exigent non seulement plus de démocratie, mais aussi plus d'indépendance nationale. MM. Kroutchev et Mikoyan sont, paraît-il, les leaders du Kremlin les plus enclins à s'accommoder de ces sentiments au sein du camp socialiste, pourvu que cela ne dépasse pas certaines limites.

Nationalisme total

Mais, pour l'Allemagne orientale, le problème ne peut pas se poser dans des termes analogues. Il ne peut pas exister un nationalisme allemand de l'Est, il existe, en revanche, un nationalisme allemand tout court, un désir allemand de voir réunifié ce pays.

Il y a là un véritable cercle vicieux : il est impossible de démocratiser l'ensemble du camp socialiste et d'en exclure l'Allemagne orientale, mais il est encore plus difficile de desserrer l'emprise sur ce pays sans risquer sa perte définitive.

MM. Kroutchev et Mikoyan qui, après avoir fait des discours de pure forme à la « Chambre du Peuple » de Berlin-Est (ils savaient que leurs propositions d'une Confédération allemande n'ont aucune chance d'être acceptées par le Dr Adenauer), se sont séparés pour faire une tournée, l'un dans le sud et l'autre dans le nord du pays, ont manœuvré le mieux possible dans l'espace restreint qui leur était laissé.

M. Mikoyan, au cours d'un dialogue avec les ouvriers des docks, les a appelés à lutter contre la bureaucratie. M. Kroutchev, à Leipzig, a fait un appel pathétique aux ouvriers de l'usine Kirov, pour qu'ils « *participent à l'organisation du travail, dans les débats culturels et sociaux, et s'intéressent à la planification et à la technologie de leur production* ».

Ils ont défini ainsi les secteurs limités dans lesquels ils voudraient voir se développer l'initiative démocratique des ouvriers allemands. Mais leurs hommages interminables aux camarades Ulbricht et Grotewohl devaient faire comprendre à tout le monde qu'il n'est pas question d'un changement de régime et qu'une « erreur » comme le limogeage de Rakosi — qui savait gouverner le pays — ne se répétera pas en Allemagne.

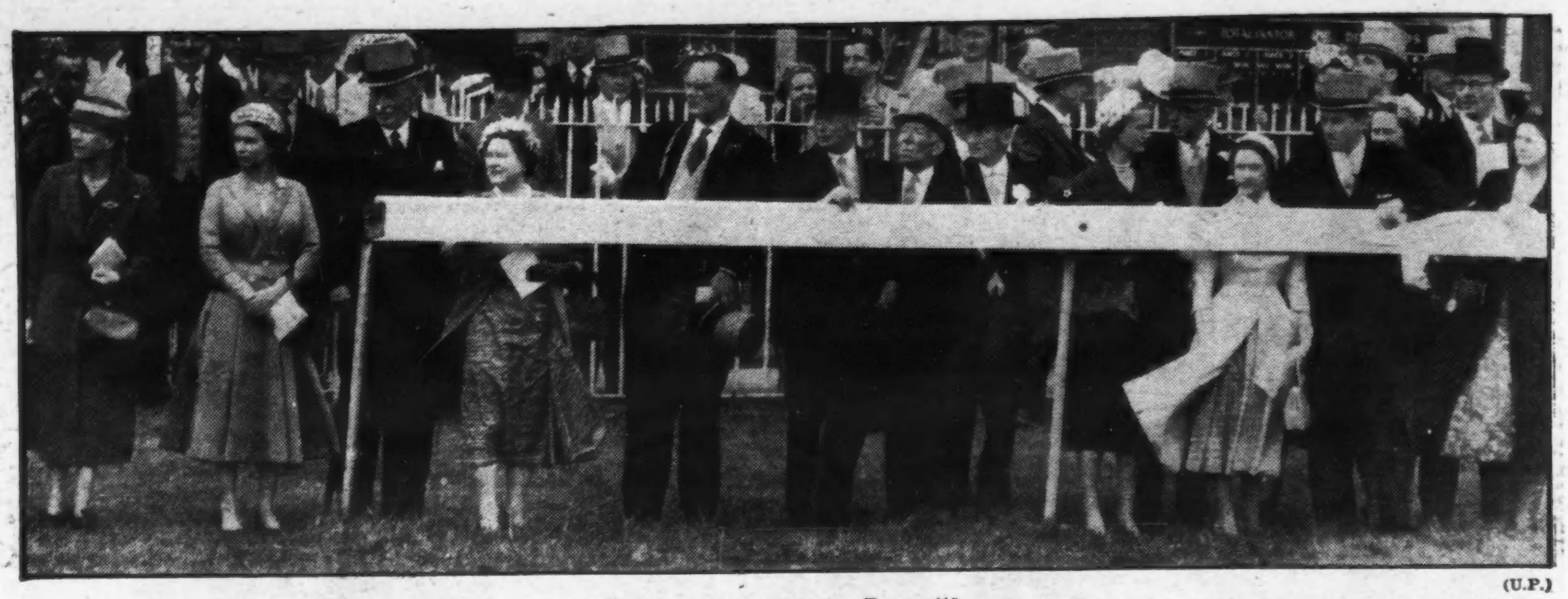
Précautions

A leur retour à Berlin après cette tournée, les leaders soviétiques ont consacré deux journées pleines à discuter avec M. Ulbricht et son entourage de l'éventualité d'une aide économique à l'Allemagne de l'Est. Ils ont promis de leur donner des roubles convertibles pour l'achat du charbon américain et ils ont passé l'éponge sur toutes les dettes allemandes. Il s'agit là de gestes de bonne volonté et de précautions pour l'avenir, car l'Allemagne de l'Est est la démocratie populaire qui a le moins besoin de l'aide soviétique. Seulement, comme c'est une démocratie populaire vraiment à part, M. Kroutchev et M. Mikoyan ont décidé de beurrer le pain de ses habitants pour qu'ils prennent quand même le goût du marxisme nouvelle manière.

K.S. KAROL.

⟶

(1) A gauche de M. K., M. Mikoyan qui remplaçait le maréchal Boulganine et M. Gromiko, ministre des Affaires étrangères.



(U.P.)

LA « ROYAL ENCLOSURE » A EPSOM (1)
Un bouton de guêtre à cent mètres

ANGLETERRE

L'affaire Elizabeth

(De notre correspondant à Londres.)

● ***Les critiques — un peu rudes — de lord Altrincham ont rencontré un écho inattendu dans l'opinion anglaise. L'affaire Elizabeth est ouverte.***

LE lundi 12 août, l'aristocratie anglaise s'est attaquée à l'affaire la plus importante de l'année : l'ouverture de la chasse aux faisans. M. Macmillan, qui a épousé la fille du duc de Devonshire, a tiré le premier coup de fusil dans la propriété de son beau-père, dans le Yorkshire. La Reine accomplissait la même tâche à Balmoral, cet énorme et affreux château pseudo-gothique et glacial construit par la reine Victoria. Dix mille gentlemen, accompagnés de leurs amis, se sont répandus sur toutes les landes d'Angleterre et d'Ecosse pour procéder à l'opération annuelle qui consiste à tuer le plus grand nombre possible d'oiseaux sauvages (tableau de chasse de l'an dernier : plus d'un million). Mais, cette année, quelque chose ne va pas ; derrière les futaies, les cœurs sont mal à l'aise : lord Altrincham, loin d'être « chassé du pays » par l'indignation populaire, est en passe de devenir l'idole du jour.

Les traditionalistes ont manqué leur but. Le comité de son club — le célèbre et aristocratique Bucks, qui compte parmi ses membres cinq ducs et la plupart des hauts dignitaires de la Couronne — a fait avertir le jeune lord de ne pas se montrer au club « avant nouvel avis ». L'archevêque de Canterbury, le plus haut dignitaire de l'Eglise anglicane, l'a traité de « niais ». Le Magistrat suprême de la ville de Londres a déclaré que : « *Quatre-vingt-quinze pour cent des Anglais sont écœurés par l'attitude de lord Altrincham* ».

Mais le Magistrat suprême semble avoir été mal informé. L'opinion des Anglais est en effet toute différente. Le *Daily Mail* (journal conservateur qui tire à deux millions d'exemplaires) a reçu un abondant courrier : deux de ses lecteurs sur cinq prennent le parti de lord Altrincham. Le *Daily Mirror* (travailliste, tirage : 4.750.000 exemplaires), lu par les quatre cinquièmes des ouvriers britanniques, annonce que 80 % des lettres qu'il a reçues prennent position pour lui.

Statistiques

Enfin, lundi, le *Daily Mail* a publié les résultats d'un sondage d'opinion sur les controverses que l'article de lord Altrincham a soulevées : 35 % des personnes interrogées approuvent l'article dans ses grandes lignes, 52 % sont formellement contre, 33 % environ pensent que lord Altrincham a eu raison d'exiger que le jeune prince Charles aille dans une école d'Etat ordinaire et non pas dans un établissement réservé aux snobs. Enfin, une majorité substantielle, 55 %, s'accorde pour penser que le cercle de courtisans qui entourent la Reine est trop étroit et qu'elle devrait se mêler un peu plus à son peuple.

Plus significative encore est la différence d'opinions entre les jeunes et leurs aînés. Tandis que les personnes de quarante-cinq ans et plus désapprouvent pour la plupart lord Altrincham, la majorité des jeunes, hommes et femmes, prend fait et cause pour lui. Si le verdict de la nation n'est pas unanime, la réponse de la jeunesse est nette : Altrincham a raison.

D'abord simple nouvelle à sensation que les journaux avaient passée à la « une » faute de nouvelles plus consistantes, l'affaire Altrincham prend rapidement de l'importance. Les journaux les plus respectables, tels que le *Times*, le *Sunday Times* et le *Daily Telegraph*, qui d'abord traitaient cette histoire par le mépris, ont radicalement changé d'attitude et lui consacrent de longs éditoriaux. Les traditionalistes sont maintenant sur la défensive ; ils font retomber toute la faute sur le secrétaire général de la Reine, chargé des relations avec la presse (celui-ci, fait caractéristique, est un ancien officier de la Royal Navy et n'a jamais mis le pied dans une salle de rédaction). Le *Sunday Times* concède au peuple le droit de critiquer la monarchie, « *mais la Reine,* dit-il, *a le droit, elle, de choisir ses amis* ».

Horizon limité

En a-t-elle le droit ? Toute la question est là. Les gens que la Reine rencontre dans le privé — qui ne se font pas faute de la conseiller sur des matières qui touchent à la politique de la monarchie — sont issus d'un cercle très étroit de familles aristocratiques. Ils sont souvent unis par des liens de parenté aux membres conservateurs du Parlement et des cabinets ministériels.

Ils ont presque tous fait leurs études à Eton et aucun d'entre eux ne connaît les grands centres industriels où travaillent les quatre cinquièmes de la population anglaise. Aucun ne représente le Commonwealth, où vivent les neuf dixièmes des sujets de la Reine. Seule l'armée — qui n'a jamais joué en Angleterre un rôle bien important — et la grande noblesse terrienne sont représentées à la Cour. Il ne faut donc pas s'étonner si l'horizon de la Reine est assez limité. Comme le disait un jour quelqu'un qui la connaît bien : « *La Reine ne connaît que deux choses : les chevaux et les uniformes. Ses idées sur l'économie politique sont plutôt vagues, mais elle repère à cent mètres un défaut dans la tenue d'un officier de la garde* ».

— Les deux forces

Il est donc légitime que le public s'intéresse à cette question. La monarchie joue un rôle considérable dans la vie politique de la Grande-Bretagne. Le Cabinet des ministres, avant de soumettre un projet de loi à la Chambre, en discute avec la Reine. L'opinion du monarque — l'exemple de George V l'a prouvé — est toujours écoutée avec respect, surtout dans les cas litigieux. Il est donc essentiel que son entourage représente le plus largement possible l'ensemble de la nation. Lord Altrincham propose de choisir quelques-uns de ses conseillers dans les pays du Commonwealth ; ce serait un bon début, mais il faut surtout supprimer la transmission héréditaire des fonctions à la Cour et briser ainsi le monopole étroit exercé par une poignée de familles ultra-conservatrices.

L'opinion publique ne peut pas atteindre ce but à elle seule, pas plus que ne le peut un réformateur isolé à l'intérieur de la Cour d'Angleterre. Mais si ces deux éléments s'unissent, tout est possible ; là gît la réelle importance de l'épisode Altrincham. On sait que depuis quelque temps le duc d'Edimbourg désapprouve secrètement l'organisation de la Cour. On dit même qu'il a dressé une « liste noire » de personnalités qu'il aimerait fort congédier. Jusqu'à présent, ses efforts ont échoué.

Au printemps, les membres de la Cour ont réussi, en dépit de ses furieuses protestations, à se débarrasser de son secrétaire privé, bourgeois australien, qui avait commis le « crime » impardonnable de divorcer. Jusqu'à présent, ces personnalités ont répondu à ses critiques en faisant briller à ses yeux l'immense popularité de la Reine ; il faut croire que le système est bon, disaient-ils, puisque personne ne désire le changer. Mais les réactions du public devant les attaques de lord Altrincham ont renversé la situation. Le duc peut maintenant se prévaloir de l'appui d'une large portion de l'opinion, et surtout de la jeunesse.

C'est pourquoi on a de fortes raisons de penser que l'affaire Altrincham ne fait que commencer.

Guy HENRIQUES.

(*Copyright* L'Express.)

ESPAGNE

Un Tito espagnol

● ***Dix ans avant Tito et Gomulka, un Espagnol avait choisi le communisme national. Il est en danger de mort.***

LE procureur avait requis la peine de mort. Le conseil de guerre s'est contenté d'une peine de trente ans de prison pour Joan Comorera, le plus représentatif des leaders républicains catalans.

La dictature se donnerait-elle encore trente ans à vivre ? Elle n'a pas cette prétention. Modestement, elle se borne, jusqu'à son dernier souffle, à annihiler ses ennemis. Comorera, ancien ministre du gouvernement autonome de Catalogne, secrétaire général du parti socialiste unifié, en est un.

En prison, il ne vivra ni trente ans, ni dix, ni deux. La dictature a des chances de survivre à cet homme de 64 ans. Il a les nerfs, l'estomac et le cœur malades. Pour le faire tenir jusqu'au conseil de guerre, on a dû le soigner, durant les deux mois et demi qui précédèrent son jugement, à l'hôpital militaire de Barcelone. Il va être transféré obligatoirement dans un pénitencier. Le bagne, pour lui, c'est la mort à bref délai.

Comorera, instituteur, journaliste, auteur d'ouvrages de pédagogie et d'économie, a été l'un des proches collaborateurs des présidents Macia et Companys. A partir de 1932, il a été ministre du Travail, du Ravitaillement, de l'Agriculture, des Transports et, surtout, de l'Economie. Mince, pas très grand, d'un physique plutôt ingrat, avec un regard inquiet derrière de grosses lunettes rondes, ce grand travailleur vivait surtout de café très noir et de cigarettes fortes. Clairvoyant, il avait prévu dès 1942, alors qu'il se trouvait au Mexique, que Franco pourrait survivre à la victoire alliée. Intègre, il n'avait pas de pain sur la table lorsqu'il dut le rationner aux Barcelonais, bombardés par les « Junkers » de Gœring.

Il avait déjà connu la prison, la déportation et l'exil lorsque les quatre partis ouvriers catalans, en fusionnant, le choisirent pour secrétaire général au début de la guerre civile. Le rayonnement du nouveau parti P.S.U., qui dominait la région la plus industrialisée de la République, était grand. Malgré l'opposition du P.C. espagnol, le P.S.U. s'affilia à l'Internationale communiste, dont il devint la section catalane.

Ce fut, dix ans avant Tito et Gomulka, un parti communiste national. Mais Comorera est mal vu au bureau politique du P.C. espagnol. Et quand, après un tour du monde de dix ans à travers la Norvège, la Finlande, l'U.R.S.S., le Japon, les Etats-Unis, l'Argentine, il revient en France, la crise, en 1949, éclate. Le P.C. espagnol donne l'assaut au P.S.U., coupable d'une double hérésie : c'est un parti unifié et national. Tout l'appareil de propagande communiste se déchaîne contre Comorera : il est, tout comme Tito, un « agent de l'impérialisme », un « policier phalangiste », etc. Sa propre fille est invitée à dénoncer la « trahison » de son père. Une partie des militants P.S.U. le quittent, mais, en Catalogne et à l'extérieur, un noyau tient.

Clandestin

Comorera, en accord avec ses amis, fait alors ce qu'il avait vainement proposé à ses camarades de la veille : il rentre en Catalogne pour reprendre la lutte, payer de sa personne, rassembler son parti et éditer son journal clandestin « Treball » (Travail).

A partir de 1951 et pendant trois ans, Comorera publiera et signera de son nom 32 numéros de son bulletin, tiré à 4.000 exemplaires (sans compter ceux que des militants recopient à la main et font circuler « sous le manteau »). Parfois, il réussit à répliquer le jour même aux éditoriaux franquistes. La police espagnole, en dépit du concours d'anciens membres de la Gestapo, ne le découvre qu'en juin 1954. Après comme avant son arrestation, le bureau politique du P.C. espagnol le couvre d'insultes, allant jusqu'à inventer, pour désavouer Comorera, un comité exécutif du P.S.U., forgé de toutes pièces...

Le procureur militaire a demandé la peine de mort pour « terrorisme ». Des intellectuels de France et d'Amérique se sont émus. Le gouvernement espagnol, s'attendant à des manifestations hostiles, a reculé devant une exécution officielle. Mais on peut tuer un homme sans coups de fusil.

Emile GRANIER-BARRERA.

(1) A l'extrême gauche, la reine Elizabeth, au centre la reine mère, à droite la princesse Margaret, entourées de membres de la gentry.

EN SAVEZ-VOUS PLUS QUE M. GLUCK ?

M. MAXWELL H. GLUCK

COMME chaque année, au mois d'août, « L'Express » vous propose son devoir de vacances : « *Etes-vous au courant ?* » Cette année, nous dédions ces quatre pages à un Américain, M. Gluck. M. Gluck est un riche industriel qui vient d'être nommé ambassadeur des Etats-Unis à Ceylan. Avant son départ, comme c'est l'usage, la commission des Affaires étrangères du Sénat américain lui a posé quelques questions afin de savoir si M. Gluck était bien qualifié pour ce poste (1).

« *Connaissez-vous le nom du premier ministre de Ceylan ?* », a-t-on notamment demandé à M. Gluck. Hélas ! non. Il ne connaissait pas plus le nom de cet homme d'Etat que celui du premier ministre de l'Inde. *M. Gluck n'était pas au courant !...*

Le questionnaire que nous vous proposons est moins spécialisé que celui des sénateurs américains. (Un bon score ne vous qualifie sans doute pas pour un poste d'ambassadeur de France.) Mais en remplissant ce devoir de vacances vous serez peut-être surpris par le nombre de questions que l'on croit connaître et auxquelles, mis au pied du mur, on se trouve, en fait, incapable de répondre. D'une année riche en événements de toutes sortes qu'avez-vous retenu ? Vous pouvez aussi soumettre votre entourage à ce petit examen grâce aux quatre fiches de réponses que nous avons prévues en pages 15 et 16.

Le mécanisme est très simple. Nous avons réuni, dans ces quatre pages faciles à détacher, 80 questions sur les sujets les plus divers.

Pour chaque question posée plusieurs réponses sont proposées. Il vous suffit, après avoir choisi celle qui vous semble exacte, d'inscrire sur votre bulletin de réponse la lettre qui désigne cette réponse en face du numéro de la question.

Par exemple :

Question zéro : le président du Conseil est :

A) Guy Mollet.
B) Roger Duchet.
C) Maurice Bourgès-Maunoury.
D) Jacques Anquetil.

La réponse correcte (bien que ce ne soit pas évident) est : Bourgès-Maunoury. Dans le bulletin-réponse vous inscrirez donc la lettre C en face du chiffre 0.

Vous pourrez ensuite vérifier vos réponses en consultant en page 16 le bulletin-réponse type (imprimé à l'envers).

Si vous avez plus de 70 réponses exactes vous vous tenez remarquablement au fait de l'actualité. Plus de cinquante-cinq, vous êtes encore très convenablement informé. Moins de 30 réponses exactes, ne le dites pas à vos enfants. Moins de 20, vous n'avez donc pas lu « L'Express » avec suffisamment d'attention?

(1) Voir « L'Express », n° 319.

FRANCE

1. Le gouvernement de M. Guy Mollet a été renversé par 250 voix contre 213 à propos :

a) Des projets sociaux et de la réforme de la Sécurité sociale proposés par M. Albert Gazier.
b) Du projet de loi autorisant l'envoi de 100.000 hommes supplémentaires en Algérie à la demande de M. Robert Lacoste.
c) Des projets fiscaux présentés par M. Paul Ramadier.
d) De la ratification du traité de marché commun européen.

2. Tous ces ministres du gouvernement Bourgès-Maunoury ont conservé les portefeuilles qu'ils détenaient sous le gouvernement de M. Guy Mollet, sauf un. Lequel ?

a) Christian Pineau.
b) René Billères.
c) Robert Tanguy-Prigent.
d) Jacques Bordeneuve.
e) Bernard Chochoy.
f) Albert Gazier.

3. Quelle catégorie de citoyens le gouvernement est-il autorisé à « assigner à résidence » pour une durée illimitée en vertu des pouvoirs spéciaux qui lui ont été accordés par l'Assemblée nationale ?

a) Toute personne résidant en France qui est soupçonnée de vouloir commettre un acte de terrorisme.
b) Toute personne prise dans une rafle portant une arme mais acquittée par le tribunal.
c) Toute personne condamnée avec sursis pour injure à un agent.

4. M. Pierre Mendès France a renoncé le 23 mai à la première vice-présidence du parti radical, poste qu'il occupait depuis novembre 1955. Il a expliqué luimême les raisons de sa décision, qui sont :

a) Son refus d'accepter le poste de ministre des Affaires économiques dans le cabinet Bourgès-Maunoury.
b) Son refus de cautionner la remise en cause, par les députés, des décisions adoptées par les congrès du parti.
c) Son désir de former un nouveau parti.
d) Sa mise en minorité, au sein de son parti, sur la question algérienne.

Ces quatre phrases « définitives » ont été prononcées cette année par des hommes politiques français. Rendez à chacun son morceau d'éloquence :

5. **« Il vaut mieux agir que ne rien faire. »**

6. « Nasser après sa défaite reste debout, mais il n'a pas grandi. »

7. « On ne doit jamais se laisser emporter par le désir de faire du nouveau. »

8. « Une imprudence, une anticipation peuvent conduire à des catastrophes. »

a) Henri Queuille.
b) Maurice Bourgès-Maunoury.
c) Paul Ramadier.
d) Maurice Faure.

ÉCONOMIE

9. Le S.M.I.G. vient d'être augmenté. Il s'agit :

a) Du Salaire Moyen Interprofessionnel Garanti.
b) Du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti.
c) Du Salaire Minimum Indexé Garanti.

10. Le mot « dévaluation » fait partie depuis quelques jours du vocabulaire quotidien.

Cette opération consiste :

a) A supprimer une partie des billets de banque en circulation pour éviter une inflation grandissante.
b) A régler en fonction des réserves d'or de la Banque de France, la balance des comptes extérieurs.
c) A modifier la valeur comparée du franc sur le marché des devises internationales.

11. Le traité de Marché Commun voté par le Parlement en juillet prévoit :

a) Une intégration monétaire des pays de « l'Europe des Six » qui permettra de constituer un bloc-Europe face au bloc-sterling et au bloc-dollar.
b) La suppression à partir de janvier 1958 de toutes les barrières douanières entre les pays de l'« Europe des Six ».
c) L'élimination progressive des contingents d'importation et la suppression par paliers sur une période de douze ans des droits de douane à l'intérieur du marché des Six.
d) Une fusion entre l'O.E.C.E. et la C.E.C.A. qui aboutira dans une période de douze ans à une fixation d'un tarif douanier extérieur commun.

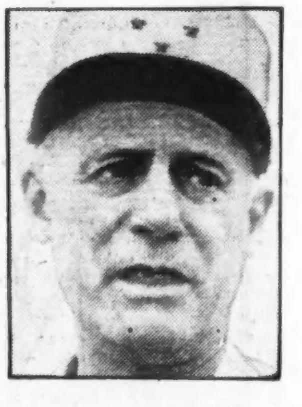
12. Les recherches pétrolières qui se poursuivent au Sahara ont permis d'estimer à 16 millions de tonnes en 1960 la production de cette région. Ce chiffre représente :

a) Un tiers de la consommation actuelle de la France.
b) Les deux tiers de la consommation actuelle.
c) Une fois et demie.

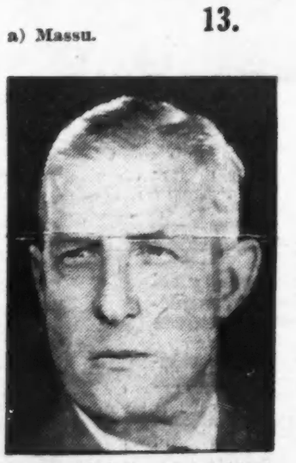
LE VISAGE DE L'ARMÉE

Bollardière, Salan, Faure, Massu, quatre noms de généraux qui ont été étroitement liés cette année au conflit algérien. Vous connaissez leurs noms, mais sauriez-vous reconnaître leurs visages et rendre à chacun son nom ?

13.



14.



15.

16.

a) Massu.
b) Faure.
c) Salan.
d) Bollardière.

AFRIQUE DU NORD

17. La question algérienne doit de nouveau être discutée par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. En février dernier, un premier examen s'était terminé par :

a) Une recommandation de l'O.N.U. invitant la France à une solution « juste et équitable ».
b) Un avertissement menaçant la France d'une intervention américaine si le calme n'était pas rétabli dans un délai de neuf mois.
c) Un désaveu de la requête du groupe afro-asiatique demandant la proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

18. Lors de son arrestation le chef rebelle algérien Ben Bella se trouvait à bord :

a) D'un avion d'Air France se rendant de Rabat à Tunis sans escale.
b) D'un avion d'Air Maroc se rendant de Rabat à Tunis, piloté par un équipage français.
c) D'un avion américain frété spécialement pour les déplacements du Sultan et de sa suite.

19. La République a été proclamée en Tunisie le 25 juillet. Le Bey dont la déposition a été

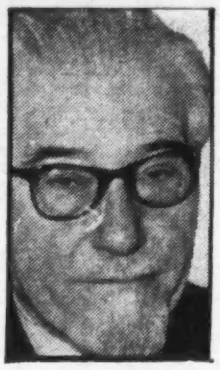
→

LES FAUSSES LÉGENDES

Les légendes des photos de ces six couvertures de « L'Express » ont été interverties. Pouvez-vous les reclasser comme elles ont été publiées ?

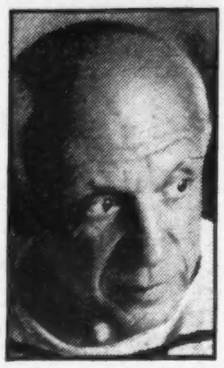
20. Brigitte Bardot.

a) « C'est à votre bon cœur que je m'adresse ».



21. Paul Ramadier.

b) « Peu de gens sont assez sages pour préférer le blâme qui leur est utile à la louange qui les trahit ».



22. Picasso.

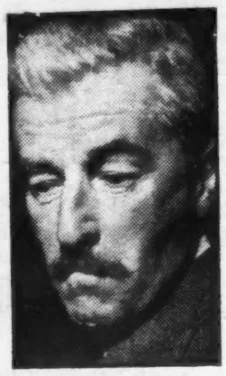
c) « Dieu a tout fait de rien, mais le rien perce ».

23. Le sénateur Kennedy.

d) « La guerre a cette vertu d'effacer le destin par ses dangers présents et bien clairs ».

24. Guy Mollet.

e) « La seule chose qu'on apprenne en vieillissant c'est à avoir honte ».



25. William Faulkner.

f) « Le démon du changement pour le changement est le vrai père de bien des choses ».

prononcée par M. Bourguiba était :

- **a) Un chef religieux descendant du Prophète comme le Sultan du Maroc.**
- **b) Un souverain laïc élu à vie par l'Assemblée des Caïds.**
- **c) Un souverain dont la famille est originaire de Turquie.**

ÉTRANGER

26. Une partie de l'opinion française a été vivement émue par la nomination du général allemand Speidel au poste de :

- **a) Commandant en chef des forces terrestres de la nouvelle armée allemande.**
- **b) Commandant en chef des forces terrestres du secteur centre-Europe de l'O.T.A.N.**
- **c) Représentant de l'Allemagne de l'Ouest auprès de l'OTAN.**

27. Depuis la mort de Staline, tous ces hommes ont été écartés du pouvoir, sauf un. Lequel ?

- **a) Béria.**
- **b) Kaganovitch.**
- **c) Molotov.**
- **d) Malenkov.**
- **e) Chepilov.**
- **f) Chvernik.**

28. Un nouvel Etat africain est né cette année : le Ghana. Il s'agit :

- **a) Du nouveau nom adopté par la République du Libéria.**
- **b) De l'ancienne colonie britannique du Nigeria.**
- **c) De l'ancienne colonie britannique de la Côte-de-l'Or.**
- **d) De l'Etat indépendant comprenant le Togo français et le Togo britannique réunifiés.**

29. La presse du monde entier s'est étonnée que M. Gluck, nouvel ambassadeur des U.S.A. à Ceylan, ignore le nom du premier ministre de ce pays. Sauriez-vous le reconnaître parmi ces quatre noms d'hommes d'Etat asiatiques ?

- **a) Sastroamidjojo.**
- **b) Bandaranaike.**
- **c) Kishi.**
- **d) Suhrawardi.**

Six noms sont restés dans les mémoires après les dramatiques événements de Hongrie. Rendez à chacun de ces six hommes le rôle qu'il a tenu :

30. Rakosi.

31. Nagy.

32. Kadar.

33. Petoefi.

34. Rajk.

35. Maleter.

- **a) Général, commandant en chef des insurgés de Budapest.**
- **b) Dictateur du pays pendant l'époque stalinienne.**
- **c) Poète hongrois du XIXe siècle, chantre du nationalisme.**
- **d) Sa réhabilitation posthume fut une des causes de l'insurrection.**
- **e) L'homme qui n'a pas réussi à être le Gomulka hongrois.**
- **f) Actuel chef du gouvernement.**

VISITES

46. Les dirigeants soviétiques Boulganine et Kroutchev ont beaucoup voyagé depuis qu'ils sont au pouvoir. Ils ont visité tous ces pays sauf un. Lequel ?

- **a) La Tchécoslovaquie.**
- **b) Les Indes.**
- **c) L'Angleterre.**
- **d) La Chine populaire.**
- **e) La Finlande.**
- **f) L'Iran.**
- **g) L'Afghanistan.**

47. La visite officielle de la reine Elizabeth d'Angleterre à Paris a eu lieu :

- **a) En mars.**
- **b) En avril.**
- **c) En mai.**

BOURSE

48. Un an après la nationalisation du canal de Suez par Nasser, les valeurs de la Compagnie de Suez

- **a) ont été retirées du marché boursier et remboursées à leurs porteurs par la Compagnie.**
- **b) ont subi une hausse spéculative, la Compagnie ayant des intérêts énormes dans le monde entier en dehors du canal lui-même.**
- **c) ont subi une baisse de 30 % environ par rapport au cours d'avril 1956.**
- **d) se sont effondrées et valent actuellement dix fois moins qu'en avril 1956.**

49. Les valeurs des sociétés de recherche de pétrole du Sahara s'arrachent à la Bourse de Paris. Une de ces sociétés n'existe pas, laquelle ?

- **a) Finarep.**
- **b) Francarep.**
- **c) Saharep.**
- **d) Genarep.**
- **e) Cofirep.**

ACCIDENTS

50. La jeune romancière Françoise Sagan a eu cette année un accident qui faillit lui coûter la vie, à bord de sa voiture personnelle. Il s'agissait :

- **a) D'une Jaguar.**
- **b) D'une Ferrari.**
- **c) D'une Aston-Martin.**
- **d) D'une Austin-Healey.**

OU ÉTAIT-CE ?

Le Moyen-Orient a été constamment au centre de l'actualité depuis un an. Suez, Oman, Syrie, Israël sont des mots familiers. Voici dix définitions d'événements qui se sont déroulés cette année dans cette partie du monde et les dix points correspondants indiqués sur cette carte muette par des lettres. Pouvez-vous situer ces points névralgiques ?

36. Une force internationale est venue y relever les troupes israéliennes qui considéraient cependant cette zone comme essentielle à leur sécurité.

37. Etranglée entre l'Egypte et l'Arabie séoudite, c'est la seule porte maritime d'Israël vers l'Orient.

38. Un petit roi élevé comme un lord anglais a su y conserver son trône à la force du poignet.

39. Les chasseurs anglais ont bombardé récemment ce territoire moins connu que la mer qui porte son nom.

Suez et Port-Saïd sont situés chacun à une extrémité du canal de Suez, mais lequel est en haut, lequel est en bas ?

40. Suez.

41. Port-Saïd.

42. Son premier ministre, Nouri Saïd, demeure le plus ferme soutien de la Grande-Bretagne au Moyen-Orient.

43. Son souverain a rapporté d'un récent voyage aux Etats-Unis 60 Cadillac et presque autant de chars d'assaut.

44. Cette ancienne colonie française tend la main aux Soviétiques et le poing aux Israéliens.

45. Son impératrice parcourt le monde à la recherche du médecin qui lui permettrait d'avoir un enfant, faute de quoi son mari aurait le droit de la répudier.

RADIO

51. L'Assemblée Nationale s'est intéressée au sort du poste de radio Europe n° 1, dont l'antenne est située en territoire sarrois. A la suite des débats les députés ont décidé :

- **a) De racheter ce poste privé.**
- **b) De le placer sous le contrôle d'un haut fonctionnaire.**
- **c) De ne pas voter les crédits nécessaires au rachat de la station.**
- **d) De vendre à l'Allemagne ce poste qui ne pourrait plus émettre en langue française.**

PROCÈS

52. A l'issue du procès, toutes les poursuites contre les protagonistes de l'affaire Montesi ont cessé. Un seul d'entre eux est actuellement inculpé, lequel ?

- **a) Piero Piccioni.**
- **b) Ugo Montana.**
- **c) Anna Maria Caglio.**
- **d) Giuseppe Montesi.**

MARIAGE

53. Henri, fils aîné du comte de Paris, a épousé il y a un mois :

- **a) Marie-Thérèse de Furstenberg.**
- **b) Marie-Thérèse de Liechtenstein.**
- **c) Marie-Thérèse de Wurtemberg.**
- **d) Marie-Thérèse de Limbourg-Stirum.**

MÉDECINE

54. Anthony Eden, après avoir abandonné la place de premier ministre, a subi en Amérique une importante intervention chirurgicale. Il s'agissait d'une obstruction du canal cholédoque. C'est-à-dire :

- **a) Le canal amenant la bile du foie dans le duodénum.**
- **b) Le canal amenant le chyle des intestins dans le système circulatoire.**
- **c) D'une partie de l'intestin grêle faisant suite au duodénum.**

55. Les « tranquillisants » sont à la mode. Parmi les cinq médicaments ci-dessous, un seul n'appartient pas à cette catégorie, lequel ?

- **a) Oblivon.**
- **b) Atarax.**
- **c) Equanil.**
- **d) Benactyzine.**
- **e) Meratran.**

56. Le « projet Gazier » a vivement ému le corps médical. Il prévoyait toutes ces réformes sauf une. Laquelle ?

- **a) Remboursement à 80 % des actes médicaux.**
- **b) Obligation pour les assurés d'être inscrits chez un médecin de leur quartier.**
- **c) Tarification d'autorité des actes médicaux.**
- **d) Répartition des médecins en deux catégories différentes.**

SCIENCES

57. Simone Hatem, docteur ès sciences physiques, a été à l'honneur parmi les savants français pour avoir :

- **a) Participé à la mise au point du vaccin Lépine contre la poliomyélite.**
- **b) Fait des recherches ayant permis d'apporter des lumières nouvelles sur le mécanisme de la cancérisation.**
- **c) Travaillé au côté du docteur J. Benoit qui vient de révolutionner les données de la biologie de l'hérédité avec son canard «Blanche-Neige».**

SPORTS

58. Puskas, le célèbre footballeur hongrois, a fait parler de lui, cette année, parce que :

- **a) Il a été tué durant l'insurrection de Budapest, alors qu'il combattait aux côtés des insurgés.**
- **b) Il est retourné en Hongrie après les événements de Budapest et a repris sa place dans l'équipe nationale hongroise.**
- **c) Il a choisi la liberté et vit actuellement à Vienne, en ayant abandonné le football, la fédération internationale n'ayant pas voulu lui accorder de licence.**
- **d) Il a choisi la liberté et joue actuellement dans l'équipe du Real Madrid.**

59. Alain Mimoun a rapporté à la France une médaille d'or aux Olympiades de Melbourne pour avoir couru le marathon (42 km 500) en :

- **a) 1 h. 59 min.**
- **b) 2 h. 25 min.**
- **c) 2 h. 46 min.**
- **d) 3 h. 01 min.**

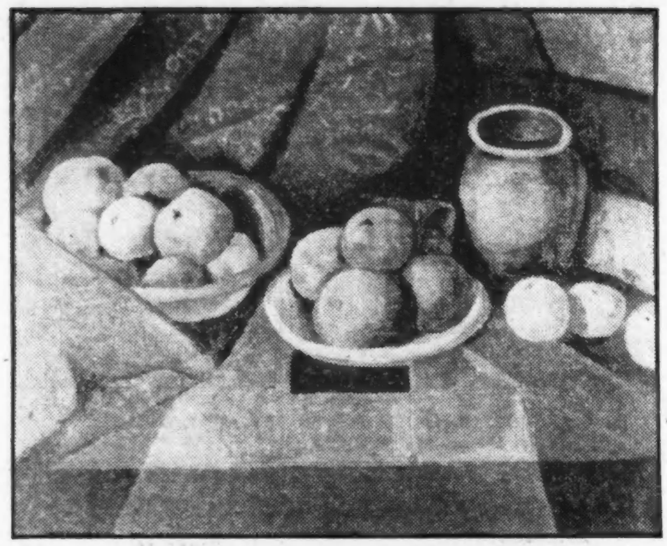
60. Le Russe Stepanov a battu cette année le record du monde de saut en hauteur, en franchissant :

- **a) 1 m. 98.**
- **b) 2 m. 09.**
- **c) 2 m. 16.**
- **d) 2 m. 22.**

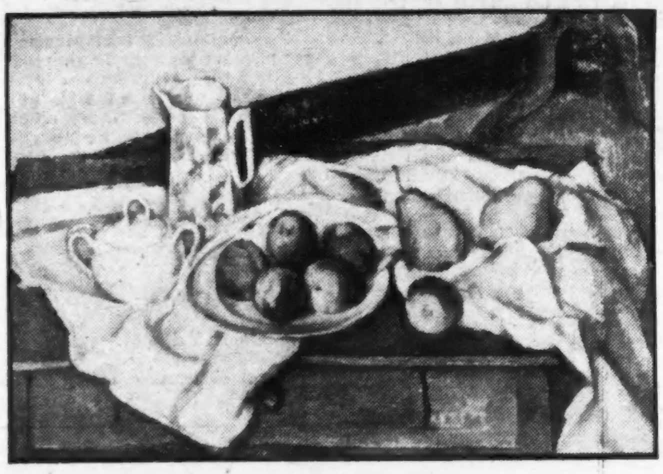
→ (*Suite en tournant la page*)

ARTS

Au cours d'une vente, qui a eu lieu au printemps à la Galerie Charpentier, une nature morte de Gauguin a été vendue 104 millions (plus les taxes) à un armateur grec. Parmi les trois reproductions ci-dessous, quelle est l'œuvre qui a atteint ce chiffre pharamineux ? Rendez chaque nature morte à son auteur.



a) Gauguin. **61.**



b) Sérusier. **62.**

c) Cézanne. **63.**

Découpez suivant le pointillé pour obtenir quatre bulletins - réponses individuels recto-verso.

Bulletin-réponse

Score :

1	18 ....
2	19 ....
3	20 ....
4	21 ....
5	22 ....
6	23 ....
7	24 ....
8	25 ....
9	26 ....
10	27 ....
11	28 ....
12	29 ....
13	30 ....
14	31 ....
15	32 ....
16	33 ....
17	34 ....

Bulletin-réponse

Score :

1	18 ....
2	19 ....
3	20 ....
4	21 ....
5	22 ....
6	23 ....
7	24 ....
8	25 ....
9	26 ....
10	27 ....
11	28 ....
12	29 ....
13	30 ....
14	31 ....
15	32 ....
16	33 ....
17	34 ....

Bulletin-réponse

Score :

1	18 ....
2	19 ....
3	20 ....
4	21 ....
5	22 ....
6	23 ....
7	24 ....
8	25 ....
9	26 ....
10	27 ....
11	28 ....
12	29 ....
13	30 ....
14	31 ....
15	32 ....
16	33 ....
17	34 ....

Bulletin-réponse

Score :

1	18 ....
2	19 ....
3	20 ....
4	21 ....
5	22 ....
6	23 ....
7	24 ....
8	25 ....
9	26 ....
10	27 ....
11	28 ....
12	29 ....
13	30 ....
14	31 ....
15	32 ....
16	33 ....
17	34 ....

Découpez suivant le pointillé pour obtenir quatre bulletins - réponses individuels recto-verso.

Bulletin-réponse

35	....	58	....
36	....	59	....
37	....	60	....
38	....	61	....
39	....	62	....
40	....	63	....
41	....	64	....
42	....	65	....
43	....	66	....
44	....	67	....
45	....	68	....
46	....	69	....
47	....	70	....
48	....	71	....
49	....	72	....
50	....	73	....
51	....	74	....
52	....	75	....
53	....	76	....
54	....	77	....
55	....	78	....
56	....	79	....
57	....	80	....

Bulletin-réponse

35	....	58	....
36	....	59	....
37	....	60	....
38	....	61	....
39	....	62	....
40	....	63	....
41	....	64	....
42	....	65	....
43	....	66	....
44	....	67	....
45	....	68	....
46	....	69	....
47	....	70	....
48	....	71	....
49	....	72	....
50	....	73	....
51	....	74	....
52	....	75	....
53	....	76	....
54	....	77	....
55	....	78	....
56	....	79	....
57	....	80	....

Bulletin-réponse

35	....	58	....
36	....	59	....
37	....	60	....
38	....	61	....
39	....	62	....
40	....	63	....
41	....	64	....
42	....	65	....
43	....	66	....
44	....	67	....
45	....	68	....
46	....	69	....
47	....	70	....
48	....	71	....
49	....	72	....
50	....	73	....
51	....	74	....
52	....	75	....
53	....	76	....
54	....	77	....
55	....	78	....
56	....	79	....
57	....	80	....

Bulletin-réponse

35	....	58	....
36	....	59	....
37	....	60	....
88	....	61	....
39	....	62	....
40	....	63	....
41	....	64	....
42	....	65	....
43	....	66	....
44	....	67	....
45	....	58	....
46	....	69	....
47	....	70	....
48	....	71	....
49	....	72	....
50	....	73	....
51	....	74	....
52	....	75	....
53	....	76	....
54	....	77	....
55	....	78	....
56	....	79	....
57	....	80	....

RENDEZ-LES A LEUR MÈRE

Ces trois nourrissons ont eu droit, dès leur naissance, à la une des journaux. Si vous en trouviez un dans la rue, pourriez-vous le ramener à sa mère ?

72.

73.

74.

a) Grace de Monaco.

b) Gina Lollobrigida.

c) Leslie Caron.

CINÉMA

64. « Baby Doll », le film d'Elia Kazan, qui a choqué les catholiques américains, avait été réalisé d'après un scénario de :

- **a) Tennessee Williams.**
- **b) Arthur Miller.**
- **c) Truman Capote.**
- **d) William Faulkner.**

65. Zola a beaucoup inspiré les cinéastes. Depuis la fin de la guerre, tous ces films tirés d'un de ses romans ont été tournés sauf un. Lequel ?

- **a) Gervaise (L'Assommoir).**
- **b) La Bête humaine.**
- **c) Thérèse Raquin.**
- **d) Germinal.**
- **e) Nana.**

THÉATRE

66. Sacha Guitry vient de mourir. Depuis quelques années son œuvre théâtrale avait été un peu oubliée devant ses productions cinématographiques. Une de ces pièces n'est pas de lui. Laquelle ?

- **a) Faisons un rêve.**
- **b) La pèlerine écossaise.**
- **c) Le veilleur de nuit.**
- **d) Le Nouveau Testament.**
- **e) L'Amour a ses raisons.**
- **f) Quadrille.**

Quatre festivals de théâtre importants se sont déroulés cette année hors de Paris. Rendez à chacun son metteur en scène :

67. Avignon.

68. Carcassonne.

69. Dijon.

70. Angers.

- **a) Albert Camus.**
- **b) Jean Deschamps.**
- **c) Jean Vilar.**
- **d) Jean Le Poulain.**

DANSE

71. Le calypso, qui fait fureur aux Etats-Unis et qui essaye de détrôner le cha-cha-cha, est une danse inspirée par des rythmes :

- **a) Brésiliens.**
- **b) Mauriciens.**
- **c) Mexicains.**
- **d) Jamaïcains.**

LETTRES

Presque tous les écrivains se sont penchés un jour sur le rapport qui existe entre leur œuvre et eux-mêmes ou sur les mobiles qui les poussent à écrire. Saurez-vous reconnaître la pensée de chacun de ces auteurs ?

75. François Mauriac.

76. Samuel Beckett.

77. Michel Butor.

78. Jean Cayrol.

79. Roger Vailland.

- **a) « J'écris comme on marche ».**
- **b) « On ne peut dominer son œuvre que dans la mesure où on a dominé sa vie ».**
- **c) « Il faut que je sois personnellement absent de mon roman pour qu'il fasse le poids ».**
- **d) « Le roman est une expérience méthodique ».**
- **e) « L'auteur, ça n'est jamais intéressant ».**

80. Le prix Théophraste Renaudot a été décerné, cette année, à :

- **a) Romain Gary pour son livre: « Les Racines du Ciel ».**
- **b) Françoise Mallet-Jollis pour son livre: « Les Mensonges ».**
- **c) François Régis-Bastide pour son livre : « Les Adieux ».**
- **d) André Perrin pour son livre: « Le Père ».**
- **e) Michel Butor pour son livre: « L'Emploi du temps ».**

SOLUTIONS

FRANCE
1 : c
2 : c
3 : b
4 : b
5 : b
6 : d
7 : a
8 : c

ECONOMIE
9 : b
10 : c
11 : c
12 : b

LE VISAGE DE L'ARMEE
13 : d
14 : c
15 : b
16 : a

AFRIQUE DU NORD
17 : a
18 : b
19 : c

LES FAUSSES LEGENDES
20 : c
21 : a
22 : f
23 : b
24 : d
25 : c

ETRANGER
26 : b
27 : f
28 : c
29 : b
30 : b
31 : e
32 : f
33 : c
34 : d
35 : a

OU ETAIT-CE?
36 : c
37 : d
38 : e
39 : j
40 : a
41 : b
42 : h
43 : g
44 : f
45 : i

VISITES
46 : f
47 : b

BOURSE
48 : c
49 : c

ACCIDENTS
50 : c

RADIO
51 : c

PROCES
52 : d

MARIAGE
53 : c

MEDECINE
54 : a
55 : e
56 : b

SCIENCES
57 : b

SPORTS
58 : c
59 : b
60 : c

ARTS
61 : b
62 : c
63 : a

CINEMA
64 : a
65 : d

THEATRE
66 : c
67 : c
68 : b
69 : d
70 : a

DANSE
71 : d

RENDEZ-LES A LEUR MERE
72 : b
73 : c
74 : a

LETTRES
75 : b
76 : e
77 : d
78 : a
79 : c
80 : d

LA SEMAINE

● **Pétrole :** une explosion a provoqué un grave incendie à Tin-Essemeid, près d'Edjelé, où un puits de pétrole brûle depuis le 7 août. Plusieurs tentatives d'extinction ont été vaines. L'ingénieur Serge Lenoir, grièvement brûlé, a succombé dans une clinique d'Alger.

● **Fuite :** Le « Daily Mail » de Londres rapporte qu'un homme d'affaires britannique, âgé de 30 ans, est actuellement en observation dans un hôpital anglais : il est retombé en enfance il y a quelques mois, alors qu'il lisait le « Times ». Il a tout à coup demandé des images à sa femme, a réclamé des bouillies et, après avoir feint de se rendre au bureau, s'est réfugié dans son jardin pour y faire des pâtés. Il se conduit depuis comme un enfant de deux ou trois ans et ne retrouve son équilibre que sous l'influence de la mescaline. Disent les psychiatres : *« Il fuit devant ses responsabilités. »*

● **Jeu :** Jack Warner, producteur de films, a été l'un des joueurs qui ont fait sauter la banque au Palm Beach de Cannes. Pertes du casino : 340 millions. La même nuit, Warner reperdait la majeure partie de ses gains sur les tapis verts de Monte-Carlo. Moralité : le cinéma paye, mais pas le jeu.

● **Insectes :** La préfecture de la Seine commence à s'inquiéter de l'activité des termites qui, venus de Saintonge, commencent à dévorer les poutres des maisons parisiennes de Passy à Austerlitz. Une contre-attaque des hommes est mise au point.

● **Auto :** Un arrêté paru à l' « Officiel » précise quel est le bruit maximum que peut faire une voiture. A partir du 1er janvier, il sera interdit de faire emballer son moteur dans les rues de Paris.

● **Calvitie :** Trois cents médecins, spécialistes du cuir chevelu, se sont réunis à Londres. « *Dans cinq ou six ans,* a dit un professeur américain, *la calvitie sera vaincue.* » Instrument de la victoire présumée : les hormones.

● **Séisme :** L'architecte mexicain Théodore Vega, auteur des plans de l'immeuble en béton mal armé qui, au cours du dernier tremblement de terre, s'est écroulé dans le centre de Mexico, ensevelissant une trentaine de personnes, s'est pendu pour échapper aux poursuites entamées contre lui.

TOURISME

Etat stationnaire

● ***De nouveaux clients pour les hôteliers : les touristes français.***

LES spécialistes de la Direction générale du Tourisme ne partagent pas l'inquiétude manifestée depuis le début du mois de juillet par les hôteliers et les journalistes.

— *Durant les six premiers mois de* 1957, *le tourisme français a progressé légèrement par rapport à la période correspondante de* 1956, précise Mlle Lemarchand, directrice du service de presse de la D.G.T. *Moins d'Américains mais plus d'Anglais. De toute façon, pour avoir des statistiques valables, il faudra attendre la fin de l'année.*

En 1956, trente millions de « nuits » ont été passées par des étrangers sur le sol français. Ce chiffre sera certainement égalé cette année. Les « nuits » sont la meilleure façon de tâter le pouls de notre tourisme. Elles permettent, beaucoup mieux que les « entrées » aux postes douaniers, de savoir si l'effort publicitaire que les 15 bureaux européens et les 14 bureaux américains du Tourisme Français ont réalisé porte ses fruits. Les centaines de milliers de dépliants et d'affiches vantant les mérites d'un « séjour en France » ont eu auprès des candidats au voyage un ennemi de taille : la réputation que la France a d'être le pays le plus cher d'Europe.

— *Toutes nos agences ont reçu télégraphiquement les informations concernant les avantages nouveaux que les touristes étrangers allaient avoir en France : francs moins chers et chèques-essence,* dit Mlle Lemarchand. *Notre publicité s'axera bientôt sur le thème :* « Non, la France n'est pas le pays le plus cher d'Europe, au contraire ». *Et nous citerons des chiffres...*

Baisse

Mais des chiffres, M. Bonnefous, ministre des Travaux publics, en a également cité au cours de sa conférence de presse de la semaine dernière. Ils ne sont pas tellement optimistes. Il a déclaré que « dans certains secteurs de la Côte d'Azur, la baisse des recettes est de l'ordre de 25 à 30 % ».

L'ère du « millionnaire » américain aux poches bourrées de dollars est terminée comme celle du magnat français qui loue une villa 500.000 francs par mois sur la côte d'Azur. Les Américains demeurent pourtant les meilleurs « clients » de notre tourisme. L'année dernière la France en a reçu trois cent mille qui ont dépensé 85 millions de dollars. L'Italie, la même année, n'en avait reçu que 259.000 mais leur avait fait dépenser davantage : 94 millions de dollars. Cette contradiction n'est qu'apparente. Les Américains sont restés plus longtemps en Italie qu'en France. L'Italie est d'ailleurs le pays des « longs séjours ». Les bons d'essence à prix réduit, vendus sans formalité aux postes frontières, sont pour beaucoup dans les périples de plusieurs milliers de kilomètres auxquels se livrent en Italie les touristes étrangers. Les prix pratiqués dans les restaurants italiens y sont certainement aussi pour quelque chose.

L'année prochaine peut être la grande année du tourisme français. Assez paradoxalement, c'est l'Exposition Universelle de Bruxelles qui drainera le plus d'étrangers vers la France. Trente millions de touristes sont attendus. Le problème du logement en Belgique ne pourra se résoudre que par un « déplacement » de visiteurs vers la France. Mais la France ne dispose que de trois cent mille chambres pour loger les « touristes ». Trois cent mille chambres dont beaucoup ne peuvent satisfaire les « étrangers » par suite des déficiences de leur équipement sanitaire. Un programme d'équipement hôtelier a été mis au point, mais sa réalisation coûtera 74 milliards, soit 14 milliards par an. Les milliards de ce plan quinquennal seront attribués en priorité à Paris qui attire un touriste étranger sur deux.

Les professionnels du tourisme fondent également beaucoup d'espoir sur le centenaire de l'apparition de la Vierge à Lourdes. Sept millions de pèlerins sont attendus.

Le problème du tourisme étranger a relégué dans l'ombre le problème du tourisme français en France. Il convient pourtant de s'y intéresser car les Français sont de plus en plus nombreux à prendre leurs vacances hors de nos frontières, là où, à sommes égales, ils vivent beaucoup mieux. Et ils ont dépensé l'an dernier à l'étranger plus que les étrangers n'ont dépensé en France, provoquant ainsi un déficit de 78 millions de dollars de notre balance touristique qui avait été nettement excédentaire les années précédentes. Pour retenir les Français, l'été, plusieurs mesures sont prévues : détaxation de l'essence, création d'autoroutes, de maisons et de gîtes familiaux. Et surtout l'augmentation du prix des devises.

FAITS DIVERS

La grande peur

● ***Des parents ont tué leurs enfants et se sont suicidés. Ce monde était trop dur pour eux.***

LE 5 août, dans un village anglais, Andrew Marshall et sa femme ont asphyxié leurs trois enfants (10, 9 et 5 ans). Dans la nuit du 7 au 8 août, à Toulouse, Rose Lafforgue se suicidait au gaz, entraînant dans la mort ses trois enfants (8, 6 et 5 ans). Le 10 août, les époux Marshall étaient retrouvés morts sur une plage, complètement habillés, liés ensemble par la taille au moyen d'une solide corde.

(*Suite page* 19.) →

LANCELOT A BIARRITZ

Dans un gâteau à la framboise

BIARRITZ est à l'âge ingrat. Trop démodée pour séduire, pas assez pour attendrir, cette grande ville bruyante, ourlée par la mer, semble un décor issu tout droit d'un vieux film de Marcel L'Herbier pour idylle entre Marcelle Chantal et Victor Francen (1).

On ne rencontre pas de jolies femmes à Biarritz, mais des femmes « encore belles ». On n'y montre pas ses jambes, mais ses bijoux ; on ne se rencontre pas au Milk Bar mais au golf; on ne circule pas sur Vespa, ni même en Dauphine, mais en Bentley ou en Cadillac.

On n'y est pas élégant, mais riche et pour que nul n'en ignore, on ne circule jamais à pied, et l'on a, dès trois heures de l'après-midi, le talon haut, le maquillage de choc et le brillant au doigt, voire aux doigts.

NAPOLÉON III VU PAR NADAR
Biarritz, c'est moi...

Au-delà d'une frontière invisible, mais aussi nette que si des barbelés la hérissaient, qui sépare en deux la ville comme la plage, il y a un autre Biarritz. Là, on est bon enfant, on braille un peu, on joue au ballon, on respire le bon air, on arpente la longue plage et les longues rues, on attend en longues files les cars qui longent la côte basque. Et on est tout de même assez agacé du genre que l'on affecte de l'autre côté de la frontière, lorsque d'aventure on se croise chez le pharmacien.

Mauvaise assimilation

Biarritz pourrait devenir une grande plage populaire qui gagnerait peut-être en gaieté, en jeunesse et en bonne humeur ce qu'elle perdrait en fausse distinction. Mais on ne peut pas abriter à la fois le « congé payé » et le milliardaire sans s'exposer à indisposer les uns et les autres.

Tolérant les uns, parce qu'il faut bien vivre, mais n'ayant d'yeux, d'égards, de réjouissances et de confort que pour les autres ou présumés tels, Biarritz souffre de mauvaise assimilation chronique. Ses habitués, retranchés dans les villas opulentes fichées dans la campagne verte, vieillissent. Et les terrains à vendre sont plus nombreux que les adultes entre 25 et 45 ans.

Un gros gâteau à la framboise nappé de crème Chantilly, l'hôtel du Palais, concentre tous les espoirs. Rien n'a été négligé pour persuader l'estivant qu'en entrant à l'hôtel du Palais il acquiert en même temps un titre de noblesse. Quelque chose comme une particule... M. Dupont du Palais... M. Zimmerman du Palais... M. Mac Lean du Palais...

Malheureusement, au-delà d'un certain revenu — et c'est « l'au-delà » qui est nécessaire pour appartenir à cette noblesse-là — on commence à savoir très bien où réside le vrai luxe : dans le silence, la solitude, le confort d'un bungalow où l'on achète très cher le droit de dîner dans un vieux chandail décoloré si cela vous chante. Et non dans les palaces grandioses, sous le regard goguenard de maîtres d'hôtel glacés comme le melon.

Impérial ou pas

Pour avoir le droit de tremper sa précieuse personne dans l'eau bleue de la petite piscine du Palais, il faut appartenir au « Club Impérial ». Impérial à cause de Napoléon III, lequel jouit, à Biarritz, d'une popularité rétrospective qui ne doit rien à ses talents d'homme de guerre, mais au goût qu'il manifesta pour la côte basque.

La cabine de luxe ne coûte que 180.000 francs pour la saison. On est impérial ou on ne l'est pas.

Un peu plus haut à droite, la même eau est à la disposition des amateurs pour 200 francs, dans la piscine olympique de la Chambre d'Amour.

Curieusement, ce nom d'alcôve désigne une vaste plage de sable où un vent tonique gonfle les toiles multicolores des tentes, où une mer sombre, fracassante, engloutit son nageur quotidien. Mer à grand spectacle, mer sauvage, mer dédaigneuse dont la rumeur puissante couvre, le soir, les trompettes de l'Eléphant Blanc et du Tagada Club où, pour se réchauffer, on apprend à danser le calypso.

— Vous vous amusez ici, mademoiselle ?

La gentille manucure qui opère sur les mains oisives répond :

— Oh ! moi, je n'ai pas beaucoup le cœur à rire. Mais mes collègues ont été danser hier soir au Tagada... Il paraît que c'est très gai.

— Et pourquoi n'avez-vous pas le cœur à rire ?

— C'est que mes deux frères sont en Algérie...

Elle rougit, comme si elle avait proféré une obscénité, et ajoute vite :

— Oh ! Excusez-moi... On m'a déjà dit qu'il ne fallait pas parler de ça aux clients...

(1) Si ces trois noms ne vous disent rien, demandez à papa ou à maman.

La Coupe NIEUW AMSTERDAM au NEW-GOLF de DEAUVILLE

C'est le vendredi 23 août que sera disputée au NEW-GOLF de Deauville la Coupe NIEUW AMSTERDAM offerte par HOLLAND-AMERICA LINE, la Compagnie Transatlantique bien connue des passagers se rendant aux U.S.A. et Canada.

Une coupe-souvenir et un parchemin donnant droit à un voyage pour deux personnes à bord du s.s NIEUW AMSTERDAM ou d'un autre navire de cette Compagnie, au départ du Hâvre et à destination de Rotterdam avec deux journées en Hollande récompenseront les gagnants.

Nul doute que cette manifestation qui se déroulera dans le cadre de la Grande Saison de Deauville retienne l'attention des Joueurs.

Le NEW-GOLF de DEAUVILLE tient à la disposition des intéressés les conditions détaillées de cette compétition.

(Communiqué).

COMMENT ÊTRE EN FORME ?

Dix réponses à vos questions

CEUX qui, déjà, sont revenus de vacances, ceux qui, malgré la pluie, brunissent sur les plages et ceux qui rêvent à un prochain départ ont un souci commun : comme tous les ans à la même époque, ils ont pris conscience de leur corps. Les jeunes se disent : « Je suis maigre, je n'ai pas d'épaules... » Les moins jeunes se lamentent : « Je ne peux plus monter les escaliers, je prends du ventre. » Rares sont les Apollon dépourvus d'anxiété. La multitude regrette de ne pas être « au mieux de sa forme » et se pose mille questions sur le sport dont l'utilité est soudain redécouverte.

L'Express a demandé à trois spécialistes (un médecin, un professeur de culture physique et un rédacteur en chef de journal sportif) de bien vouloir répondre à quelques-unes de ces questions.

● *Que doit-on entendre par la formule « être en forme » ?*

Etre en forme, ce n'est pas, comme on l'imagine trop volontiers, avoir de beaux muscles et une peau bronzée. Est « en forme » celui qui a des articulations souples, des muscles qui obéissent, une bonne respiration et un cœur à peu près résistant. Lorsque le corps n'est pas un obstacle, mais un complice agréable, lorsque chaque geste est un plaisir, il n'y a guère plus à exiger. La forme, c'est le silence des organes.

● *Le sédentaire, pour parvenir à cet « état de grâce », doit-il profiter de ses vacances pour se livrer à des exercices physiques violents ?*

L'organisme en général accepte facilement les efforts progressifs, mais ne tolère pas un effort brutal et bref. Le fait de prendre son premier bain le jour de son arrivée au bord de la mer, après deux heures de tennis ou de volley-ball, ou après être demeuré trop longtemps au soleil, provoque un nombre effarant de noyades. Ces constatations valent encore plus pour les enfants que pour les adultes. Vers 14 ou 15 ans, l'enfant doit fournir de grandes dépenses pour son développement osseux, musculaire, pubertaire, etc. Quand on le laisse agir à sa guise, il s'arrête normalement de plonger, de nager ou de courir quand il est fatigué. Ce sont trop souvent les parents qui les poussent, par orgueil, à s'épuiser dès les premiers jours de vacances : *« Comment ? Tu ne vas pas te laisser dépasser par tes petits camarades... Tu es une mauviette, regarde les autres, etc. »*

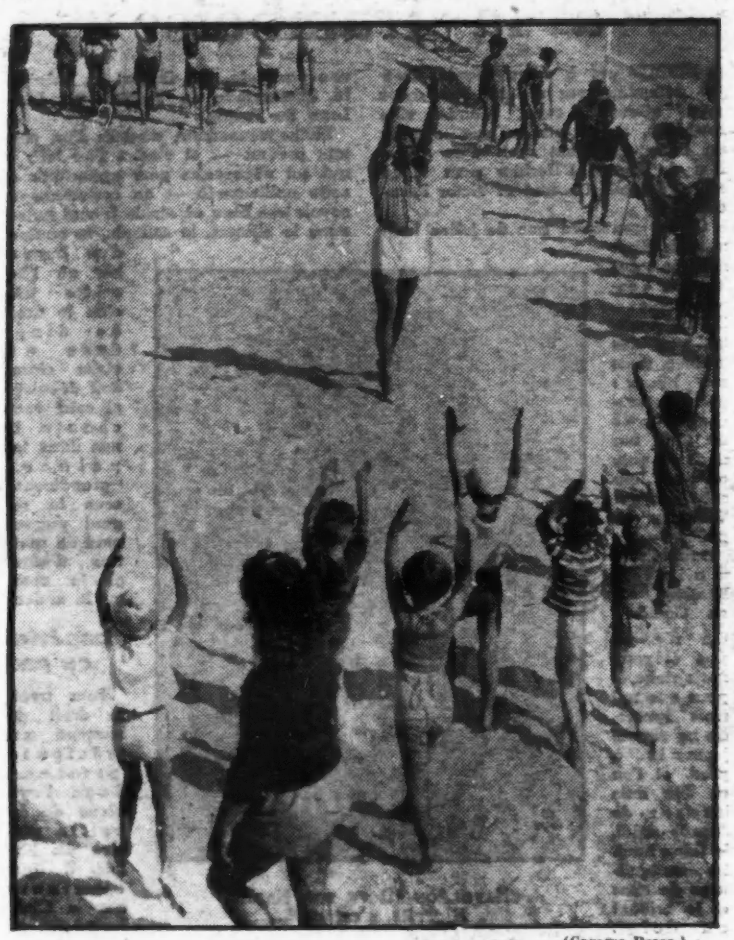
● *Certains exercices physiques sont-ils à recommander ? D'autres sont-ils néfastes ?*

La natation, la marche, la course, le tennis sont des sports qui mettent en jeu toutes les ressources de l'organisme. Ils sont donc à recommander. Toutefois, il faut remarquer qu'il n'est pas bon pour un citadin surmené de faire deux heures de tennis d'affilée une fois par semaine. C'est trop d'un seul coup et ce n'est pas assez pour la semaine : le joueur est fatigué au bout de dix minutes, au bout de deux heures il est épuisé. Et l'épuisement est toujours mauvais.

Certains exercices physiques, comme l'escrime, la pêche sous-marine ou le plongeon peuvent présenter des inconvénients. Ainsi l'escrime : tous les muscles sont sollicités, mais inégalement. On se tient d'une façon très fausse quand on fait de l'escrime et la scoliose des maitres d'armes est bien connue. La pêche sous-marine, elle aussi, est parfois mauvaise pour les enfants qui ont eu une otite ou qui, souvent, souffrent de rhino-pharyngite vers la fin de l'année scolaire.

● *Jusqu'à quel âge peut-on commencer à faire du sport ?*

Un homme de quarante à cinquante ans qui a fait du sport dans sa jeunesse peut très bien être récupéré. Evidemment, plus il vieillit moins il y a de choses qu'il peut faire, et s'il joue au tennis, par exemple, il lui faut choisir des partenaires de son âge et non des jeunes gens plus résistants que lui. Mais il y a toujours chez l'homme un cadre musculaire qui a existé au moins potentiellement. En revanche, une femme qui a laissé son « capital muscles » s'appauvrir ne récupère pratiquement jamais. Les femmes ne possèdent pas ce « cadre musculaire » potentiel des hommes. C'est pourquoi il est important qu'elles aient une jeunesse sportive. Celles qui veulent faire du sport pour maigrir doivent prendre certaines précautions : l'exercice physique n'est pas toujours recommandé. Une silhouette épaissie étant souvent due à la fatigue, l'abus d'exercices physiques fatigants peut faire grossir celles qui voulaient retrouver leur ligne.



(Camera-Press.)

UNE LEÇON DE CULTURE PHYSIQUE
L'amour-propre est néfaste

● *Que peut-on conseiller au sédentaire d'un certain âge qui a perdu l'habitude de l'effort ?*

Pour les plus de cinquante ans, une règle : éliminer petit à petit avec bonne humeur les risques que l'on n'est pas certain de bien prendre. Pour eux, l'exercice physique doit être caractérisé par une lutte incessante contre l'ankylose, une réaction contre la réduction progressive des champs articulaires. Une culture physique modérée peut être recommandée, mais il est surtout souhaitable que ces hommes, pour se maintenir en bon état, ne craignent pas de multiplier les petits gestes physiques devant lesquels ils reculent dans la vie quotidienne : monter l'escalier au lieu de prendre un ascenseur, abandonner sa voiture pour aller faire une course, etc.

● *La culture physique est-elle à recommander de façon systématique ?*

Pour les adultes, il est bon de faire de la culture physique en insistant sur les mouvements abdominaux et respiratoires (même les ouvriers qui font un travail de force ont souvent le ventre peu musclé). Il est bon aussi de faire des mouvements pour assouplir la colonne vertébrale (l'homme est un animal à quatre pattes qui se tient debout, d'où les affections rhumatismales du dos). Mais en règle générale, la culture physique doit être incluse dans un jeu et, pour les êtres jeunes, toujours servir de préparation au sport.

● *Est-il préférable de faire de la culture physique le matin ou le soir?*

Cela dépend des tempéraments.

Ceux qui s'endorment profondément dès qu'ils se mettent au lit et qui se réveillent progressivement au cours des dernières heures de leur repos doivent faire de la gymnastique le matin, car ils sont en pleine forme dès le saut du lit. Ceux qui s'endorment difficilement et qui ont un sommeil profond le matin feront plus utilement de la culture physique le soir.

● *Quelles améliorations de son état général physique un homme peut-il attendre du sport ?*

Le sport abaisse le taux de cholestérol dans le sang. L'examen d'étudiants américains, trente ans après la fin de leurs études, n'a pas montré chez ceux qui avaient participé à des compétitions sportives une proportion d'accidents vasculaires plus grande que chez ceux qui n'avaient pas fait de sport. Si les anciens sportifs ne sont pas plus sujets à des accidents cardio-vasculaires que les autres, en revanche ils les supportent beaucoup mieux dans l'ensemble. L'infarctus du myocarde n'est généralement pas suivi chez eux d'une insuffisance cardiaque définitive.

Tout se passe donc comme si le cœur se conduisait comme n'importe quel autre muscle et que, du fait de l'exercice, il était le siège d'un processus d'entrainement, plutôt que de fatigue ou d'usure. Des sportifs comme les coureurs cyclistes demandent à leur cœur des efforts considérables qui se traduisent par des modifications de l'électro-cardiogramme semblables à celles qu'entraine l'infarctus. Mais ces modifications sont réversibles et ne semblent pas compromettre l'avenir du cœur.

A condition de respecter au départ les limites qu'imposent son état ou les conditions de son fonctionnement (maladies congénitales ou acquises, immaturité du cœur des enfants et des adolescents, sclérose du cœur des vieillards), le cœur est susceptible de perfectionnement par l'exercice. Ainsi, des enfants atteints de lésions cardiaques rhumatismales, par exemple, opérés ou non, bénéficient considérablement de la culture physique. Leur développement physique et intellectuel en est transformé.

● *Quelles autres améliorations peut-on attendre du sport ?*

Le sport est un facteur d'équilibre moral. Tous ses partisans insistent sur ce point.

L'action est manifeste, surtout dans le domaine affectif, comme s'il y avait un phénomène de transposition : le tonus nerveux ou l'émotion, faute de s'épanouir dans le geste, modifient le fonctionnement des organes internes, entrainant tous les troubles fonctionnels des maladies psycho-somatiques.

Cela est surtout vrai au moment de l'adolescence. La puberté et tous les phénomènes qui l'accompagnent, surtout chez les filles, font du corps de l'adolescent un nouveau venu étranger et tyrannique, avec qui tous les malentendus sont possibles si l'accord ne se fait pas rapidement. A cet âge, la relation avec le monde passe par le corps. Tant qu'on ne l'a pas accepté, utilisé, dominé, tant qu'on ne s'est pas entendu avec lui, le corps, avec ses problèmes et ses exigences, vient fausser tous les rapports.

Le sport est incontestablement l'arme la plus efficace pour rétablir cette harmonie perdue et il est utilisé avec bénéfice pour lutter contre les troubles psychologiques de l'adolescence.

Ce sont les sports d'équipe qui ont la meilleure influence. Le volley-ball et le basket-ball sont d'excellents exercices. La boxe éducative, quand elle est bien dirigée, peut être excellente chez les enfants chétifs, pour réveiller les tendances agressives. Toutefois, il n'est pas bon de trop exciter l'esprit de compétition des enfants qui peuvent, par amour-propre, atteindre l'épuisement en allant au-delà de leurs possibilités.

● *Les Français devraient-ils faire plus de sport ?*

Oui. L'alimentation trop riche qui passe pour idéale en France représente un danger. Ceux qui l'observent ne parviennent plus à brûler leurs aliments. Nous avons des régimes de travailleurs de force, alors que dans les villes nous sommes sédentaires. Toutes les graisses que l'organisme n'assimile pas forment des dépôts toxiques. Le sport nous est donc indispensable : c'est une activité qui sert à remplacer des activités que nous avons abandonnées du fait de l'évolution du monde moderne. Beaucoup objecteront : le sport coûte cher. Mais qui a jamais déséquilibré son budget en se levant une heure plus tôt pour aller faire du cross au bois de Vincennes ?

(Suite de la page 17.)

Ainsi, presque en même temps, des enfants du même âge mouraient en France et en Angleterre, dans les mêmes conditions : assassinés par leurs parents, pour le même motif exprimé dans des lettres : la vie n'était plus supportable et l'avenir des enfants bouché. Ils mouraient en vertu d'un même raisonnement : une mort certaine et immédiate vaut mieux qu'une souffrance possible, probable dans l'avenir.

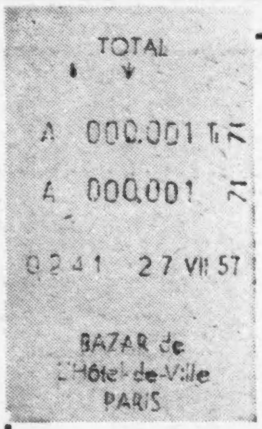
Pour Rose Lafforgue, cette souffrance à venir ne faisait pas le moindre doute. Divorcée, incapable de poursuivre son travail de femme de ménage qui lui permettait d'élever ses enfants d'une manière convenable, elle ne voyait pas d'issue. C'était la misère à coup sûr : une misère inéluctable, inacceptable.

Le cas des Marshall est moins clair. Ils ont tenté de louer une roulotte. Ils ne se sont suicidés qu'après avoir été poursuivis par la police. Ils ont évoqué comme élément déterminant de leur acte la crainte de la bombe atomique.

A première vue, c'est la peur de la mort qui leur aurait fait tuer leurs enfants et se tuer eux-mêmes. Mais en réalité la menace atomique est trop énorme, trop totale pour pouvoir être vraiment, concrètement imaginée, ou alors elle serait insupportable. Les époux Marshall en ont-ils eu vraiment une vision si claire que rien n'était plus concevable pour eux que la mort ? Ou bien la crainte d'une explosion atomique n'a-t-elle fait que s'ajouter, pour eux, à la masse globale des menaces et des pressions auxquelles le monde moderne doit faire face ? Ecrasés par ce ciel noir et sans espoir, ils auraient fait de la bombe le symbole de leur peur de vivre, de leur incapacité à même laisser vivre des enfants sans défense et sans avenir ?

Les Marshall et Rose Lafforgue ont affreusement crié leur refus panique, pathologique, d'un monde qui les écrasait, les dépassait et leur ôtait l'espoir de pouvoir jamais s'y reconnaître et donner à leur vie et à celle de leurs enfants son sens et sa dignité, pour dominer cette angoisse qui serait la marque de notre époque.

JEUX



62 objets pour 100 francs

QUE l'on ne dise plus que la vie est moins chère en province qu'à Paris : des Parisiens sont les lauréats du « jeu du billet de cent francs » ; ils devaient être trois. Ils sont quatre. Car nous avons estimé juste d'accorder un prix de consolation supplémentaire.

Longtemps Mmes Odette Schmitt, de Forbach, Jacqueline Leenhardt, de Saint-Maur, Cécile Gandin, de Paris, M. Michel Boulé, de Coulommiers, et Mlle Martine Fabbrizio, de Montbéliard, demeurèrent en tête avec plus de 45 objets différents achetés avec un seul billet de cent francs.

Mais ces concurrents ont été « coiffés sur le poteau », comme disent les turfistes, par M. GUGGENHEIM, 22, rue de Thorigny à Paris, qui, avec ses 62 objets différents, gagne les 15.000 francs de récompense. Mlle Claire MARC, 5, rue Duguay-Trouin (61 objets), M. AYEM, 7, rue du Coq-Héron (55 objets), et Mlle Christine MONNIER, dix ans, 71 bis, boulevard Barbès (53 objets), recevront chacun un prix de consolation de 5.000 francs.

Nous avons été obligés d'éliminer des concurrents bien placés parce qu'ils n'avaient pas respecté la règle du jeu ou avaient omis de préciser le prix de chaque article (ce qui rendait toute vérification impossible). Ainsi ce concurrent qui nous avait envoyé une épaisse enveloppe de timbres usagés différents. Ainsi cet autre qui, ayant acheté cent coins en aluminium pour 17 francs, précisait dans sa liste « un coin en aluminium : 17 centimes ». Quel commerçant accepterait de vendre « un » coin en aluminium ? Ainsi encore, nous n'avons pu accepter « un sourire d'enfant de chœur » acheté pour un franc par M. Cerf dans une église du Calvados. Un sourire ne peut vraiment être considéré comme un objet. Ainsi nous n'avons pu retenir l'envoi de J.-L. Lévy, de Château-Thierry, qui, ayant mal compris le jeu, nous a fait parvenir une liste de 150 objets de 100 francs chacun. Ainsi, enfin, nous avons été obligés d'éliminer un concurrent de province qui nous avait donné des prix un peu... fantaisistes.

Le gagnant d'aujourd'hui (ainsi que l'un de ceux qui obtiennent un prix de consolation) nous a fait parvenir des factures pour chaque achat. (Même un grand magasin, ainsi qu'on le voit, peut faire une fiche de débit de un franc.) Aussi sa victoire est-elle indiscutable. Sa patience et son flair sont admirables, il a fait le tour de tous les grands magasins pour réunir ses 62 articles. Une bille, un caramel, un timbre, une rondelle de feutre pour T.S.F., un crochet d'aluminium, un écrou carré, un bouton de chemise, une craie, un chiffre pour étalage, une bague pour oiseau, un jeton de jeu de dames, une plume à dessin, un plomb de pêche font partie de son « inventaire ». Prévert est largement battu.

(Intercontinental)

LE SAUVETAGE DE CLAUDIO GORDI
La vie des autres

MONTAGNE

Des morts en puissance

● ***Des guides risquent à nouveau leur vie pour sauver quatre hommes en détresse. Tiendra-t-on compte un jour de leurs propositions ?***

POUR sauver le jeune Italien Claudio Gordi, l'un des quatre alpinistes en perdition le long de la falaise de l'Eiger, dans le massif de la Jungfrau, le guide allemand Alfred Graminger a dû accomplir un exploit étonnant. Suspendu à un câble, il lui a fallu « descendre » les 350 mètres qui le séparaient de Gordi avant de réussir à prendre ce dernier sur ses épaules. Le câble qui menaçait de céder rendit la remontée particulièrement dramatique.

La fréquence des accidents de montagne et les pourcentages de réussite enregistrés par les sauveteurs font que de tels exploits n'étonnent plus. On ne s'étonne pas davantage des statistiques faisant état des accidents mortels survenus à des guides alors qu'ils portaient secours à des alpinistes inexpérimentés. On n'est pas loin de considérer que ces accidents font tout naturellement partie de l'existence d'un guide. C'est oublier un peu vite qu'aucune raison, sinon d'ordre moral, n'oblige un guide à risquer sa vie pour sauver celle d'un imprudent.

L'interdiction rapportée

L'imprudence, dans le cas de la tragédie de l'Eiger, est évidente. Quand le propriétaire de l'hôtel de la « Petite Scheidegg », observant la montagne à la jumelle, découvrit, le premier, quatre alpinistes, on commença par constater que personne dans la région ne savait que cette escalade, réservée aux grandes vedettes de la haute montagne, avait été tentée. Il était pourtant notoire qu'en 1938 l'Eiger avait déjà fait 15 victimes. Ces victimes s'ajoutant à d'autres, le gouvernement bernois avait interdit cette périlleuse ascension. Par la suite, on rapporta cette mesure. Ce qui permit à quatre Allemands de réaliser l'ascension de la paroi nord de l'Eiger en 1939 ; ce qui permit à une cordée française, dirigée par Rebuffat, de réussir à son tour l'escalade il y a quatre ans ; ce qui permit enfin aux quatre héros de la dernière tragédie de tenter eux aussi l'aventure.

Le temps était si beau, ce dimanche là, que personne ne se soucia du départ des alpinistes. Les montagnards de Grindelwald, seuls, s'étonnèrent de leur lente progression. En fait, au bout d'une journée d'escalade, ils n'avaient pas effectué le tiers du chemin qu'aurait parcouru un guide de force moyenne. Mais, le temps se maintenant au beau, on ne prit même pas en considération la réflexion de Lionel Terray — le héros de l'Annapurna — qui déclara, après avoir observé le lent cheminement des quatre hommes, qu'il y avait dans cette cordée « des morts en puissance ».

Le temps ne se gâta que le jour qui suivit le départ. Les quatre hommes auraient pu encore renoncer à l'ascension. Mais ils n'y renoncèrent pas. Le mardi, tout se passa encore assez bien. Ce ne fut que le mercredi que le drame éclata. Les quatre hommes ne progressaient plus que mètre par mètre. Le soir, leurs signaux lumineux constituèrent le premier appel de détresse... Ils venaient de réaliser qu'ils ne pourraient bientôt plus s'élever et qu'ils ne pouvaient plus redescendre. Ils ne pouvaient plus qu'attendre qu'on vînt les chercher.

Une fois de plus, dans la vallée, on parla des traversées du Sahara : ceux qui les tentent doivent remplir un certain nombre de formalités, composer un plan de route et verser une caution préalable. Une fois de plus, on regretta que pour une dangereuse ascension en montagne rien de tel ne fût exigé.

Il y a si peu de formalités que, lorsque la tragédie de l'Eiger se produisit, on s'aperçut qu'on ignorait l'identité des alpinistes en détresse.

Trois d'entre eux y ont laissé leur vie. Ils étaient libres d'en disposer. A ce jeu, il convient seulement de ne pas risquer la vie des autres...

SANTÉ

Pèlerinage aux sources

● ***Les cures thermales peuvent être plus efficaces que les antibiotiques. Elles séduisent encore un million de Français chaque année.***

QUE de vieux messieurs, gros mangeurs, diabétiques, ou des dames au foie « sensible » aillent faire leur cure à Vichy, qu'Aix-les-Bains ou Dax reçoivent chaque année leur plein contingent de rhumatisants, cela n'a rien d'étonnant. C'est une vieille habitude. Ce qui surprend davantage, c'est que le succès des villes d'eaux ne se dément pas.

A première vue, la contradiction est absolue entre la médecine actuelle et les cures thermales. Disposant de la cortisone, des antibiotiques, des vaccinations, forte des découvertes récentes en chirurgie vasculaire, maîtresse d'un arsenal thérapeutique puissant, de moyens d'investigation précis et complexes, la médecine a →

BONS DU TRÉSOR

vous qui avez des disponibilités

et désirez effectuer un placement commode et avantageux

VOUS AVEZ LE CHOIX :

BONS A 1 ET 2 ANS
UN RENDEMENT IMPORTANT

BONS A INTERET PROGRESSIF
UNE PARFAITE LIQUIDITE

pratiquement liquidé les grandes épidémies et la plupart des maladies microbiennes. Elle est capable de maîtriser un nombre toujours croissant de maladies et devrait pouvoir mépriser un moyen de traitement aussi désuet et « dépassé » que les cures thermales.

Celles-ci, en effet, représentent une des thérapeutiques les plus anciennes qui se soient maintenues jusqu'à nos jours. De l'antiquité au XIX[e] siècle (qui fut leur grand siècle) on n'a jamais cessé d'y croire. Le christianisme naissant, pourtant, réprouva les pratiques balnéaires qui étaient alors imprégnées de paganisme. Mais rapidement certains ordres (Célestins par exemple) les reprirent à leur compte, et plus tard des épouses de souverain donnèrent leur nom à certaines stations (Amélie, Eugénie).

Le rite

Les cures ont toujours été associées à une croyance quasi religieuse en leur pouvoir. Elles ont toujours été pratiquées avec un rituel précis. Aujourd'hui encore, il suffit de voir à Aix le défilé des rhumatisants courant au petit matin vers l'établissement thermal ou d'admirer avec quelle dévotion, quelle exactitude on peut boire à Vichy les petits verres d'eau soigneusement dosés.

Cette dévotion peut surprendre chez les malades qui rechigneraient devant la moindre injection intramusculaire et qui oublient régulièrement de prendre les médicaments prescrits par leur médecin habituel. Elle est indispensable.

Une station (Vittel) a parfaitement compris le contexte psychologique particulier de la cure. Elle en a poussé les caractéristiques jusqu'au bout et elle a organisé des « cures de détente » au cours desquelles des hommes d'affaires, des « directeurs » fatigués, sont complètement pris en charge et ramenés pendant vingt et un jours à un état de dépendance — et de sécurité — infantile. Tout est prévu, minuté, organisé, réglé : la nourriture, le sommeil, l'exercice, les distractions. Il n'y a pas, à vrai dire, de station qui ne comporte à un certain degré cet effet psychologique. Un grand nombre de malades font une cure, n'importe laquelle, pourvu que pendant 21 jours leur santé soit la préoccupation essentielle. Pendant 21 jours on se soigne et on se distrait, et on ne fait que ça.

Dans bien des cas, cette concentration en un aussi bref espace de temps d'un traitement intensif n'est pas souhaitable, mais peu de gens pourraient se permettre de rester plus de 21 jours en ville d'eaux. Dans bien des cas aussi, il est vrai, c'est le seul moyen d'obtenir un résultat. Tel malade qui a laissé son articulation s'ankyloser pendant toute l'année subira dans la même journée un massage, de la mécanothérapie, un bain et la cure de boisson.

Bien souvent la cure est le seul traitement efficace. Un asthmatique qui pourrait être condamné à un traitement continu à la cortisone peut avoir une année paisible grâce à sa cure. Un colibacillaire dont toutes les crises aiguës et répétées ont été momentanément calmées par de multiples traitements aux antibiotiques pourra ne plus les voir reparaître grâce à un séjour à La Preste. A La Preste et pas n'importe où. Au Mont-Dore, à Vittel, à Vichy, à Aix et pas n'importe où.

Un tout

C'est un fait que si les conditions de vie et les traitements accessoires ont une extrême importance, il reste que les eaux par elles-mêmes ont des vertus. La cure est un tout et il serait aussi ridicule de négliger les conditions d'application que de nier les vertus de l'eau elle-même, qu'elle soit absorbée en cure de boisson ou en traitements externes. A noter que la plupart des eaux minérales perdent leurs vertus thérapeutiques, sans qu'on sache trop pourquoi, si elles ne sont pas consommées sur place.

Quant à savoir comment ces eaux agissent, c'est plus difficile. On les classe bien selon leur plus ou moins forte minéralisation, selon leurs caractères physiques, on les groupe bien en sulfurées-sodiques, en bicarbonatées-calciques, etc., selon leurs éléments chimiques, mais cette classification ne recouvre pas exactement les indications thérapeutiques.

Là aussi il s'agit d'un tout inséparable et il faut se contenter pour chaque eau séparément d'une explication généralement très approximative et assez peu satisfaisante pour un esprit exigeant.

(A.D.P.)

LA CURE A VICHY
La pétanque supplante le golf

Chaque année, à l'époque des vacances, une immense migration transporte vers les stations thermales plus d'un million de personnes (Vichy a reçu, en 1956, 140.000 visiteurs). Fait important, la Sécurité Sociale donne sa bénédiction et par des accords passés avec certaines stations permet à 100.000 assurés de faire la cure en prenant à sa charge près d'un tiers des frais.

Le « thermalisme social » a complètement transformé l'atmosphère des villes d'eaux où la pétanque, peu à peu, tend à remplacer le golf et où les grandes kermesses populaires se substituent aux réceptions mondaines. L'âge même des curistes évolue : les vieux habitués rencontrent maintenant sur le chemin de l'établissement thermal des assurés sociaux plus jeunes, parfois accompagnés de leurs enfants (20 % des cures remboursées par la Sécurité Sociale ont pour bénéficiaires des enfants).

La médecine a appris à ne pas être trop exigeante. Il importe moins de comprendre (sans y renoncer cependant) que de guérir. Or la disparition de beaucoup de maladies aiguës la met en demeure de traiter de plus en plus des maladies chroniques ou des maladies « de tempérament » en face desquelles elle est peu ou mal armée. Force lui est donc de se contenter des agents dont elle dispose et, quand ceux-ci sont efficaces, de s'en réjouir. Les cures thermales sont de ces agents.

Dr KNOCK.

FOOTBALL

La longue saison

● ***Les rencontres de football sont trop nombreuses, les spectateurs trop rares.***

LA « saison » de football a débuté ce jeudi. Elle s'étirera cette année du 15 août 1957 au 29 juin 1958. On n'en aura jamais vu de plus longue ni de plus importante.

C'est le développement constant du championnat professionnel qui en explique la longueur. Quand on sait à quelles difficultés se heurtent les clubs professionnels français (leur déficit annuel total est de l'ordre de 300 millions), on s'étonne toujours de les voir se multiplier au lieu de s'éteindre. Mais c'est ainsi. Même ceux qu'on croyait menacés et dont on avait annoncé la disparition — Sète, Aix-en-Provence, le C.A. Paris, le Red-Star — ont réussi à trouver un peu d'argent et à repartir. Et deux nouveaux clubs, Limoges et Forbach, sont venus rejoindre la galère bien-aimée du professionnalisme.

Ainsi l'effectif professionnel français va-t-il atteindre, pour la saison 1957-1958, 40 clubs, répartis en deux divisions. La première division comportera 18 clubs et la deuxième division 22. La saison suivante, par le jeu des « descentes » et des « montées », les deux divisions seront équilibrées : 20 clubs partout.

Ce championnat pléthorique va, naturellement, poser des problèmes. D'abord, il a dû débuter le 15 août, une période où les Français aiment mieux fréquenter les plages que les stades. D'autre part, le nombre des dimanches libres étant insuffisant, des matches auront lieu en semaine et même *en nocturnes*. La plupart des stades français sont maintenant équipés de projecteurs qui permettent au jeu de se dérouler dans des conditions de régularité satisfaisantes. Les dirigeants du football français pensent que le public accueillera avec plaisir cette initiative.

« *Nous devons*, a dit l'un d'eux, *retrouver en semaine une clientèle qui, le dimanche, est attirée vers la campagne ou la mer* ».

Moins de spectateurs

Le problème des spectateurs et des recettes reste le problème majeur du football français. Le nombre total des spectateurs, qui était de 4.917.239 en 1952-1953, a singulièrement diminué : 4.904.599 en 1953-1954, 4.832.750 en 1954-1955, 4.625.572 en 1955-1956. La saison dernière (1956-1957), il est, toutefois, resté à peu près stationnaire (4 millions 635.420).

Contrairement à ce qu'espèrent les dirigeants, l'augmentation des clubs ne va pas entraîner automatiquement une augmentation des recettes. Un championnat trop long, trop dilué, risque de lasser le public. Lorsque quinze joueurs parisiens se déplacent à Sète, par exemple, pour jouer devant huit cents spectateurs, le résultat ne peut pas être bon. Multipliez par dix de pareilles expériences et vous courez à la catastrophe.

Mais les clubs n'acceptent pas ce raisonnement pourtant logique. Et l'on se prépare un peu partout à la compétition avec une confiance fébrile. C'est le moment où la plupart des présidents de club s'imaginent qu'ils vont être champion de France.

Pour attirer un nouveau public, beaucoup de dirigeants ont cru bon de renouveler leur équipe. On a beaucoup parlé de transferts et de millions pendant les mois d'été. Piantoni est allé de Nancy à Reims pour 30 millions environ, Glovacki et Hidalgo de Reims à Monaco pour 20 millions, Dereuddre de Toulouse à Lens pour 20 millions, Muller et Wendling de Strasbourg à Toulouse pour 20 millions, etc.

Ces chiffres ne doivent pas nous surprendre. Ce qu'un club dépense en « achetant » un joueur, il le récupère en en « vendant » un autre. L'importation des joueurs étrangers étant interdite en France, cette circulation a lieu en circuit fermé. Et comme les joueurs touchent un pourcentage très faible sur le montant de leur « transfert », le capital-or du football français reste à peu près égal à lui-même.

Si cette saison de football n'est pas seulement longue, mais importante, c'est qu'elle s'achève par les championnats du monde — qui sont au football ce que les Jeux Olympiques sont à l'athlétisme. Ces championnats mondiaux se déroulent tous les quatre ans. Ils furent gagnés en 1950 par l'Uruguay et en 1954 par l'Allemagne. En 1958, ils auront lieu en Suède. Et le 29 juin est justement la date de leur grande finale.

La France, qui n'a jamais brillé en Coupe du Monde, va disposer cette fois d'atouts incontestables.

L'équipe tricolore devrait d'abord se qualifier en confirmant, en octobre, devant la Belgique, le succès écrasant (6-3) qu'elle a déjà obtenu. Il semble d'autre part que notre équipe nationale n'ait jamais atteint la maturité, l'équilibre et l'efficacité qui la caractérisent actuellement.

GANTS TETINES OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

— *En voyage avec Pierre GASCAR* —

LES ŒILLETS D'INDE

PIERRE GASCAR

Pierre Gascar, au cours d'un voyage de quatre mois en Asie (Indes, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Philippines) et en Afrique (Soudan, Somalies, Éthiopie), sous le patronage de l'Organisation mondiale de la Santé, a pu étudier ce que la misère fait des hommes. Nous publions ici le dernier des quatre récits qu'il a écrits pour « L'Express » au retour de son voyage (1).

Prisonnier en Allemagne de 1940 à 1945, Pierre Gascar a assuré la critique littéraire de France-soir *(sous son vrai nom : Pierre Fournier) jusqu'en 1953, date à laquelle il reçut le Goncourt pour ses deux livres :* Les Bêtes *et* Le Temps des Morts. *Il a écrit, depuis :* Les Femmes, La Graine, L'Herbe des Rues *et un récit de voyage :* Chine ouverte.

JE ne savais toujours pas si l'on pouvait embrasser les petites filles indiennes. Depuis que j'étais en Asie, je vivais parmi les peuples ignorant le baiser. C'était bien une autre frontière. Je devais avoir recours à des gestes protecteurs, avec les enfants : flatter de la main une joue, caresser des cheveux... Ici encore.

Je m'étais courbé pour recevoir le collier d'œillets d'Inde. Deux colliers, en fait. Derrière la petite fille, une autre m'attendait, tenant une guirlande semblable à la première, faite de fleurs si serrées que j'en sentis le poids quand je me redressai.

Je n'aimais pas beaucoup l'odeur de ces œillets orange : c'est la Toussaint éternelle de l'Inde. On les jette dans l'eau du Gange avec les cendres des morts. Contre mon cou, les fleurs gardaient une fraîcheur insolite dans la chaleur de l'après-midi. Presque froides. Encombrantes aussi. Olga Matieva se mit à rire, en me voyant ainsi paré. Elle aussi, elle portait, autour du cou, deux guirlandes d'œillets. Je souris, à mon tour. Elle n'était pas faite pour cela.

C'était une forte femme aux yeux clairs, à la peau rose. La vie soviétique et l'exercice de la médecine lui avaient donné une assurance masculine qui ne la désignait pas pour les colliers de fleurs. Il n'y avait pas que la vie soviétique et la médecine. Pour des raisons que je commençais à percevoir, Olga Matieva se défendait contre les fleurs. Elle se serait défendue aussi contre les baisers si les enfants indiens avaient su embrasser. Mais ils n'embrassaient pas et nous regardaient avec une timidité rieuse.

Tous ceux qui vivaient dans ce quartier de Rajkot étaient réunis, pour nous accueillir, sur le seuil et à l'intérieur du dispensaire.

— Allons, dit Olga Matieva, dans son anglais roucoulant mais énergique, la visite d'abord, puis le lait.

Elle fendit la foule des enfants, entra dans le dispensaire. Des infirmières en sari blanc s'empressèrent autour d'elle et la suivirent dans la petite pièce qui servait de salle de consultation. Des mères portant des nouveau-nés attendaient déjà près de la porte. La première entra. Je vis qu'Olga Matieva s'était débarrassée de ses colliers de fleurs. Non, elle n'était vraiment pas faite pour en porter.

UN an plus tôt, le ministère de la Santé soviétique l'avait proposée à l'Organisation mondiale de la Santé pour qu'elle dirigeât, en compagnie d'un médecin indien, un projet de santé maternelle et infantile dans le Sarouchtra. C'est une province de l'Inde différente des autres : des horizons plus blonds encore, une grande forêt où vivent les seuls lions d'Asie. On les protégeait. Gandhi, l'apôtre de la non-violence, était né dans une ville au seuil de la forêt. Cela n'empêchait pas que des troupes nombreuses fussent stationnées dans le Sarouchtra : la frontière du Pakistan occidental est proche. Pour le reste, le Sarouchtra, c'était bien l'Inde : trop d'enfants y mouraient.

Aussi, on dépêchait de Moscou, *via* Genève, Olga Matieva. Elle était un peu plus brusque que d'ordinaire. Son mari venait de mourir. Vingt ans de vie heureuse malgré certains hivers de l'expérience soviétique, malgré la guerre et ses hôpitaux militaires pleins d'hommes au linge noir de sang. Alors, les fleurs... Ça entretiendrait plutôt le deuil. Parlez-moi du travail. Le travail jusqu'à n'en plus pouvoir. Quelque chose comme un grand travail joyeux.

Mais, à première vue, la joie n'était pas si facile à trouver, dans le Sarouchtra. La vie dure : pas d'industrie, ou si peu, quelques cultures de blé, de dal et de millet. Presque pas d'élevage. Le lait coûtait une demi-roupie le litre : la moitié du salaire quotidien d'un homme. Chaque jour, très exactement, une femme se suicidait en mettant le feu à son sari qu'elle avait arrosé d'essence ou en se jetant dans un puits. Elle n'avait plus la force de continuer d'avoir faim, plus la force qu'il faut pour supporter que des enfants aient faim... Et, sur tout cela, il fallait qu'Olga Matieva s'inventât une joie.

Elle avait l'habitude. Cinq ans en 1917. On lui avait appris à rendre la joie docile. Le contraire de la joie aussi : son père était alors procureur du gouvernement bolchévique à Omsk... Dès son arrivée dans le Sarouchtra, Olga Matieva avait décidé que tout se passerait en musique.

A Bhanvad, à Verad, dans toutes les villes et les villages de la province, elle avait organisé des meetings, avec un phonographe, pour l'entrée en matière, puis des discours sur l'hygiène, sur le devoir des mères. Avec l'aide des pouvoirs publics indiens, des centres de santé maternelle et infantile avaient été ouverts, des sous-centres aussi où une infirmière et une sage-femme donnaient des soins et où un médecin passait une fois par semaine. Maintenant, presque partout, la moitié des enfants au moins étaient, comme on dit, sous contrôle. La mortalité diminuait. La joie allait toute seule, déjà. On n'avait même plus besoin de musique.

— Passons à côté, me dit Olga Matieva en remettant ses colliers de fleurs.

DANS la pièce voisine, on venait de distribuer du lait aux enfants. Assis les uns contre les autres sur le sol, ils buvaient dans de grands gobelets de fer-blanc avec un ensemble qui ne devait rien au commandement des nurses et à leur souci de l'image : les enfants indiens avaient soif de lait.

Celui-ci était américain. Il était fourni, en poudre, par l'intermédiaire de l'U.N.I.C.E.F. Dans les pays sous-développés, le lait en poudre est la forme la plus généralisée de la présence américaine. Pouvait-elle trouver un meilleur symbole d'innocence et de pureté ? La distribution de lait en poudre constitue, de plus, une double assistance. Les fermiers américains à qui le gouvernement des Etats-Unis juge politique de racheter les excédents de production en bénéficient et, en même temps qu'eux, les peuples pauvres.

Sans doute, de ce côté-ci, le profit est-il moins constant et, pour tout dire, moins réel. Au mieux, chaque enfant parviendrait à recevoir un verre de lait par semaine. Et qui saura doser la poudre, la délayer ? Ici et là, de vagues chefs de village distribuent de la poudre de lait à des mères aussi ignorantes qu'eux. Elles n'y ajoutent pas assez d'eau, en font une sorte de pâte. Une gastro-entérite emporte, en quelques jours, leur nouveau-né déjà affaibli. Comme la charité est donc difficile !

L'argent que tout ce lait en poudre représente, on pourrait sans doute le donner aux gouvernements des pays pauvres pour qu'ils développent leur cheptel et créent des laiteries. Mais alors, les fermiers américains, dans cette histoire ?

Ces fermiers, comme ils auraient été heureux, en ce moment, s'ils avaient été là ! Comme ils se seraient sentis intérieurement éclairés par cette lumière que procure l'exercice des fortes vertus dans un monde où, hors de leur pays, la vertu se cherche sans fin et meurt de se chercher.

A mes pieds, un petit enfant indien aux cheveux noirs encore très courts gardait la moitié de son visage dans le large gobelet de métal qu'il tenait à deux mains. Ses yeux étaient baissés comme s'il regardait à l'intérieur du récipient mais, peut-être, étaient-ils simplement fermés pour faciliter le recueillement. Avec une régularité fascinante, une goutte de lait descendait le long du menton de l'enfant et venait tomber, plus bas, sur une cuisse nue.

Je montrai l'enfant à Olga Matieva, à sa collaboratrice indienne et aux infirmières qui se trouvaient près de nous. Elles se mirent à rire. Tous les autres enfants, en les entendant rire, abaissèrent leurs gobelets. La moitié du lait bue, on pouvait un peu se détendre, respirer et se reposer du plaisir. Seul, le petit garçon continuait de boire et demeura indifférent, avec son menton mouillé de lait, lorsque, sans trop savoir pourquoi, tous les autres enfants se mirent à rire, à leur tour.

Oui, Olga Matieva avait emporté la partie, dans le Sarouchtra. La joie était là, maintenant. Pourquoi aurait-on exigé, par surcroît, qu'Olga Matieva s'attendrît ? Si elle avait cédé à l'attendrissement, elle n'aurait peut-être plus eu de force pour la joie. Dans son pays non plus, la vertu ne se cherchait pas. Une fois pour toutes, la vertu et la joie étaient acquises.

....

NOUS étions sortis du dispensaire au plus fort du rire des enfants. Certains nous avaient accompagnés et se pressaient autour de nous. Une délégation de responsables du village nous attendait devant la porte. Des balayeurs.

Le quartier était réservé à cette classe de serviteurs, une classe inférieure, en Inde où l'état domestique est fondé sur une hiérarchie rigide avec, à son sommet, de vrais dignités enturbannées de blanc. Les balayeurs de Rajkot venaient nous dire qu'ils étaient contents. Contents de tout ? Non, certes. On souffrait encore. Ils étaient contents du dispensaire, contents que leurs enfants ne mourussent plus ou mourussent moins.

Alors, on riait, comme d'un bon tour joué au malheur. Le malheur en connaissait d'autres mais, enfin, on venait de marquer un point. Certains de ces hommes ressemblaient à des cantonniers de France. Ils riaient comme eux. Bientôt aussi, on mangerait à sa faim. Nehru étendait sa campagne d'aménagement des collectivités, on commençait à rationaliser l'agriculture, à assainir les villages. On était libre et l'Inde était maintenant une nation... On continua ainsi de parler et de rire jusqu'au moment où, autour de nous, la foule s'ouvrit lentement.

Pourquoi cette femme n'avait-elle pas pris un autre chemin ? La place était large, devant le dispensaire. L'espoir du lait ? Mais il venait bien tard. Tous les espoirs, pour elle, d'ailleurs, venaient bien tard.

ELLE poussait une haute bicyclette noire qu'elle soutenait par la selle et par le guidon. Une grande bicyclette d'homme sur laquelle deux enfants, un garçon et une fille, étaient assis à califourchon. Neuf et dix ans, peut-être. Ils se tenaient très droits, crispés sur l'équilibre, leurs visages pensifs dans le sommeil vivant des aveugles.

— Ils ne voient pas, me dit, à voix basse, une infirmière indienne, la sous-alimentation, l'avitaminose, vous savez. Et maintenant, il est trop tard.

Autour de la bicyclette si noire, si grande, si lente dans le soleil, les enfants continuaient de crier et de rire. A croire que, dans ce pays de la faim, le lait enivrait les enfants. Les visages des deux petits aveugles se crispèrent. Le tumulte devait les effrayer. Ils se mirent à pleurer comme tous les enfants du monde pleurent, avec de vraies larmes et tous les hoquets des malheurs de l'enfance dans des poitrines trop petites pour eux.

— L'absence de vitamine « A », surtout, me dit Olga Matieva. Vous comprenez, la rétine...

En voyant que les deux petits aveugles pleuraient, les autres enfants s'étaient mis à faire plus de bruit encore. Ils ne comprenaient pas qu'on pleurât aujourd'hui, ce n'était pas le jour, et l'étonnement les faisait rire plus fort, tandis qu'ils refermaient leur cercle autour de la bicyclette.

La mère tentait de consoler ses deux petits aveugles, de les rassurer. Personne, ici, ne leur voulait de mal. On distribuait du lait. En plein soleil, à Rajkot, je découvrais que le lait peut être noir...

LES hommes de Rajkot étaient silencieux maintenant. Nous aussi. Ils avaient honte, sans doute, d'être aussi malheureux. Nous, nous avions honte, sans doute, qu'ils le fussent autant. Mais il n'est jamais rien sorti de ce muet dialogue. Les deux enfants pleuraient toujours. Leur mère parvint enfin à continuer sa route, à gagner le silence, là-bas, de l'autre côté de la place, dans la poussière dorée de l'après-midi. Nous regardâmes la bicyclette s'éloigner.

— Il est temps de repartir, me dit Olga Matieva.

Nous remontâmes dans la voiture. La fête était finie. Le soleil déclinait. Les enfants étaient déjà moins excités : la faim allait revenir. Nous agitâmes longtemps nos mains par les portières.

Lorsque nous eûmes roulé pendant quelques minutes, Olga Matieva se débarrassa de ses colliers de fleurs et les jeta au fond de la voiture. Je l'imitai. Olga Matieva s'était remise à parler de son travail avec ardeur et enthousiasme. Je l'écoutais avec ennui. J'avais un peu mal à la tête... L'odeur des œillets d'Inde, sans doute.

(*Copyright Dalmas-« L'Express ».*)

(1) Cf. « L'Express » nos 317, 318 et 320.

THÉATRE

● *Dans une petite ville farcie de foie gras, Adamov, Beckett et Ionesco deviennent les prêtres d'une nouvelle religion.*

Un savant festival

(De notre envoyé spécial Robert Kanters)

AU moment où Paris n'offre plus à ses visiteurs que les charmes du strip-tease, où les Parisiens dispersés ne retrouvent au hasard des casinos et des théâtres municipaux que les succès éculés du Palais-Royal et de ses dépendances, c'est une petite ville du Périgord qui revendique le titre de capitale du théâtre français: non point à peu de frais, mais en accueillant cette année, pour le VI[e] Festival de Sarlat, Shakespeare, Molière et Lorca, et en abritant même un Institut Collégial d'Etudes Françaises et Européennes qui, sous la direction de M. Gilbert Gadoffre, agitait les problèmes du théâtre sous prétexte de les servir.

On y discutait fort savamment entre Français, Allemands, Anglais et Espagnols des problèmes de l'avant-garde, c'est-à-dire qu'on tenait les premières assises européennes de cette nouvelle religion dont Adamov, Beckett et Ionesco sont la Trimourti (1) ; M. Gadoffre en étant le théologien de bonne volonté, Mme Dominique Arban, la Mère douloureuse. Il se trouva un comédien pour demander, avec la naïveté philosophique de Hamlet qu'il avait joué, paraît-il, fort bien la veille : avant-garde de quoi ? Et qui nous conduit où ? Mais M. Gadoffre n'eut pas de peine, à la faveur de l'épais brouillard de mots savants et d'idées confuses qui flotte d'habitude sur les colloques d'intellectuels, à rassembler son avant-garde en rang par trois et à l'emmener dîner.

Une jeune veuve

Dehors, il faisait merveilleusement beau, dans une petite ville toute farcie d'admirables vieilles maisons, toute pénétrée d'une civilisation dont la cuisine du foie gras et de la truffe n'est pas le moindre témoignage, et qui se donnait de tout cœur à la fête théâtrale. Je n'ai pas pu voir *Hamlet* dont on m'a dit grand bien. La tentative pour acclimater Lorca en Périgord n'a pas été entièrement réussie. On jouait *Mariana Pineda*, une « romance populaire en trois estampes » qui date de la jeunesse du poète. C'est l'histoire, volontairement schématique, d'une jeune veuve qui vers 1830 broda la devise de la franc-maçonnerie sur un étendard, fit l'édification des religieuses du couvent où on l'enferma et mourut étranglée ou pendue en place publique, victime de l'obscurantisme catholique. Lorca a réchauffé cette histoire comme il a pu, par une double et naïve affaire d'amour, par les éclats de la poésie presque populaire qui était la sienne. Mais les comédiens n'y ont pas été sensibles. Lorca parle d'estampes, ils sont restés des gravures sur bois, des récitants raides et maladroits que la mise en scène gênait comme un vêtement trop neuf. Espérons que tout cela s'arrangera quand la pièce sera reprise l'hiver prochain à Paris.

Un mari confondu

Mais il y a eu, joyau de ce festival, la représentation de *George Dandin*. Le décor naturel de Sarlat, c'est une sorte de carrefour, un coin de ville avec ses façades de bonnes et belles vieilles maisons. Molière est chez lui dans cette solide élégance bourgeoise et surtout George Dandin, le mari confondu, le pauvre homme qui a eu la prétention et la bêtise de s'allier à Angélique de Sotenville. L'animateur du festival, M. Maurice Jacquemont, a admirablement utilisé le décor qui lui était fourni, à deux pas de la cathédrale dont nous sentions la présence dans notre dos, sous une nuit très douce. Mme Tania Balachova, caricature pleine d'humour de Mme de Sotenville, arrivait par le fond, de très loin (de chez Gogol, disait un malicieux). M. Pierre Pernel, excellent valet ahuri, gambadait comme chez lui, et Mme Danièle Condamin jouait le rôle de l'épouse coupable avec un mélange de gaieté, de mépris et de froide cruauté qui faisait passer le frisson.

Enfin, M. Maurice Jacquemont lui-même était un merveilleux George Dandin. Il a trouvé l'équilibre du rôle qui est difficile, entre la farce et la tragédie ; il a rendu sympathique sans grandiloquence ce brave homme qui, par honnêteté, veut mettre son malheur conjugal en pleine lumière, et que sa malchance plus encore que sa balourdise confond toujours.

La comédie-ballet est agrémentée de divertissements plus poétiques que réalistes, que les costumes de Bazaine, la chorégraphie de Deryk Mendel rendaient charmants. Ainsi, prenant George Dandin au mot lorsqu'il parle d'aller se jeter à l'eau, on le voyait enchaîné par les danseurs au sein des flots, conduit dans les bras d'une rivière aux gestes apaisants. Belle fin d'une belle soirée, et entre la Vézère et la Dordogne, fin consolante d'une comédie qui se jouait peut-être déjà entre l'homme et la femme quand, à deux pas de là, on travaillait à embellir les grottes de Lascaux.

R. K.

(1) Trinité hindoue.

ARMENONVILLE
Bois de Boulogne
TOUS LES JOURS
DEJEUNERS
DINERS-DANSANTS
SOUPERS apr. le spect. jusq. 2 h. mat.
DIMANCHE THE DANSANT
avec les ORCHESTRES de Joë BARTEL et François VERMEILLE
BAR SAB. [illegible]

JOAN COLLINS
Une parfaite décence

(Tw. Century Fox)

MUSIQUE

● *A Darmstadt, les interprètes de la musique contemporaine choisissent la liberté d'exécution.*

Au Livre d'Or

(De notre envoyé spécial Antoine Goléa)

PARLANT ici du concours Long-Thibaud (voir « L'Express » du 12 juillet) nous souhaitions l'institution d'un concours d'interprètes consacré uniquement à la musique du XX[e] siècle. Ce concours existe depuis 1952, en Allemagne, à Darmstadt.

Pianistes et violonistes s'affrontaient cette année avec un morceau obligatoire, les *Variations opus* 27 de Webern pour le piano, la *Fantaisie opus* 47 de Schoenberg pour le violon. Chaque concurrent devait, en outre, jouer un morceau de son choix, du XX[e] siècle, bien entendu.

Parmi les compositeurs choisis par les huit finalistes du concours, on trouve : Bartok (trois fois) et Scriabine, Schoenberg, Webern, Hindemith, Messiaen.

Trois prix furent décernés dans chaque catégorie, à des lauréats dignes des plus célèbres virtuoses traditionnels : ce sont Jerome Lowenthal (Etats-Unis), Karl Otto Plum et Helga Thieme (Allemagne), pour le piano, Daphne Godson (Grande-Bretagne), Agustin Leon Ara (Espagne) et Leon Spierer (Argentine) pour le violon.

Il est désormais prouvé qu'il est possible d' « interpréter » la musique contemporaine la plus ardue d'une façon aussi diverse et personnelle que la musique romantique. On entend dire qu'une certaine musique contemporaine est mathématique, abstraite, d'une terrible « monotonie » et qu'il faut se contenter de l'exécuter froidement, scientifiquement, en suivant strictement les indications détaillées des compositeurs. Or, les trois finalistes du piano donnèrent trois interprétations très différentes des variations de Webern ; et ces différences furent encore plus nettes pour les violonistes, dans la fantaisie de Schoenberg. Presque tous donnèrent l'impression de ressentir ces œuvres aussi intensément et aussi individuellement qu'une page de Schumann ou de Brahms.

Une nouvelle forme d'improvisation

La spontanéité, la totale liberté intérieure et technique de leur jeu fut particulièrement frappante au cours du dernier concert des assises de Darmstadt, où Paul Jacobs joua en première audition la *Pièce pour piano XI* de Karlheinz Stockhausen. Cette pièce est composée de plusieurs séquences musicales inscrites sur la partition indépendamment les unes des autres, de façon qu'elles puissent être enchaînées par l'interprète au gré de son inspiration. Le soir de la première audition, Jacobs joua la pièce deux fois, admirablement et de façon entièrement différente ; un rapide calcul permet d'établir qu'environ cinq cents interprétations diverses du morceau sont possibles. Il y a là, malgré une structure musicale très rigoureuse, élaborée par le compositeur, une nouvelle voie de fantaisie et d'improvisation offert aux interprètes contemporains qui établit une collaboration entièrement inédite, plus intime qu'elle ne le fut jamais dans le passé, entre les créateurs et les exécutants.

A. G.

CINÉMA

● *« Back Street » suédois. Une demoiselle en se balançant émeut les cœurs et les sens.*

La fille sur la balançoire

«V*OILA la fille qui a fait tuer un homme et en a envoyé un autre à l'asile* », annonce le patron du « beuglant » d'Atlantic-City, en présentant cette « *fille sur la balançoire* » (1) à la fin du film envoûtant de Richard Fleisher.

Envoûtante, en effet, cette fille au regard à la fois insolent et ingénu, cet ange du péché dont l'histoire est racontée avec autant de précision dans les caractères que d'équivoque dans la sensualité.

C'est l'histoire vraie d'une affaire qui fit grand bruit au début du siècle. Une femme très belle, un homme très riche, un autre très en vue en étaient, comme maintenant, les acteurs. Elle, Evelyne (Joan Collins), plus pulpeuse que le fruit défendu, a timidement débuté en posant pour les couvertures de « Collier's ». Son aventure serait banale si le quinquagénaire distingué qui la séduit n'était justement si séduisant. C'est White (Ray Milland), l'homme marié traditionnel : « *Je ne quitterai jamais ma femme, mais je ne peux pas vivre sans vous.* »

Dès leur première rencontre, au pied d'une allégorique balançoire de velours rouge, dans ce baroque décor surchargé de tentures, leurs cœurs et leurs corps s'aimantent.

La sage petite Vénus, à son tour envoûtée, ne tarde pas à se balancer, dans une scène d'une décence parfaite, plus troublante que tout ce qui peut se montrer à Pigalle ou dans les films de Vadim. Une passion croissante les lie obscurément. Croit aussi la jalousie de Thaw (Farley Granger), cet odieux play-boy, cet enfant gâté toujours accompagné de larbins-bouffons, qui casse tout ce qui ne lui cède pas.

Personnages si justement décrits qu'aucun de leurs gestes n'est fortuit.

Victime et démon

Quand White renoncera par scrupule à gâcher la vie d'Evelyne, sa détresse excusera sa lâcheté. Quand Thaw, enfin marié avec Evelyne, s'apercevra qu'elle a été la maîtresse de White, on sentira qu'il est frustré d'une manière inguérissable. Thaw tuera White et sera condamné. Et Evelyne, Eve, la femme, accomplira son destin. Victime et démon, elle se balancera dans un caf' conc', attirant sans joie les désirs des hommes.

Film touffu, très narratif, mais aussi

(1) Film américain en cinémascope de Richard Fleisher, avec Joan Collins, Ray Milland, Farley Granger (Ermitage, Vedettes, Images).

Cabarets Dancings
CLUB CH. ELYSÉES Réouverture 30 août
LE REVE Dancing du Rex - Air conditionné 2 GRANDS ORCHESTRES
ROYAL LIEU, DANCING 2, rue des Italiens
Restaurants
LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-63 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE "C'EST MAGNIFIQUE !"

FRANCINE WEISWEILLER, PICASSO, JEAN COCTEAU
Journal intime
(Intercontinental)

très suggestif. Fleisher dépeint aussi bien une atmosphère, celle des joyeux viveurs et des restaurants surannés, qu'une intimité réduisant les dimensions du cinémascope à celles d'une alcôve. Il sait dessiner les caractères ambigus de ce jaloux sadique, de cet amoureux obsédé, qu'il fait vivre en profondeur. Enfin, une sensualité inquiétante se dégage constamment de tout ce film aussi émouvant et sentimental que *Back Street*, aussi évocateur et trouble que les meilleurs films suédois.

DANSE

● ***A Aix-les-Bains, un chorégraphe a n g lais crée un ballet philosophique sur la musique d'O. Messiaen. C'est une réussite.***

Epithalame

(*De notre envoyé spécial.*)

AU concours des jeunes chorégraphes, institué pour la première fois dans le cadre du Festival International de la danse d'Aix-les-Bains, le premier prix a été obtenu par une œuvre du plus grand intérêt : *Epithalame* de Deryk Mendel.

De nationalité anglaise, Mendel est Parisien depuis les beaux jours des Ballets des Champs-Elysées. Connu comme un danseur d'une grande finesse expressive, il s'est révélé tout dernièrement comme un mime-créateur de premier plan, dans *l'Acte sans paroles* de Samuel Beckett, au Studio des Champs-Elysées. *Epithalame* le classe parmi les premiers chorégraphes de notre temps.

Œuvre philosophique et morale, *Epithalame* décrit l'ascension progressive d'un jeune couple vers l'ultime perfection de l'amour qui coïncide avec son entrée dans l'éternité. Dans le programme, cette citation de Synesius : « *...ils prenaient plaisir à parler par paraboles, figures et analogies qui ne pouvaient être comprises que de ceux qui étaient discrets, religieux et éclairés* ».

Cette citation définit le style chorégraphique même de Mendel, d'une grande subtilité jusque dans les élans les plus chaleureux. Mendel emploie dans ce ballet une écriture chorégraphique « libre », non tributaire des canons de la danse classique ; mais son choix des pas et des enchaînements est d'une telle rigueur que son œuvre peut être classée à côté des plus pures réalisations classiques.

Mendel a trouvé en Françoise et Dominique des interprètes capables d'entrer parfaitement dans son rêve; Françoise surtout, d'une radieuse beauté, a montré qu'à partir d'un certain degré de puissance expressive, les considérations d'école et de technique deviennent sans objet.

Enfin, Mendel a bâti son ballet sur les sept premiers mouvements du *Quatuor pour la fin du temps* de Messiaen et cette audace permet de croire en son avenir de créateur.

EXPOSITIONS

● ***Entre deux corridas, Picasso laisse « sortir » ses dessins intimes que le musée d'Arles expose jusqu'à la fin du mois.***

Picasso

(dessins, gouaches, aquarelles de 1898 à 1957, musée Réattu, Arles, jusqu'au 2 septembre.)

AU milieu d'une foule respectueusement anonyme, la grimace hilare de Picasso apparait à nouveau, cette semaine, dans la presse. Il assiste à une corrida. Derrière lui, une jeune femme tend le cou pour être sûre de bien figurer sur le cliché au coin duquel Jean Cocteau pose son visage comme la griffe d'un témoin, en margé d'un acte notarié.

Depuis quelques années, cette étrange photographie de famille s'est substituée, pendant la période creuse de l'information, aux apparitions du monstre du Loch Ness.

On pourrait la reprendre d'un été sur l'autre, si de nouvelles rides ne venaient, entre temps, souligner davantage l'incroyable jeunesse du vieux peintre dont l'être tout entier exprime une furieuse joie de vivre et la sarcastique satisfaction de publier cette joie devant l'objectif.

Mais l'œuvre est aussi vivante que l'homme. Le nombre des expositions, rétrospectives ou non, de Picasso ne se compte pas. Elles se succèdent à un rythme d'arme automatique, en France et à l'étranger.

Au milieu de ce raz-de-marée picassien, l'exposition organisée au musée d'Arles mérite une attention toute particulière.

Il s'agit d'œuvres pour la plupart inédites et qui vont de 1898 à 1957.

Il s'agit, surtout, de dessins. Ces derniers ont été prêtés par des collectionneurs du monde entier. Et Picasso lui-même a laissé « sortir » une trentaine d'études comme il en fait, chaque jour, pour se mettre en train et qu'il entasse, depuis plus de soixante ans, dans ses greniers.

Journal intime

Or, c'est à travers ces études dessinées que son talent apparait de la façon la plus claire et la plus décisive.

Si l'on peut dire de Buffet qu'il peint avec un crayon, c'est avec son crayon que Picasso regarde, parle, se fâche, aime, s'amuse, se vexe, comprend, mange, dort et pense.

La distinction des différentes périodes de son œuvre (rose, bleue, cubiste, déformiste, surréaliste, etc.) apparait, après l'exposition d'Arles, comme tout à fait illusoire.

En fait, Picasso n'est rien d'autre qu'une continuelle coexistence des mille et une « manières » qui furent et demeurent les siennes. Avec tout ce que cela comporte de ruptures de rythme, d'emballements, d'invention et de plagiat aussi, mais dans le sens où Paul Eluard disait que « le plagiat est la forme la plus haute de la compréhension ».

Un tableau d'un autre peintre l'a-t-il ému, le crayon de Picasso s'agite, en effet, aussitôt pour dire pourquoi. Et il traduit souvent mieux cette émotion que l'œuvre qui se proposait de la provoquer.

Fabuleuse maitrise que celle d'un homme qui peut s'exprimer comme Ingres, Goya ou tel peintre chinois en principe inimitable sans cesser pour autant d'être Picasso.

Les dessins d'Arles donnent la clef du mystère, celui d'un homme qui n'est pas seulement photogénique et habile à manier l'arme moderne de la publicité.

Les quelque cent extraits de son « journal intime » graphique, intelligemment choisis et groupés au musée Réattu, permettent de comprendre l'ampleur de son œuvre et — mieux encore — le sens général d'un art à l'évolution duquel cette œuvre contribue sans cesser de se référer à l'un ou l'autre de ses plus grands moments.

J.-F. C.

Pardonnez-moi cet épanchement

par Federico FELLINI

Federico Fellini, un des meilleurs metteurs en scène italiens actuels (Les Vitelloni, La Strada, Il Bidone), *a soumis le sujet de son dernier film,* Les Nuits de Cabiria, *à douze producteurs italiens et étrangers avant de pouvoir le tourner. On sait le triomphe que Cannes fit au film, le meilleur sans doute de Fellini.*

Que les producteurs ne puissent faire confiance à un metteur en scène dont le talent est reconnu, cela a étonné Antonio Spinosa qui, dans l'hebdomadaire Punto, *demande :*

« Un metteur en scène peut-il faire quelque chose pour ne pas être étouffé par des impératifs commerciaux, ou est-il pris comme dans des sables mouvants ? »

Fellini répond :

« LE producteur cinématographique est l'un des personnages les plus typiques du capitalisme moderne qui aliène la vie de ses subalternes. Notre profession (lorsqu'on ne conserve pas très claire l'idée de « frontière hostile » entre nous et l'homme qui se trouve derrière un immense bureau) est celle des « vies vendues ».

FEDERICO FELLINI

« Il n'est pas de mauvais films qui n'aient été faits par la faute du producteur et par affectation intellectuelle, ou de bons films qui n'aient été faits « malgré » le producteur. Les producteurs non seulement décident du sens de la production, mais aussi du sens de la mentalité et de la coutume et même de l'atmosphère psychique de populations entières qui, au moins une fois pas semaine, sent victimes des images que les écrans déploient sous leurs yeux. Je voudrais dire, en somme, que le cinéma (sur le plan commercial et uniquement de ce point de vue) est une vente de cocaïne bien organisée (vu l'argent qu'elle rapporte) mais injustement autorisée.

« J'aimerais que tous les films nuisibles, c'est-à-dire idiots, psychiquement mauvais (apporteurs d'aridité, d'altération...) soient défendus et brûlés sur la place publique, au son des tambours. Au contraire, les films à la fin desquels on se trouve enrichis, les films qui nous font « respirer » — quel que soit leur « message » — devraient faire le tour du monde et ne jamais s'arrêter, mais du courage ! Qu'on en fasse plus d'un cu deux par an !

« Quant aux metteurs en scène, il faut rechercher dans cette situaion la raison pour laquelle, eux aussi, même « les plus grands », croulent d'habitude après trois ou quatre bons films et sont repris par le conformisme banal ou par l'ostentation maniaque. Le cinéma est une petite société qui respire l'air propre ou infecte de la grande société (celle humaine et politique, pour nous entendre). Le cinéma s'adapte tragiquement à la moralité et à la coutume d'une « époque ». Néanmoins, le cinéma souvent annonce et réveille des temps nouveaux ; et alors il se débat et se dégage de cet esclavage (voir tout le néo-réalisme). Les nouveaux, les vrais metteurs en scène sont les auteurs des révolutions artistiques; les producteurs sont les auteurs des réactions antiartistiques. Nous construisons, ils démolissent. Ils démolissent out, les esprits et les corps : par eux des générations de femmes apprennent à se trémousser et les hommes à se raser les cheveux. Et ce serait encore le moindre des maux.

« Que puis-je suggérer sinon la résistance la plus acharnée, la lutte la plus féroce, à coups de poing ? Que le public fasse entendre bien haut la voix de ses goûts. Que les metteurs en scène s'allient et qu'ils montrent leurs regards pleins de colère, qu'ils hurlent, de toute leur voix, leur mépris et qu'ils ne courbent pas le dos ! »

Et Fellini termine sa lettre en écrivant : « Pardonnez-moi cet épanchement désordonné qu'un jour ou l'autre je serai forcé de renier. »

Vous voudriez quitter Paris
Sans aller aux Folies Bergère
C'est cela qui serait folie
Car c'est une revue du tonnerre !

L'ÉCRIVAIN EN VACANCES

(« Saturday Review of Literature »)

« Le sable, la mer, c'est le rêve... Et, bien entendu, encore quelques bonnes critiques... »

LE LECTEUR EN VACANCES

(« New Yorker »)

ROMANS

● *Entre la puissance du capitalisme et celle de la magie noire, la plainte d'un auteur haïtien.*

« Les Arbres Musiciens »

par Jacques Stephen Alexis, Ed. Gallimard, 392 p., 990 francs.

HAITI est une île aujourd'hui coupée en deux républiques : à l'est Saint-Domingue, à l'ouest, Port-au-Prince. La république qui a pour capitale Port-au-Prince offre cette singularité d'avoir été le premier Etat « noir » qui fit reconnaître son indépendance. En vérité, les Haïtiens sont indépendants dans la mesure où le tolère le puissant voisin de l'Amérique du Nord, les Etats-Unis, qui dirigent l'activité du pays et contrôlent son économie par l'intermédiaire de sociétés « anonymes ». C'est la condition de ce petit peuple infortuné que décrit Jacques Stephen Alexis, Haïtien lui-même.

Jacques Alexis est l'un des plus notables parmi les jeunes écrivains antillais d'expression française. Cette littérature est marquée profondément par le style des conteurs haïtiens, de ceux qu'on appelle là-bas des « tireurs de contes ». L'art de ces conteurs est fort particulier : on y découvre une influence française (la France posséda le nord de l'île de 1697 à 1809), à laquelle s'ajoute celle de la littérature orale de l'Afrique noire, représentée par les griots.

On retrouve également l'influence du culte « vaudou », secte religieuse et société secrète, inspirée, à la fois, de la symbolique africaine et d'une mythologie européenne d'origine catholique : un dieu « loa » se nomme le Damoiseau blanc, que certains assimilent à Saint Louis, roi de France.

L'action du roman de Jacques Alexis se passe pendant les années 1941-1942, lorsque les Etats-Unis entrèrent en guerre aux côtés de leurs alliés européens. Privée de ses relations naturelles avec le vieux continent, Haïti restait seule. Cette solitude fournit le prétexte d'une nouvelle intervention, pacifique, comme il se doit.

Une compagnie commerciale fut autorisée à créer des plantations d'hévéas, ce qui entraînait l'expropriation des terres des paysans. L'armée haïtienne intervint alors afin d'assurer l'exécution des ordres des nouveaux exploitants. Les paysans, ainsi trahis, se groupèrent autour des grands-prêtres de la religion « vaudou », espérant que leurs dieux, si terribles et familiers tout ensemble, organiseraient la défense des terres menacées. L'Eglise catholique, de son côté, fut chargée d'évangéliser ces nègres récalcitrants, c'est-à-dire de détruire les sanctuaires « vaudou », puis d'obtenir l'abjuration des fidèles. Bientôt, il ne resta de la religion que son support naturel, les forêts, les eaux et ces oiseaux qui, comme le « pipirite chantant », annoncent l'aurore. Le livre se termine sur ce symbole : c'est le chant des arbres musiciens qui animera demain la révolte de ce peuple qu'on dit indomptable.

Si le vocabulaire est souvent pittoresque dans tout ce que l'auteur emprunte, fort justement d'ailleurs, à la langue locale, l'écriture de Jacques Alexis exprime, par la richesse et l'éclat de ses images, ce qui est le propre de l'homme des Antilles : le rire et l'intelligence du rêve. Dans un récent numéro de « Présence Africaine », Jacques Alexis avait violemment critiqué la décadence du roman européen. Malgré certaines qualités, on ne saurait dire que le sien opère une révolution...

TRADUCTIONS

● *Un Italien rêveur dont on ne sait s'il est héros ou traître.*

« Tir au pigeon »

par Giose Rimanelli. Ed. Gallimard. 316 pages, 750 francs.

CETTE chronique romanesque où se mêlent les accès de gaieté et les événements graves est écrite dans un mouvement perpétuel qui propose les tableaux les plus divers. L'ouvrage de M. Rimanelli se lit avec curiosité parce qu'il relate des événements récents et mal connus de ce côté-ci des Alpes. Mais on ne peut s'empêcher de penser que ce réalisme qui exclut tout sentiment supérieur ôte à ce livre ce que l'on doute que Marco ait eu : une âme.

L'action commence dans le Sud de l'Italie à l'époque où le régime dictatorial s'effondre et où les armées allemandes se replient en livrant de durs combats. Le principal personnage, Marco, est un garçon rêveur qui, ne se plaisant pas dans son village natal et n'aimant que médiocrement sa maîtresse, se laisse emporter par un camion militaire. Son destin est d'être ballotté par les événements sans qu'il les domine jamais ni même qu'il s'y plie intelligemment. Dans son époque bouleversée, parmi cet effondrement de la société, il n'est qu'un pantin dérisoire.

Cependant, il raconte son histoire beaucoup mieux qu'il ne la vit. Le talent de M. Rimanelli la transfigure, sans aucun doute. A Venise, Marco est victime des derniers recruteurs de Mussolini. Par chance, il déserte sans trop de peine mais il est repris et, pour éviter un sort cruel, il s'engage dans la milice et traque les résistants en compagnie des derniers défenseurs du fascisme.

Cette nouvelle aventure se termine aussi mal que les précédentes : les soldats de la liberté s'emparent de lui et le joignent à un convoi de prisonniers destinés à un camp de Tunisie. Pendant le transfert, il s'évade de nouveau et la plus intéressante partie du livre, au point de vue psychologique, est le récit du retour au pays natal. Pour les uns, il est un héros, pour les autres, un traître. La fin sera familiale puisque le garçon sera consolé par sa mère.

On vous en parlera :

LA COMMÈRE AU MAQUIS

BELLE AMIE

par Paul Guyot. Ed. Calmann-Lévy. 268 p. 890 fr.

PAUL GUYOT

PAUL GUYOT le sait mieux que personne : il y a cent et une façons d'être journaliste, plus la façon de « Belle Amie ».

Sous ce sobriquet, il a tracé un portrait brillant et anticonformiste de ce produit de l'après-guerre, la « columnist », c'est-à-dire la commère, la glaneuse d'échos, devant qui les ministres se transforment en carpettes et les vedettes en tapis-brosse. Etoile en toc, mais étoile.

Parce que Paul Guyot, journaliste lui-même et de grand talent, a vu le personnage de l'intérieur, il lui donne sa véritable dimension, à la fois immense et dérisoire. Autour d'elle, s'inscrivent une action, assez mince, et trois milieux, celui dont elle est issue, grande bourgeoisie française, où la sobriété de « Belle Amie » flatte en même temps qu'elle n'apparaît pas du meilleur ton. Là, « Belle Amie » redevient Jeanne Deluret et éprouve elle-même l'inanité de sa personne.

Le milieu politico-mondain, dont elle est la précieuse et capricieuse petite âme. Et « le bled », le maquis quelque part en Afrique du Nord, où « Belle Amie », vexée d'avoir été supplantée au journal dans la faveur du patron, cherche à la fois une distraction et une revanche en faisant, soudain, du « grand reportage ». La voilà capturée par un chef rebelle, avec le photographe obscur qui l'accompagnait.

De sorte que le livre de Paul Guyot devient curieusement le premier roman français auquel les guerres d'Afrique du Nord fournissent un thème. L'auteur le traite avec la vigueur et l'originalité dont il a déjà fait la preuve. Et, en passant, montre comment les étoiles et les vers de terre, les vedettes et les sans-grade se rejoignent dans le danger. On sent d'ailleurs, chez l'auteur, à l'égard de « Belle Amie », un étrange mélange d'agacement et de fascination. Et peut-être lui manque-t-il seulement, pour que son roman soit tout à fait réussi, d'avoir dominé son personnage au lieu de s'être laissé parfois dominer par lui.

L'imbrication des milieux divers où évolue « Belle Amie », la juxtaposition du passé et du présent aboutissent parfois à une sorte de confusion haletante, un peu déroutante pour le lecteur. Mais Paul Guyot est un écrivain. Son premier livre, « Bois du Nord », chronique d'une famille bourgeoise, montrait déjà des qualités comparables à celui-ci : une langue rapide, désinvolte, colorée, un don certain d'images et de couleur. Du ton enfin. Et l'aptitude des véritables romanciers à créer des personnages.

POLITIQUE

● *Le plus ancien Etat du monde a aussi un avenir.*

« L'Egypte en mouvement »

par Jean et Simone Lacouture, Ed. du Seuil, 480 pages, 1.225 francs.

C'EST dans un passionnant voyage en profondeur que les Lacouture entraînent leurs lecteurs. Réédité moins de sept mois après sa publication, *L'Egypte en mouvement* constitue, on le voit encore mieux aujourd'hui, l'une des introductions les plus précieuses à un pays qui en a inspiré des milliers.

A mi-chemin entre le reportage psychologique et la chronique, entre l'explication des caractères par l'histoire et l'étude sociologique par l'économie, cet ouvrage est d'un bout à l'autre d'une magnifique richesse. De leurs années passées au Caire comme journalistes, les jeunes auteurs ont tiré un lucide attachement aux peuples du Nil et de Nubie et une compréhension sans complaisance de la révolution nassérienne.

Les portraits brillants, les anecdotes savoureuses, rendent bien le relief d'une foule islamique que le poids exceptionnel du passé et la contagion occidentale ont façonnée dans une synthèse originale. Le drame moderne de l'émancipation des peuples colonisés qui restent, du fait de leur sous-développement, tributaires de leurs anciens tuteurs est, en particulier, admirablement analysé : ainsi nous fait-on comprendre, et même vivre, l'évolution de Nasser depuis l'idéal révolutionnaire jusqu'à l'erreur de Suez. Il faut être reconnaissant par ailleurs aux Lacouture d'avoir fait sa part au fait islamique : un fait trop facilement négligé dans les vues schématiques de certaines rêveries anticolonialistes.

J. D.

DOCUMENT

● *L'homme face à la mort.*

« Les mots de la fin »

Par Claude Aveline. Hachette, 328 pages, 675 fr.

CLAUDE AVELINE se livre à un jeu où personne encore n'a triché, un jeu cruel comme celui de la vérité. Il a recueilli des phrases remarquables sur lesquelles se sont achevées, en tous temps et en tous lieux, un grand nombre d'histoires plus ou moins bonnes dont l'ensemble forme l'histoire et dont chacune s'appelle une vie.

De Marc-Aurèle à Bernanos, de Rabelais à Oscar Wilde, de Pythagore à André Gide, en passant par les guillotinés et les fusillés, les grands malades et les grands amoureux, l'auteur commence par examiner comme à la loupe et sans jamais tomber dans le macabre ni dans l'anecdotique, la fin de tous ceux qui auraient pu écrire comme ce martyr de la Résistance sur les murs de sa cellule : *« Ma mort est la plus belle réussite de ma vie »*.

La seconde partie est constituée par un répertoire chronologique où l'ap-

pareil enregistreur, placé *au plus près*, ne nous restitue plus que ces voix déjà d'outre-tombe, ces voix du silence dont on ignore si le secret effectivement est celui de ce qui finit ou de ce qui commence.

Le mérite de cette entreprise originale est de ne partir d'aucun parti pris funèbre, mais de se tenir ferme sur les positions d'un humanisme discret. Les échos venus de ce no man's land où nul ne s'est aventuré deux fois ne parlent que de nous. Ne meurent seuls que les solitaires, jamais ceux qui engagèrent jusqu'au bout leur destin dans une aventure collective.

C'est que prouvent les martyrs de notre temps, qui nous ont laissé, comme dit Eluard au soir de la libération de Paris :

La douceur d'être en vie, la douleur de savoir que vos frères sont morts pour que nous vivions libres.
Car vivre et faire vivre est au fond de nous tous.

MUSIQUE

● *Quand l'avant-garde s'appelait Schubert et le novateur, Chopin...*

Deux collections

DES la publication de ses deux premiers titres (un *Couperin* et un *Schumann*), nous avons signalé la collection musicale du Seuil. Depuis, quatre autres livres y ont paru : un *Ravel* de Vladimir Jankélévitch, *Ouverture pour une discothèque*, et surtout un *Schubert* de Marcel Schneider, dont le chapitre le plus intéressant est celui qui traite des rapports entre Schubert et le romantisme français, et dont le ton peut-être un peu trop enthousiaste est compensé par une grande exactitude des définitions et des renseignements fournis.

Les éternels contempteurs de la musique d'avant-garde, à l'impopularité de laquelle ils opposent la prétendue popularité immédiate de la musique romantique, y apprendront par exemple que :

« *En* 1820, *seule une élite raffinée, curieuse de ce que produisait l'avant-garde d'alors, pouvait suivre Schubert.* » Et plus loin : « *Qu'aimaient à jouer les jeunes filles de* 1820 *? Des caprices, des rondos avec variations, des fantaisies brillantes, des tarentelles et des menuets, enfin des arrangements sur les opéras en vogue. Que leur offre Schubert ? De longues et profondes sonates, des andantes, des allegros, des marches, et, quelques années plus tard, des impromptus et des moments musicaux... Ils allaient, plus tard, créer une mode, mais ils n'illustraient pas la mode de* 1820. » Et enfin : « *Le public ne reçut la révélation de ses grandes œuvres qu'à la fin du XIXe siècle.* »

Ainsi, la fameuse *Symphonie inachevée*, composée en 1822, fut jouée pour la première fois en 1865 !

Le *Chopin* de Bourniquel, qui vient de paraitre, est intéressant surtout par la place qu'il fait à Chopin novateur, prospecteur d'un avenir sonore, en son temps encore en puissance ; l'analyse, à ce point des vue, des mazurkas est remarquable. En général, le pas donné au musicien sur l'homme romancé jusqu'à l'écœurement est du meilleur parti pris qui soit.

De son côté, Gallimard s'aventure dans la musicographie. « Pour la musique » s'appelle la collection que vient de lancer Roland Manuel, avec trois premières publications : *La France et la musique occidentale* de Henry Barraud, *Le lied romantique allemand* de Marcel Beaufils, et *Du Chant*, de Reynaldo Hahn. L'aspect de ces livres est à l'opposé absolu de ceux du Seuil : grand format, et peu d'illustrations, uniquement hors texte.

Du Chant, de Reynaldo Hahn, occupe une place à part dans la collection, du fait que les textes qui le constituent sont des discours prononcés par l'auteur (mort en 1947) à l'Université des Annales en 1913-1914; cela ne veut pas dire, loin de là, qu'ils ne soient plus d'actualité !

Le livre de Barraud est excellent : d'une grande clarté dans l'exposé historique et dans la présentation des grands courants d'évolution des styles et des langages, d'un rare courage dans l'appréciation des œuvres et *des compositeurs*.

Le livre de Beaufils sur le lied allemand est d'un tout autre ton : volontiers pathétique, souvent prophétique, littéraire en diable, mais d'une sincérité qui balaie toutes les objections.

Un écrivain d'avenir :

LE MARQUIS DE CUSTINE

Préparé dès l'an dernier par un excellent recueil de morceaux choisis (1), *le centenaire de la mort du marquis de Custine — qui tombe en septembre prochain — nous vaut une réimpression partielle de son célèbre récit de voyage,* La Russie en 1839 (2), *et la scrupuleuse étude biographique que lui consacre M. de Luppé* (3). *Grâce à ces trois ouvrages, qui se complètent et parfois se corrigent l'un l'autre, on peut dire que cette commémoration est une révélation. Car mieux qu'une figure littéraire, ils nous restituent une présence vivante et palpitante. Et ils donnent la première mesure d'une œuvre considérable, au regard de laquelle prend tout son sens le paradoxe de Baudelaire : « Peut-être l'avenir appartient-il aux hommes* déclassés? »

DECLASSE, Astolphe-Louis-Léonor de Custine l'était depuis certaine mésaventure dont rend assez bien compte l'expression anglaise *down in the world*, que Valery Larbaud paraphrase en ces termes : « *Tombé en bas du monde, comme d'une montagne, ou d'un train, ou d'un navire en marche.* » Pour se faire une idée plus précise de l'accident, il faut savoir que cette montagne était l'ensemble des privilèges que conféraient au marquis sa vaste fortune et sa noble extraction. Il faut savoir également que ce train ou ce navire était le navire ou le train du monde — en marche vers la pairie — et que les vues d'une mère ambitieuse, appuyées par le vicomte de Chateaubriand, promettaient d'accélérer cette marche vers les plus hautes distinctions.

ASTOLPHE-LOUIS-LÉONOR DE CUSTINE

Tombé en bas du monde

Cependant, malgré tant d'atouts en main, le jeune Custine ne se résignait pas à jouer le jeu pour lequel il était né. « *Malheureux d'un mal impossible à confier* », il évitait le monde, écrivant à ce propos : « *J'ai perdu ma vie en petites concessions faites au monde, je la rachèterai tout à coup en renonçant à jamais au monde.* » Or il n'eut pas besoin de renoncer : le bruit courut un jour qu'il avait été dépouillé et laissé pour mort sur un chemin de banlieue ; puis on apprit qu'il s'agissait non pas d'une « mise en l'air » opérée par des rôdeurs, mais d'une correction infligée par un groupe de sous-officiers qui l'avaient surpris en posture déshonnête avec un soldat. Le silence de la victime confirmant la bonne foi des agresseurs, la cause fut entendue par le noble faubourg, qui ferma ses portes à l'infortuné marquis.

Charlus ou Vautrin

L'effet de ce scandale ne surprit guère celui qui savait déjà qu'« il n'y a point d'amis dans le monde, il n'y a que des collègues », c'est-à-dire des concurrents. Héritier d'un nom illustre et fort bien en cour, Custine ne laissait d'être un dangereux rival, et l'on peut croire que sa chute remplit d'aise les candidats à la pairie. Lui-même s'en accommoda — « *Je n'ai pas assez aimé le monde pour lui garder une profonde rancune* » — car il put mener enfin, sans hypocrisie comme sans forfanterie, l'existence de son choix. Se consacrant dès lors à la littérature, il affirmait très sincèrement : « *Je n'ai jamais ambitionné qu'une chose en ma vie, c'est d'avoir une place parmi les bons écrivains de mon temps et d'être compté par eux comme un des leurs.* »

Là encore, et quoique fondé à nourrir une telle ambition, Custine devait pâtir de sa mauvaise (ou trop grande) fortune : tant qu'ils étaient à sa table, ses amis des livres voulaient bien le compter comme un des leurs, mais dès qu'ils reprenaient le collier de la profession, ces aimables convives se changeaient en rivaux et le ravalaient impitoyablement au rang d'amateur. Ainsi, malgré toutes ses largesses, et en dépit des jeunes écrivains qui le révéraient presque à l'égal d'un Chateaubriand, celui que Barbey d'Aurevilly appelait « *notre grand et charmant marquis* » se trouvait une fois de plus *down in the world*.

Tel qu'il apparait à travers son œuvre, Astolphe de Custine nous procure un léger désappointement : celui de ne point grossir sa propre chronique mondaine et scandaleuse. Et M. de Luppé, parfait biographe, a raison de s'opposer au contresens que commettent ceux qui l'assimilent soit au baron de Charlus de Proust, soit au Vautrin de Balzac. (On peut toutefois admettre que, « *pour quelques traits d'exceptionnelle psychologie* », il a servi à la *Comédie Humaine*.) De même, il faut se garder des rapprochements que suggère la littérature moderne : l'écrivain Custine répugne de toute évidence à l'esprit de prosélytisme — tel qu'il se manifeste, par exemple, dans l'œuvre de Gide — comme à ce besoin de confession qui, dans le *De Profundis* de Wilde, soumet un homme et un artiste inimitable à l'opinion publique. Enfin, il est clair que notre marquis domine la psychanalyse, science provisoire, de toute la hauteur de son jugement.

« Cette absolue et nonchalante personnalité »

Le seul reproche qu'on puisse lui faire, c'est d'avoir forcé sa nature de voyageur et d'essayiste à produire des romans. Car, à la différence d'un Balzac ou d'un Proust, ce misanthrope manque du minimum de foi que requiert l'établissement des vastes chroniques qui calquent, déforment ou explicitent la société. D'où la gêne que l'on éprouve devant ses œuvres d'imagination : épinglés sur d'assez pauvres intrigues, ses admirables portraits et ses substantielles maximes prennent l'allure de digressions.

En revanche, il a « *cette bonne foi de gentilhomme* », « *cette raillerie royale* », « *cette absolue et nonchalante personnalité* » qui fascinaient Baudelaire, et échappent aux remous du troupeau. Il possède surtout, à un degré incomparable, cette réflexive lucidité qui le dispense de sortir de lui-même pour voir « *le monde comme il est* » — car il est lui-même un monde. Et voilà pourquoi, croyant faire le portrait du marquis de Custine, avec ses ambiguïtés et ses contradictions, son vieil ami allemand Vernhagen von Ense, définit à travers lui le monde où nous vivons :

« *Solitude et plaisirs mondains, tranquillité et bruit, simplicité et élégance, privation et luxe, catholicisme et libre-pensée, royauté et démocratie : tous ces penchants, quoique opposés les uns aux autres, se partageaient son cœur, non pas se succédant les uns aux autres, mais se manifestant continuellement et concurremment, et Custine les tenait pour ainsi dire en bride, modérant et réglant les combats qui se livraient en lui.* »

Maurice SAILLET.

(1) Souvenirs et Portraits *par le marquis de Custine, textes choisis et présentés par Pierre de Lacretelle (Editions du Rocher). 275 pages, 720 francs.*

(2) *Publié sous le titre* Voyage en Russie, *avec une préface de Jacques Brenner (Club Français du Livre). Relié toile, 348 pages, 940 francs.*

(3) Astolphe de Custine, *par le marquis de Luppé (Editions du Rocher). 330 pages, 1.050 francs.*

NOTE EXPRESS

● Il en est de certains livres apparemment ternes, comme de certaines femmes apparemment anodines : les uns et les autres se révèlent très attachants pour peu qu'on veuille bien s'y intéresser. Ainsi du dernier ouvrage de Mme Christine Arnothy (1), dont on n'a pas oublié un très émouvant témoignage sur le siège de Budapest : « J'ai quinze ans et je ne veux pas mourir » (Prix Vérité 1954) .

L'auteur, cette fois, reprend son récit là où il avait été interrompu. Réfugiée en Autriche avec ses parents, elle connait d'abord la dérisoire liberté d'un camp pour « personnes déplacées » et réussit enfin, à vingt ans, à trouver une place en France, comme gouvernante au pair.

C'est avec une infinie sensibilité qu'elle décrit la condition de ces jeunes filles — trop jeunes — livrées aux exigences de bourgeoises souvent xénophobes et qui réduisent les étudiantes au pair (lesquelles ne sont d'ailleurs pas non plus sans reproches bien souvent) au rang de bonnes à tout faire.

N'aurait-il que ce seul mérite, le livre constitue une excellente introduction à un examen de conscience des maitresses de maison des quartiers riches de Paris.

(1) « Il n'est pas si facile de vivre », Librairie Arthème Fayard, 251 pages, 500 fr.

Une page au féminin

LES FEMMES EN BLEU

Les voyageurs, journalistes ou écrivains, qui ont visité récemment la Chine de Mao Tsé Toung ont tous été frappés par un être nouveau : la femme communiste chinoise. Passée sans transition de la soumission totale à l'homme, à l'affranchissement absolu, elle n'a sans doute pas encore trouvé son équilibre.

Des auteurs aussi différents que Simone de Beauvoir (dans son livre La Longue Marche*), Robert Guillain (dans son livre* 600 millions de Chinois sous le drapeau rouge*) et Renée et Pierre Gosset (dans* Terrifiante Asie*) se rejoignent lorsqu'ils tentent de définir la nouvelle femme chinoise, comme on le verra en confrontant leurs jugements.*

Comment demander d'ailleurs à ces femmes de s'adapter en huit ans à leur nouvelle situation sociale ? Les femmes des pays occidentaux n'ont pas résolu en un siècle tous les problèmes que pose leur rôle dans la société moderne.

Renée et Pierre GOSSET :

Les meilleurs supports du régime

QUELLES femmes ? Faute de les trouver dans le vêtement, faute de les trouver dans la silhouette, on les cherche au visage puis, de désespoir, aux cheveux, raides et courts ou en nattes.

Sous le même pantalon, sous le même veston bleu de coupe masculine tapissé l'hiver d'une épaisse couche de coton brut qui la fait paraître tout enflée pendant six mois de l'année, puis flottant dans un sac pendant les six autres, la femme chinoise dissimule à merveille des formes qui, après tout, ont peut-être cessé d'exister. Nous savons que la mode fait de ces miracles. Et la seule ligne qu'impose la mode de Pékin, c'est la ligne politique...

Depuis cinq mille ans les Chinoises s'épilaient les sourcils, se fardaient les joues, se les poudraient. Et peut-être était-ce déjà alors une ancienne coutume. Vingt dynasties ont passé, mille révolutions ont éclaté. Famine et inondations ont ravagé le pays de fond en comble sans que la Chinoise cesse de s'épiler, de se farder, de se poudrer...

Cinq ans de révolution communiste, de discipline spartiate au service d'une idée auront suffi.

D'ailleurs pourquoi se maquilleraient-elles ?

— *Le seul grand amour*, proclame Mme Ting Ling, reflet admirable de la pensée officielle, *le seul grand amour, c'est l'amour maternel.*

Quant à la prostitution elle a disparu. Nous ne disons pas que, traquée, elle se cache. Non. Elle est purement et simplement sortie des mœurs.

Les hommes ont compris que, pour la première fois depuis des millénaires, quelque chose avait réellement changé lorsque le gouvernement procéda à la réforme agraire. A la redistribution des terres, en présence du paysan abasourdi, sa femme, sa fille, ces êtres méprisables reçurent la même portion de champ que lui.

Et elles l'acceptèrent.

Les voilà aujourd'hui les meilleurs supports du régime. Vous en trouverez à tous les échelons, à des postes importants qui ne sont pas nécessairement ceux de direction mais qui, stratégiquement, sont presque toujours ceux du contrôle. Le génie de Mao Tsé Toung éclate ici. Pour réaliser l'un des principaux objectifs de son régime — l'éclatement de la cellule familiale — il s'est appuyé sur les deux éléments qui paraissaient *a priori* les moins indiqués : les enfants et les femmes.

Robert GUILLAIN :

Une fourmi disciplinée

ASEXUEES, les fourmis bleues tendent déjà à l'être, et c'est un des signes avant-coureurs les plus étonnants. N'est-ce qu'une réaction contre l'obsession érotique du monde capitaliste constamment ramené au sexe par sa presse, sa publicité, ses films, sa littérature ? Dans la mesure où c'est cela, il y a là une réaction saine et louable. Mais il y a bien plus, et tout autre chose. La nouvelle société conduit à un effacement de l'individualité poussé jusqu'à l'effacement de la différence de sexe. Elle nourrit une méfiance de l'indiscipline et de la fantaisie qui va jusqu'à rendre l'amour importun. Une sorte de tabou pèse, dans la jeunesse, sur les relations sexuelles. Mais il ne procède pas d'une idée de pureté, d'un idéal de chasteté.

Rien ne doit distraire la fourmi de son labeur, voilà l'explication ; celle-ci est avant tout sociale, non pas morale. L'amour n'a droit de cité que s'il est fondé sur une commune flamme... politique et, bien entendu, il n'existe que dans le mariage. En attendant, les jeunes gens paraissent presque le fuir comme s'ils sentaient obscurément qu'il pourrait se révéler incompatible avec un parfait conformisme. Cela crée un climat de puritanisme très spécial, répandu partout où l'on va à travers la Chine. Partout, en conformité avec ce climat et comme pour mieux le renforcer, les filles sont vêtues exactement comme les garçons, en pantalons. De loin, on ne peut plus les reconnaître les uns des autres. Par une métamorphose étonnante quand on a connu la Chine d'hier, les filles se révèlent laides, ou tout au moins enlaidies. La Chine aurait-elle cessé soudain de produire les beautés féminines pour lesquelles elle était justement célèbre ? Probablement pas : mais de même que l'intelligence, la beauté n'a plus cours et fait mieux de disparaître. Elle se cache, elle s'enlaidit, et en vérité elle n'a pas beaucoup de difficulté à le faire, sous le triste accoutrement des blouses plates, des mèches raides, des costumes d'hommes.

Le régime a fait, au début de 1955, une tentative pour revenir à la fantaisie et au rouge à lèvres. Les journaux ont invité le peuple à égayer son vêtement ; les autorités ont fait savoir que plus de variété et de couleur serait bienvenu, en particulier de la part des femmes. Chose bien remarquable, le peuple n'a pas suivi. Chinois et Chinoises préfèrent l'uniformité protectrice. Confidence d'une jeune fille qui a essayé de goûter au « new look » : « On peut être sûre que quelqu'un fera des remarques déplaisantes. » Précision donnée par une autre : « *Quand on s'habille bien, on est aussitôt traité de réactionnaire.* » Et un officiel de reconnaître, dans une revue de jeunesse : « *Beaucoup de jeunes considèrent que s'habiller bien révèle des idées bourgeoises.* »

(Cartier-Bresson)

UNE FEMME CHINOISE ET SA FILLE
Elles ont fait éclater la cellule familiale

Simone de BEAUVOIR :

Avoir le droit de ne pas aimer

FAUTE d'avoir acquis l'autonomie économique, la femme chinoise n'a pu accéder au cours des siècles à aucune forme d'indépendance (...).

Elle était toute sa vie soumise à la « règle des trois obéissances » telle que l'a formulée le Li Ki : « *La femme suit toujours l'homme. Dans son enfance, elle suit son père et son frère aîné; après le mariage, elle suit son mari; après la mort de son mari, elle suit son fils.* »

La servitude de la femme chinoise a trouvé un symbole frappant dans la coutume des « pieds bandés » qui fut adoptée au VIIe siècle après Jésus-Christ (...). Le fait paraît si révoltant aux Chinois d'aujourd'hui qu'il est interdit de montrer sur la scène d'un théâtre des femmes aux pieds bandés.

Dans les villes, la majorité des femmes sont encore des ménagères ; mais celles-ci en de nombreux endroits se sont organisées. Leurs enfants sont gardés pendant la journée dans des crèches; des « services d'aide » leur envoient, en cas de maladie ou de surmenage, des déléguées qui s'occupent de la cuisine, de la maison, des enfants ; elles assistent au cours du soir les lundi, mercredi, vendredi : elles lisent les journaux, écoutent la radio, reçoivent un enseignement ménager et une instruction politique (...).

La catégorie la plus radicalement affranchie de la vieille mentalité, c'est celle des étudiantes; elles se sentent exactement les mêmes responsabilités, la même indépendance que les hommes, elles les assument avec aisance. J'ai parlé seule à seule pendant près de deux heures avec une jeune étudiante en médecine qui savait parfaitement le français. Pas trace de « complexe d'infériorité » chez elle, ni de cette volonté d'affirmation de soi qui en est l'habituel corrélatif. Très jolie, le visage encadré de longues nattes, elle portait avec élégance un pull-over rouge et une jupe bleu marine. Elle parlait avec un sérieux d'enfant et l'inimitable naturel des Chinois ; elle semblait tranquillement à l'aise dans sa peau.

Je demande à mon interlocutrice s'il existe à la faculté quelque rivalité entre garçons et filles : cette question la surprend. Aucun intellectuel n'est ici menacé de chômage ; on manque de cadres, il y a des postes pour tout le monde. La femme n'apparaît pas à l'homme comme une concurrente. D'autre part, l'asservissement de la femme étant naguère en Chine institutionnel et radical, les hommes n'ont pas eu besoin d'affirmer intérieurement leur suprématie en développant des complexes de masculinité.

Les jeunes Chinois d'aujourd'hui se trouvent donc avoir sauté une étape. Hommes et femmes ne sont pas séparés par des mythes, ils ne conçoivent pas leurs rapports comme une épreuve de force.

Il est certain que l'amour ne paraît pas jouer un grand rôle dans la vie des jeunes Chinois. Beaucoup d'observateurs occidentaux, et même parmi les plus bienveillants, font grief au nouveau régime de cette austérité. Elle représente au contraire un héritage du passé. Pendant longtemps le lit a constitué pour la femme chinoise un esclavage si odieux qu'elle est avant tout préoccupée de ne plus subir cette contrainte : ce n'est pas l'enthousiasme socialiste qui l'empêche de rêver à l'homme, mais elle accueille avec enthousiasme un socialisme qui la délivre de l'homme. En Occident, même la femme qui place son métier par-dessus tout accorde une valeur positive à l'amour. Mais pour la Chinoise, du haut en bas de l'échelle sociale, l'amour est affecté d'un coefficient négatif.

J'ai été frappée par une réaction de Mme Cheng, assistant à côté de moi à un opéra où se déroulait une scène de viol : la jeune héroïne se défendait éperdument contre les entreprises d'un empereur lubrique. « Voilà pourquoi les femmes chinoises ont voulu la révolution », me dit-elle avec feu : « *pour avoir le droit de ne pas aimer.* »

TRICOTAGE MÉCANIQUE
Achtnich & Cie
6, rue du Rhône, BELFORT
(Territoire de Belfort)

SOUS-VÊTEMENTS pour HOMMES, FEMMES et ENFANTS
Marques déposées :
« Les Trois Cigognes » - « Svelta » - « Sawaco » - « Sublimail »

BEAUTÉ

N'imitez pas la cigale

« L*A Cigale s'étant dorée tout l'été...* » se trouva bien abîmée à la rentrée. Cette belle couleur bronzée que vous aurez mis des heures à acquérir, ne durera pas longtemps une fois transportée en ville. Prenez plutôt une demi-heure par jour pour soigner le reste de votre beauté en vacances. Voici quelques soins vite faits qui vous permettront d'aborder l'hiver en bonne forme esthétique :

● PEAU : si elle est grasse, profitez du soleil qui la séchera, mais n'oubliez pas d'employer une crème hydratante une fois par jour.

Si elle est sèche, attention aux rides. Prenez dix minutes par jour pour masser votre visage avec une crème grasse, surtout autour des yeux.

● CILS : essayez de ne pas mettre de mascara, et de les brosser tous les jours avec un produit gras qui leur évite de casser quand ils sont desséchés par le grand air (Talika ou Stimulcil d'Arden en choisissant la teinte dite « Foncé »).

● SOURCILS : si vous n'êtes pas satisfaite de leur ligne, cessez de les épiler pendant les vacances. A la rentrée, vous demanderez à un visagiste de les épiler une fois pour leur donner une bonne forme, il vous sera facile ensuite de continuer.

● CHEVEUX : ils seront presque inévitablement en mauvais état si vous êtes au bord de la mer. Essayez cependant de les laisser pousser de quelques centimètres, qui pourront vous être utiles.

● DOS : comme Madame Express vous l'avait laissé prévoir, les décolletés se feront dans le dos cet hiver. Ne le négligez pas pendant vos bains de soleil. Ce hâle-là se conserve beaucoup plus longtemps que celui du visage.

● ONGLES : renoncez au vernis pour les laisser prendre l'air. S'ils sont particulièrement cassants, essayez d'employer du Vitalong qui peut donner de très bons résultats, s'il est utilisé régulièrement chaque jour.

● LIGNE : ne croyez pas que les kilos supplémentaires soient un signe nécessaire du « bien que l'on se fait ». Ils vous ennuieraient terriblement à l'automne. La meilleure façon de ne pas avoir à maigrir, c'est encore de ne pas grossir.

Si vous avez de la cellulite, essayez le massage au rouleau. Les vacances sont une bonne occasion de le faire. En cours d'année, il est bien rare que l'on puisse consacrer un quart d'heure le matin à ce genre de pratiques.

Et si vous êtes sur une plage de sable, vous avez l'occasion unique de faire un sport peu coûteux, très efficace pour la ligne et bien amusant : le château de sable.

C'est une assez bonne façon de passer le temps sans le perdre, que de faire fructifier son capital-beauté.

(Charpentier-« L'Express)

SE DORER, C'EST BIEN ; SE SOIGNER, C'EST MIEUX

ÉDUCATION

Le 15 août, date fatidique

CERTAINS enfants voient arriver avec terreur le 15 août. A partir de cette date fatidique commence la corvée quotidienne des devoirs de vacances. Indispensables pour les enfants qui ont un examen avant la rentrée, ils peuvent être profitables à certaines conditions pour les autres.

L'utilité des devoirs de vacances est très discutée parmi les pédagogues, mais ils sont tous d'accord sur un certain nombre de points :

● Le temps imparti aux devoirs de vacances ne devrait guère excéder plus d'*une heure par jour*.

● Ils doivent davantage être un approfondissement des connaissances qu'une révision systématique. Le rabâchage est extrêmement nuisible. Un exemple : il est préférable de bien faire comprendre le principe du système décimal que de faire faire de multiples opérations.

● Les devoirs qui ont pour but de donner une « avance » à l'enfant sur les programmes de l'année suivante sont fortement déconseillés. L'enfant qui « sait » avant les autres se dispense d'efforts dans les premières semaines de la rentrée et n'entre pas dans le cycle normal du travail. D'autre part, un changement de méthode d'enseignement risque de le désorienter. Donc, pas d'initiation intempestive.

● Les devoirs de vacances ne doivent plus être des corvées ; les éditeurs l'ont bien compris et une forme attrayante permet de leur donner l'aspect d'un travail neuf, facile, tentant.

Certains pédagogues préconisent, au lieu des devoirs de vacances, des « orientations de vacances » axées sur des centres d'intérêt liés à la vie concrète environnante.

Le centre d'intérêt est choisi suivant la psychologie de chaque âge. On peut ainsi étudier la végétation, l'architecture, la température extérieure. Un exemple : le jeu du météorologiste consiste à établir par équipes pendant une semaine des prévisions météo de la journée suivante, en se basant sur les observations naturelles (ciel, vent, coucher de soleil, etc.). L'équipe ayant fourni les pronostics les plus justes est gagnante.

Les jeux éducatifs et les jeux de société sont également un excellent stimulant pour la mémoire et l'attention. Pour les tout-petits, on peut fixer certains éléments des tables d'addition grâce à des jeux utilisant les dés ou les cartes.

Enfin, tous les pédagogues préconisent en premier lieu, pendant les vacances, la lecture. La lecture est indispensable, même pour les petits qu'il faudrait faire lire deux fois un quart d'heure par jour ; les textes doivent être faciles et très largement illustrés. Il ne faut jamais donner aux lecteurs débutants des livres trop difficiles pour eux, la lecture doit demeurer un plaisir, non un travail.

Pour les plus grands, il est parfois difficile de choisir le livre convenant à leur âge. La commission des livres du ministère de l'Education nationale fait régulièrement un choix parmi les nouveautés parues, on peut s'en procurer la liste à la Section des Manuels, *Centre de Documentation Pédagogique*, 29, rue d'Ulm, Paris.

La lecture bien faite et commentée sera encore le meilleur moyen de ne pas perdre des habitudes de travail intellectuel pendant les grandes vacances qui, de l'avis de tous, sont beaucoup trop longues.

Il ressort de tout cela que les devoirs de vacances, pour être profitables, doivent aussi un peu être des devoirs pour les parents. C'est une solution facile d'asseoir un enfant seul à une table devant son cahier, ce n'est certainement pas une solution profitable.

RECETTE

La gougère bourguignonne

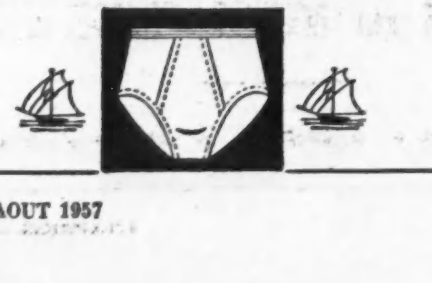
— 500 *grammes de farine.*
— *Un demi-litre de lait.*
— 125 *grammes de beurre.*
— *Six œufs.*
— 175 *grammes de gruyère en dés.*
— 25 *grammes de râpé.*
— *Sel.*

● Mettre dans une casserole le lait et 125 grammes de beurre. Porter le tout à ébullition. ● Lorsque ce liquide bout, verser d'un seul coup toute la farine et mélanger très vite à la cuiller de bois. ● Continuer à travailler jusqu'à ce que la pâte soit desséchée au feu. ● Incorporer alors un à un les six œufs. ● Ajouter 175 grammes de gruyère en dés. ● Bien mélanger le tout. ● Dresser la pâte ainsi obtenue en couronne sur une tourtière beurrée. ● Dorer au jaune d'œuf et semer du gruyère râpé sur la gougère. ● Cuire une demi-heure à four chaud.

La gougère bourguignonne se mange froide ou chaude. C'est une excellente entrée et un plat de pique-nique facile à emporter.

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

9 AOUT.

ENTRE Marseille et Paris, dans le « Mistral ». Je lis *Les Temps Modernes* qui m'apprennent, par la plume de M. Georges Mounin, que René Char est le plus grand de nos poètes vivants. Là-dessus, je me souviens d'un jugement récent de M. André Rousseaux — c'était, je crois, dans *Combat* et à propos de Saint John Perse. Selon ce critique, la poésie française connaîtrait aujourd'hui l'époque la plus belle de son histoire. Si ces deux augures y voient clair, nous en devons conclure que René Char, le plus grand poète de la plus grande époque de la poésie française, doit être salué comme le plus grand poète français de tous les temps.

Je cherche ici non à me moquer mais à nous mettre en garde, les uns et les autres, contre ces classements dont nous avons pris le pli au collège avec les manuels de littérature : chaque poète y recevait sa place définitive et sa note éternelle.

Comme « *il y a beaucoup de demeures dans la maison du Père* », il s'en trouve beaucoup aussi en poésie, et ces demeures sont incomparables. Que René Char soit la plus belle étoile de la constellation à laquelle il appartient, j'en crois volontiers ses admirateurs qui ont accès à cette haute solitude. Mais on ne peut rien avancer de plus. Qui songerait à distribuer des numéros aux impressionnistes, aux cubistes et aux peintres abstraits d'aujourd'hui ? Chacun ne saurait être le premier que dans son ordre.

☆

10 AOUT - VEMARS.

LES cigales sont loin, le soleil ne rayonne plus sur la mer. Ici, le vent a déjà l'odeur de la rentrée. Un homme, sans jamais quitter la France, connaît les climats les plus opposés, — mais tous, brûlants ou brumeux, crépitants de cigales ou dès le 15 août voués à l'automne, ils sont accordés à notre esprit et à notre chair : qu'ils excitent la pensée ou l'apaisent, ils la tiennent en éveil.

J'y songeais hier, dans le « Mistral », où j'ai commencé de lire un très beau Simenon : *Feux Rouges*. C'est le roman sinistre de la circulation routière américaine : quarante-cinq millions d'autos, les jours de fête, roulent dans un climat d'enfer. Décidément, je ne puis voir l'Amérique en peinture : je fuis son cinéma. Ce qui ne signifie pas qu'en fait elle ne me plairait pas si je la visitais. Mais quelles images on nous en montre ! Je crains de n'avoir pas le courage de descendre jusqu'au fond de ce cauchemar que décrit Simenon avec un art intolérable...

JE pique une tête dans le flot d'imprimés qui s'est accumulé durant mon absence. Ému par un article de Joseph Alsop, M. Georges Bidault met en garde les Français contre ce qui les attend en octobre à l'Assemblée des Nations Unies : « *Une entreprise est en place*, assure-t-il, *qui prépare et réclame notre départ d'Afrique du Nord*. » Je lui pose la question : Ne nous a-t-on pas laissé les mains libres depuis trois ans ? « *Ce que vous avez à faire, faites-le vite.* » Voilà, au fond, à quoi se ramenait l'exigence de nos alliés américains. Ce que redoute M. Georges Bidault sera l'aboutissement non d'un complot mais d'une méthode que ne défend plus personne, pas même, dans le privé, les parlementaires qui l'approuvent de leur vote. J'écarte ici délibérément toutes les raisons d'ordre moral ou spirituel qui me feraient traiter de progressiste et de défaitiste, et m'en tiens aux considérations de la politique la plus réaliste, qui ne considère que les résultats. Ceux de la méthode Lacoste éclatent au regard. Mais c'est une singularité des dirigeants de la IVe République et dont l'Histoire les marquera : cette sorte d'hébétude qui les fait s'obstiner dans le pire, sachant que c'est le pire. Je crains qu'elle ne soit à base de lâcheté : ils tremblent devant la menace à Alger d'un pronunciamiento.

CETTE méthode qui consiste à dresser irréparablement l'une contre l'autre deux communautés qu'il s'agissait de réconcilier pour qu'elles coexistent et qu'elles cohabitent, coûte à la France un milliard et demi par jour. Si j'en crois M. Gilbert Mathieu qui donne ce chiffre dans *Témoignage Chrétien*, il représente les deux tiers de l' « impasse » budgétaire actuelle, et nos dépenses en Algérie sont pour nous quatre fois plus lourdes que celles de la guerre d'Indochine.

Que cet instrument ruineux ne soit pas adapté à l'usage auquel on le destine, M. Georges Bidault en conviendra, et que de surcroît nous faussions l'instrument — notre armée — engagée dans les besognes indignes d'elle, tout a été dit à ce sujet par des chefs et par des soldats. Où donc est le complot ? Le retour du sultan exilé n'a pas été le résultat d'un complot. En politique, ce n'est jamais la faute des autres : nous recevons toujours notre dû. Les conversations qui mettront fin à la guerre d'Algérie, peut-être contre notre volonté et à un moment que nous risquons de ne pas choisir, ne seront pas imputables à la trahison de nos amis mais à l'impuissance de notre personnel politique, et d'une Assemblée de néants, — et aussi à l'apathie d'un peuple qui, dans sa masse, ne réagit plus.

☆

12 AOUT.

DERNIERE promenade au bois Saint-Laurent. Nous y sommes allés hier, à l'heure des ombres longues. Il m'apparaissait tel, dans cette lumière dorée, que devait le voir Gérard de Nerval quand il s'en souvenait. Car ce pays de Sylvie, il ne le retrouvait qu'au-dedans de lui. Nerval annonce Proust, me disais-je... Là-dessus, a surgi un garde, vêtu de velours à côtes, qui nous a demandé sévèrement ce que nous faisions là. En ma personne, l'ombre de Nerval a été chassée de son paradis. Un dernier regard sur le bois que je ne verrai plus. Mais je le retrouverai là où il demeure, pour l'éternité, ouvert à ceux qui en sont dignes : dans « Sylvie ».

F. M.

(*Copyright* « *L'Express* ».)

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : **100 francs.**
Suisse : **1 fr. 90.**
Belgique : **18 francs.**
Italie : **250 lires.**

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française :
3.000 francs
Etranger : **3.700 francs**
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, **750 fr.**

PAR AVION
4.000 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.600 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
6.500 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
4.700 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
8.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
8.600 fr. - Afrique du Sud.
9.900 fr. - Canada, Etats-Unis.
11.200 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
15.100 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.
7.300 fr. - Congo Belge, Ethiopie.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.

Administrateur : **J.-F. Coblence**

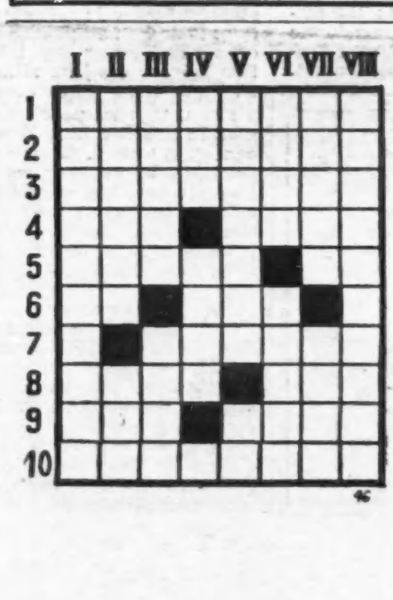
LES MANUSCRITS DE LA MER MORTE

Un sujet traité par l'EXPRESS, que vous retrouverez dans le numéro spécial de la revue **" BIBLE ET TERRE SAINTE "**.

Textes et documents photos par les abbés STARKY et MILIK du Centre National de la Recherche Scientifique et de l'École Biblique de Jérusalem.

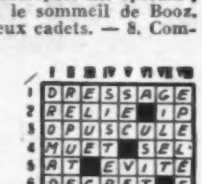
En vente aux Éditions du CENTURION (B. P.), 17, rue Jean-Goujon : 100 frs — Expédié sur demande. — C. C. P. PARIS 16-68.

Mots croisés n° 96



Horizontalement. — 1. Sa « conduite » est assez peu recommandable. — 2. Travaille sous la mitre. — 3. La rouge appréciait la grise. — 4. Précède, parfois, une date indiscrète. Homme de droite, vu par un homme de gauche. — 5. Entre Hercule et Cassiopée. *En épelant :* et apprends. — 6. Reposait totalement, pendant le sommeil de Booz. Permet plus que le pédiluve. — 7. Enflammait deux cadets. — 8. Complément fréquent du domino. Capucin qui n'a rien à voir avec l'ordre de Saint-François. — 9. A l'origine de la batiste ou de l'étoupe. Dans le surnom d'une reine de France. — 10. Beaucoup plus petit que l'atome.

Verticalement. — I. Se mange sans délicatesse. — II. Se passe de vent et de combustible. Répondait autrefois à l'attente d'un amoureux, aujourd'hui à celle d'un prospecteur. — III. Mettre en petits morceaux. Caractère du Nord. — IV. Pour éconduire sans phrases. Rend le télégramme plus clair et plus cher. — V. Qui n'est pas gracieux. Communes au savant et au vitrier. — VI. Complaisamment répété par le corps médical, chez Molière. Prendre un appui. — VII. Compatriote et confrère de Rembrandt, à un siècle de distance. Pour qui parle français, se lit dans l'autre sens. — VIII Proche rival du Parthénon.



Solution du n° 95